

Les athlètes à Athènes

■ L'Américain Michael Johnson conserve son titre du 400 m

■ Au saut en longueur, le Cubain Ivan Pedroso remporte l'épreuve

■ Sally Barsosio offre au Kenya sa première médaille d'or féminine

■ La finale du 1 500 m dames marquée par le coup de force d'une jeune Suissesse

■ Marie-José Pérec retrouve la piste

Lire pages 14 et 15

L'Union en panne

Le moteur franco-allemand tourne au ralenti alors que Helmut Kohl est affaibli par des problèmes intérieurs. p. 2 et notre éditorial p. 10

Le dollar à 6,37 francs

Le billet vert continue sa progression, dopée par la perspective du lancement d'un euro « faible ». p. 24

L'immobilier à Paris

Les prix restent faibles dans l'immobilier de bureau à Paris, en dépit d'un regain d'intérêt des investisseurs. p. 11

Le défi d'Internet

Les points de vue de Jacques Attali, conseiller d'Etat, et de Bernard Dufau, PDG d'IBM France. p. 10

Guyane : l'or ou la forêt

Des réserves d'or se trouveraient dans le périmètre du futur parc national de la forêt guyanaise. p. 8

Razzia sur les objets d'art italiens

Parmi la clientèle des tombatori, les pilles de tombes italiens, le Musée Getty de Malibu, en Californie, est impliqué dans trois affaires récentes. p. 9

Blueberry

Au bar du saloon, Bill Clinton et les Mc Laury tiennent tête au shérif. 2^e épisode de notre BD p. 23

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 100 F DKA; Espagne, 16 Ptas; France, 7 F; Grèce, 200 Dr; Hongrie, 200 Ft; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Pays-Bas, 10 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Sfr; Taiwan, 100 Nts; USA, 1 \$; USA (international), 2,20 \$.

M 0147-807-7,50 F

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

L'enquête sur la radioactivité à la Hague est relancée

Le professeur Souleau, président du comité d'experts, a démissionné



LA POLÉMIQUE autour des possibles conséquences sanitaires du rejet de déchets radioactifs de l'usine de la Hague (Manche) rebondit avec la démission du professeur Charles Souleau de la présidence du comité scientifique créé, en janvier, pour améliorer les connaissances épidémiologiques dans ce domaine. Cette démission fait suite à une série de propos tenus ces derniers

temps par le professeur Souleau. Certains des membres de ce comité l'accusent d'avoir présenté des chiffres sur les rejets radioactifs comme étant le résultat des travaux du comité. Or ces chiffres, donnés pour rassurer par le professeur Souleau, émanant en réalité des exploitants de l'usine de la Hague. Dans l'entourage de Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la san-

té, on a indiqué au Monde, mercredi 6 août, que de nouvelles initiatives vont être prises pour une surveillance plus fine de l'impact du nucléaire. Celle-ci pourrait être prochainement confiée au professeur Alfred Spira, spécialiste à l'Inserm des questions de santé publique et d'épidémiologie.

Lire page 5

Le séparatisme se développe dans l'archipel des Comores

Une autre île veut être rattachée à la France

LES TROUBLES continuent dans l'archipel des Comores. Les séparatistes de l'île d'Anjouan ont élu, mardi 5 août, leur président, le professeur d'école coranique Abdallah Ibrahim, et ont annoncé des élections avant la fin de l'année pour permettre aux Anjouanais de « déterminer librement leur avenir ». Les leaders séparatistes avaient clairement défini leurs objectifs lors de la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Anjouan dimanche : un rattachement « pur et simple » à la France ou la création d'une île indépendante associée à l'ancienne puissance coloniale. Sur l'île de Mohéli, des séparatistes ont également hissé des drapeaux français et érigé des barrages.

Le gouvernement central de la République fédérale islamique des Comores, à Moroni, a répliqué en mettant ses troupes en état d'alerte. Les militaires sont prêts à embarquer ou à décoller de Moroni à destination de Mutsamudu, la « capitale » d'Anjouan. Les barages autour de Mutsamudu ont toutefois été allégés, les séparatistes ne craignant visiblement pas de débarras imminent.

Les 350 militaires et gendarmes présents à Anjouan, retranchés dans leurs casernes depuis plu-

sieurs semaines, ont laissé la rue aux rebelles. A Moroni, le président, Mohamed Taki Abdulkarim, a appelé les Comoriens à relever « les défis majeurs que leur imposent l'histoire et les événements actuels ». Le gouvernement a mis en place une cellule de crise. Les séparatistes paraissent bénéficier d'un soutien quasi total à Anjouan.

Si certains leaders semblent rechercher un pouvoir et des privilèges perdus, l'homme de la rue espère des améliorations des conditions de vie sur l'île, notamment en cas de rattachement à la France. Les séparatistes réclament en fait un statut comparable à celui de Mayotte, la quatrième île de l'archipel, restée dans le giron de la France. Ils semblent convaincus d'obtenir gain de cause, en dépit du soutien affiché par la France à l'intégrité territoriale comorienne.

Un patrouilleur de la marine nationale française se trouve dans les eaux internationales au large des Comores, a indiqué l'état-major des armées à Paris. « La Boudouise » a appareillé, mardi, de Mayotte pour « une mission habituelle de routine » dans cette zone de l'océan indien.

Lire page 4

Les designers contemporains reviennent à la forêt limousine

LIMOGES de notre correspondant

Les feuilliciers sont en Limousin les héritiers d'une profession médiévale : le printemps venu, ils sont encore plusieurs dizaines à construire leur hutte dans les forêts de châtaigniers. Ils y passent la belle saison à fabriquer des feuillics, ces longs piquets à usages multiples, traditionnellement envoyés vers le Bordelais et les zones de production du cognac pour y baliser les vignes et aligner les ceps bien droit. Le débitage des surgesons sert aussi à la fabrication de vanneries et d'un mobilier primitif.

Et voici que cette pratique ancestrale, qui a pris naissance il y a bien longtemps dans le sud-ouest de la Haute-Vienne, est sollicitée par la création contemporaine. Six designers ont fait du feuillic limousin l'une des matières premières de leur réflexion plastique, sur un thème très à la mode, le jardin.

C'est ainsi qu'est née l'opération « Des Jardins à vivre », imaginée par l'ARD (Agence régionale de développement) et la chambre régionale des métiers. Objectif : donner un avenir aux matériaux anciens.

Les concepteurs sollicités ont dit « oui » tout de suite. Ils sont six, donc, de grande pointe.

Jean-Charles de Castelbajac est un enfant du pays. C'est à Limoges que sont créés ses vêtements, ses porcelaines et ses émaux. On trouve dans son sillage Sylvain Dubuisson (concepteur, naguère, du bureau de Jack Lang au ministère de la culture) qui a réalisé des projets céramiques, le tandem Garouste-Bonetti (Nira Ricci, entre autres), l'agence Plan créatif (qui a réalisé le cockpit de l'Airbus A340), Philippe Soffiotti (mobilier Cat Berro, Soca line, etc.). Eux n'étaient pas des familiers de la province.

Le travail s'est fait en collaboration avec vingt-quatre artisans et responsables de PME limousins. Des feuilliciers, donc, qui ont inspiré des tonnelles, des dactylas et des clôtures, mais aussi des tailleurs de granit, des ardoisiers, des verriers, menuisiers, céramistes, et autres artistes véritables, ainsi que des virtuoses de la découpe laser pour faire entrer les traditions dans les exigences contemporaines les plus méticuleuses.

Le Limousin en attend, bien sûr, une activité productive, des créations d'emplois et un regain de notoriété. La région vit encore sous l'effet du syndrome Aubusson, dans la Creuse. A la fin des années 30, Jean Lurcat et Marcel Gromaire redonnèrent vie à la tapisserie, dans ce département où les activités économiques se font rares et où la population fond à vue d'œil. Depuis, les autres arts limousins ont tenté de suivre l'exemple. L'émail et la porcelaine ne méritent plus toujours la réputation routinière qui continue à leur coller à la peau.

Les designers Raymond Lewy et Olivier Gagnière ont travaillé pour Limoges, des plasticiens s'y sont intéressés : Arman, Lichtenstein, Cuoco, pour ne citer qu'eux. La région a aussi une tradition paysagère, des parcs à l'anglaise tracés par la dynastie porcelainière Havilland (Alain Resnais y tourna *Providence*) aux actuels Jardins creusois de Gilles Clément (le parc André-Citroën, dans le quinzième arrondissement de Paris). L'opération « Jardins à vivre » est une rencontre de ces volontés de modernité.

Georges Chatain

Le bachotage des élèves de l'été

POUR CERTAINS collégiens et lycéens, les vacances sont l'occasion de rattraper leur retard scolaire. Des organismes privés leur proposent des stages intensifs d'été, censés les aider à « travailler avec de bonnes méthodes » en une à trois semaines, pour un prix souvent élevé.

Ces stages dits de « pré-rentre » ne font l'objet d'aucun contrôle ni d'aucune évaluation de la part de l'éducation nationale. Les parents d'élèves et les associations familiales dénoncent un « retour en force du bachotage ». « Le système éducatif doit prendre en charge plus efficacement les élèves en difficulté », estime Patrice Partula, secrétaire général de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE).

Lire page 6

LE MONDE diplomatique

720 MONDIALISATION : La quatrième guerre mondiale a commencé, par le sous-commandant Marcos.

721 COMMUNICATION : Un monde surexposé, par Paul Viallet. Une affaire d'Etat pour Washington, par Herbert I. Schiller.

722 INTELLECTUELS : Pigeons apprivoisés, par Juan Goytisolo. Cornelius Castoriadis contre le conformisme généralisé, par Robert Redeker.

723 ESPAGNE : Pays basque, par Ignacio Ramonet.

724 RUSSIE : Magnitogorsk, prisonnière de l'acier, par Marie-Claude Silek. Un pays otage du capitalisme mafieux, par K. S. Karol.

725 CANADA : Le Nunavut, ultime redécoupage ? par Philippe Bovet.

726 NOUVELLE-ZÉLANDE : Un village à l'heure du marché, par Serge Halimi.

727 AFRIQUE : Faut-il supprimer les polices ? par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

728 SPORT : Un ethnologue au Tour de France, par Marc Augé.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

L'Europe divisée par les eaux

C'EST, ENFIN, la décade à l'est. Les inondations qui ont affecté, depuis plus d'un mois, l'Europe centrale et la façon dont elles ont été perçues, à l'ouest, voire « couvertes » par les médias internationaux, ont révélé à quel point cette Europe-là reste « autre ». Tout s'est passé comme si, au regard de l'opinion occidentale, ces pays, Pologne et République tchèque en tête, ne faisaient pas tout à fait partie du paysage européen, comme s'ils conservaient une particularité, une étrangeté. Comment expliquer autrement la relative indifférence, du moins la lenteur de la réaction à l'Ouest face à ce drame vécu à l'Est ? Ce constat est d'autant plus frappant qu'il intervient quelques semaines après les invitations faites à ces pays de rejoindre l'OTAN et l'Union européenne, c'est-à-dire de devenir membres à part entière de la « famille » européenne.

Pour les Polonais et les Tchèques, la lecture de la presse ouest-européenne, tout autant que le spectacle des télévisions occidentales,

ont créé un véritable malaise. « L'Ouest ne s'est intéressé à la situation que nous vivions qu'à partir du moment où les inondations ont commencé à toucher l'Allemagne », faisait-on remarquer à Varsovie et à Prague. Une sensibilité excessive, voire déplacée ? Entre le 7 et le 18 juillet, alors que la montée des eaux provoquait des dizaines de morts en Pologne et en République tchèque, la place accordée à cet événement dans les médias a été modeste. Ce n'est qu'à partir du 18 juillet, lorsque la crue du fleuve Oder a commencé à affecter l'Allemagne, que la « caravane médiatique » s'est mise en branle pour rendre compte de « l'inondation du siècle ».

Mais il y a eu maladresse, voire tromperie : les équipes de télévision ne se sont pas précipitées vers le sud-ouest de la Pologne, ni vers la Moravie.

Natalie Nougayrède

Lire la suite page 10

Les films préférés des cinéastes



STEVEN SPIELBERG

POUR sa cinquantième édition, qui se tient du 6 au 18 août, le Festival de Locarno (Suisse) a demandé à trente cinéastes américains, comme Steven Spielberg et John Carpenter, de présenter leur film préféré.

Lire page 18

International	2	Entreprises	11
France	5	Finances/marchés	12
Société	6	Aujourd'hui	14
Carnet	7	Jean	17
Annuaire classés	7	Météorologie	17
Régions	8	Culture	18
Abonnements	8	Guide culturel	21
Histoires	9	Radio-télévision	22

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 7 AOÛT 1997

CRISE Alors que le leadership du chancelier Helmut Kohl paraît chaque jour un peu plus entamé par des difficultés intérieures, l'Europe piétine, le moteur franco-alle-

mand à l'arrêt, sans projet autre que celui d'une Union monétaire que le récent sommet d'Amsterdam a privée de tout accompagnement politique. ● A BONN, le Bun-

destag, réuni en session extraordinaire en présence du chancelier - qui a, exceptionnellement, interrompu ses vacances - n'a pu que constater son incapacité

à adopter l'un des grands projets de la législature: la réforme fiscale. ● LE DAUPHIN DÉSIGNÉ du chancelier, Wolfgang Schäuble, chef du groupe CDU au Bundestag,

n'en livre pas moins, au cours d'un entretien accordé au Monde, une vision plutôt optimiste de l'avenir du pays et de l'Europe. (Lire aussi notre éditorial page 10.)

Privée du moteur franco-allemand, l'Union européenne piétine

Les Quinze cheminent laborieusement vers la monnaie unique, sans accompagnement politique après l'échec du récent sommet d'Amsterdam. Le leadership du chancelier Helmut Kohl, absorbé par ses difficultés intérieures, est affaibli

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant
En cette fin juillet, l'Europe
donne d'elle-même une image

ANALYSE

La Commission
semble avoir
le plus grand mal
à montrer la voie

broulée, où les impressions négatives - Vilvorde et Amsterdam - l'emportent sur l'unique raison d'espérer que représente la marche vers l'Union économique et monétaire (UEM). Cependant, cette ambiguïté entre prise de conscience dans le désert de la pensée: mis à part l'élargissement aux pays d'Europe centrale, qui est une affaire lointaine, l'Union n'a plus en chantier le moindre projet d'importance.

Les auteurs du traité de Maastricht avaient compris qu'il fallait conférer à la monnaie unique une légitimité politique. Tel était le sens des « titres », certes bâclés, concernant la politique étrangère commune et la sécurité intérieure. A Amsterdam, en juin, les Quinze, en raison notamment des réticences allemandes, ont renoncé à cheminer dans cette double direction, privant l'Europe de toute perspective, même partielle, d'union politique. C'est dans un vide sidéral

que s'opère désormais la progression vers l'euro, ce qui ne concourt qu'à fragiliser davantage un exercice déjà laborieux.

Les Quinze ne semblent pas encore avoir pris conscience de l'impact négatif que risque d'avoir le fiasco d'Amsterdam. Du côté français, l'analyse qui est faite, pour être lucide, n'est guère encourageante. C'est celle d'une Europe impuissante à réformer ses institutions et à s'affranchir de la tutelle américaine, où le tandem franco-allemand est comme privé d'énergie vitale. Le gouvernement, qui a consenti les efforts nécessaires pour ne pas hypothéquer la monnaie unique, croit que son avènement suffira à redonner du nerf à la construction communautaire. Un pari risqué!

Après la pause estivale, les travaux vont reprendre, dans trois directions: la préparation du conseil européen sur l'emploi, fin novembre, dont la réunion a été décidée à Amsterdam, à la demande de la France; celle du conseil européen de fin décembre à Luxembourg, où les Quinze établiront la liste des pays candidats avec lesquels débiteront bientôt des négociations devant conduire à leur adhésion à l'horizon 2003-2004; l'examen des propositions que la Commission vient de soumettre aux Quinze, et qui, après la CIG (conférence intergouvernementale), vont inaugurer une nouvelle



phase de deux années de difficiles tractations.

Cet « agenda 2000 », que Jacques Santer, le président de la Commission, a présenté le 16 juillet à Strasbourg, devant le Parlement européen, traite de problèmes de gestion: les finances de l'Union au cours de la période 2000-2006, la réforme de la PAC (politique agricole commune) et celle des fonds structurels. Ces propositions sont techniquement satisfaisantes par rapport à leur objectif: rendre

possibles des compromis entre des intérêts opposés.

Mais elles risquent de tomber à plat, faute d'avoir pris suffisamment en compte la médiocrité du climat ambiant. Déplorables en termes de communication, elles révèlent une grave sous-estimation de la désaffection de l'opinion à l'égard de la construction européenne.

Il est imprudent de donner le coup d'envoi au grand marchandage de la prochaine décennie

- une histoire de gros sous propice aux empoignades - sans avoir tenté au préalable de redynamiser le débat européen. Il suffit de considérer l'apreté avec laquelle les Allemands, tous partis confondus, réclament déjà une réduction de leur contribution au budget européen pour comprendre que les négociations qui vont se dérouler au cours des deux années à venir pourraient remettre en cause des acquis de quarante ans de vie commune. L'Europe risque d'aller dans le mur si ses dirigeants s'en tiennent ainsi à leur train-train technocratique; elle se met elle-même à la merci d'un vote négatif à l'Assemblée nationale ou au Bundestag, à la merci du mauvais résultat d'un quelconque référendum bâclé.

MYOPIE

Les thèmes qui intéressent les Européens, ceux autour desquels gravitent leurs angoisses sont l'emploi et la capacité d'adaptation à un phénomène de mondialisation dont l'importance est désormais comprise dans les plus désoles des cités. Avec une myopie sidérante, on leur met en scène un projet à long terme centré sur les exportations de bié et la modernisation des campagnes!

La tâche de la Commission n'est évidemment pas facile. Mais Jacques Santer, son président, était mieux inspiré lorsque, début 1996, dans l'indifférence et presque l'hos-

tilité générale, il mettait sur la table son « Pacte de confiance pour l'emploi ». C'est ce clou-là qu'il faudrait continuer à enfoncer avec obstination, en n'hésitant pas à reprendre des idées déjà proposées mais abandonnées.

Personne n'ignore que les moyens disponibles sont limités. Mais, d'une manière ou d'une autre, l'Europe, après avoir expliqué qu'à la base de tout sursaut se trouve la croissance, pourrait mettre un accent nouveau sur l'éducation, la formation, la recherche, les nouvelles technologies. On aimerait voir la Commission s'empare, presque dans la foulée, des inquiétudes que la fusion de Boeing avec McDonnell Douglas a suscitées, pour activer la restructuration de l'industrie aéronautique européenne.

Edith Cresson, le commissaire chargé de la recherche, a parlé dans ce sens, mais dans ce monde bruxellois convenu à l'extrême, plutôt que de l'écouter, on a surtout retenu ses commentaires accides à propos de l'action de son collègue Karel Van Miert, le commissaire responsable de la politique de concurrence, qui, à ce titre, avait instruit le dossier Boeing. En cette veille d'automne et alors que c'est son rôle, la Commission semble éprouver les plus grandes difficultés à montrer la voie.

Philippe Lemaître

Le Bundestag a réglé ses comptes au cours du débat sur le projet de réforme fiscale

COLOGNE

correspondance

L'unanimité n'a pas duré longtemps, mardi 5 août, lors de la session extraordinaire du Bundestag: après avoir célébré sous les applaudissements « la solidarité » de l'Allemagne réunifiée face aux crises catastrophiques de l'Oder, le chancelier Helmut Kohl, revenu spécialement de vacances, a assisté à un vaste règlement de comptes sur le projet de réforme fiscale. Sans surprise, la réunion n'a bien sûr pas permis de sauver l'extrême la grande réforme des impôts qui oppose depuis plusieurs semaines majorité et opposition.

Les débats ont simplement offert aux forces en présence une ultime occasion de se rejeter la responsabilité de l'échec du projet gouvernemental. Lequel prévoyait, à l'origine, un allègement fiscal d'environ 100 milliards de francs. Après avoir estimé que la coalition ferait tout de même passer ce texte dans les prochains

mois, Theo Waigel, le ministre des finances, s'en est pris aux « calculs de pouvoir » du SPD, accusé de bloquer la négociation en vue des élections législatives de septembre 1998. L'opposition s'est, quant à elle, plainte de la « faible volonté de dialogue » manifestée lors de la préparation du texte, un des grands chantiers de la législature les plus controversés.

SECONDE PROCÉDURE

Les partis de la coalition, majoritaires au sein de la chambre basse, avaient sollicité la tenue de cette session extraordinaire afin de revenir sur les conclusions, la semaine dernière, de la commission de conciliation parlementaire, dominée par l'opposition. Prenant note de l'échec des négociations, ils ont voté en bloc la tenue d'une deuxième procédure de conciliation. En outre, les députés de la majorité ont finalement proposé de financer une baisse des cotisations retraite et chômage par le biais d'une hausse de la

TVA et des impôts sur l'énergie. Seule la suppression, à partir de janvier 1998, de la taxe professionnelle sur les capitaux des entreprises a mis tout le monde d'accord. Ce manque à gagner sera compensé, pour les communes, par le versement d'une partie des sommes perçues via l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Quoi qu'il en soit, la coalition cherche désormais à se mettre d'accord sur une baisse de l'impôt de solidarité (de 7,5 % à 5,5 %), lequel sert à financer une partie des dépenses liées à la réunification, et qui demeure très impopulaire. Cette mesure pourrait survenir même si la réforme du siècle sur la fiscalité était une nouvelle fois repoussée. Perçue à l'est comme à l'ouest du pays, cette taxe, calculée sur la base des revenus impossibles, a réparti plus de 26 milliards de deutschemarks en 1995, l'année de son lancement définitif.

La réduction de la « Soli », selon l'abréviation à la mode, constitue

une des promesses du Parti libéral-démocrate (FDP), en général très attaché à un allègement de la fiscalité. Elle faisait naturellement partie de la réforme fiscale, mais les libéraux, constatant l'impasse actuelle, se sont mobilisés ces derniers jours pour obtenir une réduction, quelle que soit la tournure prise par les événements.

Un déficit budgétaire estimé à 3,3 % pour 1997

Selon le rapport semestriel de l'Institut de recherche économique IFO, publié mardi 5 août à Dresde, le déficit budgétaire allemand atteindra 3,3 % du produit intérieur brut en 1997, un niveau supérieur à celui exigé par le Traité de Maastricht mais qui ne devrait pas, selon les experts, empêcher l'Allemagne de se qualifier pour l'Union économique et monétaire (UEM). Pour 1998, l'Institut prévoit un déficit équivalent à 2,6 % du PIB, inférieur au seuil de 3,0 % fixé par les critères de Maastricht.

L'IFO, l'un des six principaux instituts de recherche allemands, souligne toutefois que la prévision pour 1997 est sujette à d'importantes incertitudes et que ce chiffre pourrait « être à une décimale près plus proche des 3,0 % de référence ». « Même si cette prévision se révèle juste, note l'IFO, il ne devrait pas être refusé à l'Allemagne le droit d'entrer dans l'Union monétaire car le Traité de Maastricht prend également en compte la durée de la consolidation. » - (Reuters.)

mise au point de mesures de compensation. Pour le moment, le gouvernement n'entend pas, en effet, diminuer les aides destinées aux régions de l'Est: entre 1991 et 1995, ces transferts nets ont représenté une somme d'environ 644 milliards de deutschemarks (230 milliards de francs).

Le FDP est d'autant plus attaché à cette mesure qu'elle conditionnerait l'avenir d'une formation politique qui a essuyé nombre de revers électoraux au cours des dernières années.

Prudente, même si elle sait devoir ménager ses alliés, la CDU-CSU veut encore croire à une réforme fiscale de plus grande envergure. Pourtant, l'opposition n'a pas caché son scepticisme face à la perspective d'une éventuelle deuxième procédure de conciliation, à la rentrée parlementaire, certains députés de gauche la qualifiant même d'« inutile ».

Philippe Ricard

La vision de la République fédérale de Wolfgang Schäuble, numéro deux du pouvoir à Bonn

BONN

de notre correspondant
Que les Allemands le réalisent ou non l'an prochain, Helmut Kohl a suffisamment assuré sa place pour

PORTRAIT

Le dauphin désigné
et loyal de Helmut Kohl
possède un style
bien à lui

dominer les deux dernières décennies du XX^e siècle de l'histoire allemande. Il est encore trop tôt pour dire si les années suivantes seront celles de Wolfgang Schäuble, un homme-clé du pouvoir, dont aucun dirigeant français n'a pourtant jamais fait l'effort de prononcer le nom correctement. Le numéro deux de la CDU, actuellement président du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag, devra encore surmonter beaucoup d'obstacles pour espérer prendre un jour la succession de l'actuel chancelier, qui a décidé de se représenter aux élections de septembre 1998. Quoi qu'il en soit, le

dauphin officiel de Helmut Kohl - contraint à se déplacer en chaise roulante à la suite d'un attentat commis par un déséquilibré en 1990 - est, à 54 ans, l'une des toutes premières personnalités de la classe politique allemande et devrait le rester après 1999, date du démantèlement des institutions à Berlin.

Ce qui frappe d'emblée avec Wolfgang Schäuble, c'est un style extrêmement différent de celui de son protecteur, envers lequel il manifeste une loyauté sans faille. Ce protestant d'Offenburg (non loin de Strasbourg), qui vise les plus hautes fonctions, est connu pour son talent d'orateur. En général, on se souvient longtemps des réparties assassines qu'il inflige à ses adversaires lors des débats du Bundestag. Cette virtuosité froide est celle d'un homme blessé, devenu plus tenace et plus dur encore depuis l'attentat qui faillit lui coûter la vie. Parfois flamboyant, c'est Wolfgang Schäuble qui, lors d'un discours vibrant prononcé en juin 1991, fit basculer l'opinion des députés allemands en faveur du déplacement des institutions fédé-

rales à Berlin. Dans un entretien accordé au Monde, le numéro deux du pouvoir refuse d'employer, à propos de la future Allemagne, le terme de « République berlinoise ». « Ce pays continue à s'appeler République fédérale d'Allemagne, et doit demeurer à l'avant-garde de l'intégration européenne. » Autrement dit, à Berlin comme à Bonn, l'Allemagne restera fermement engagée à l'Ouest. Si l'un est un point sur lequel Wolfgang Schäuble insiste sans cesse, c'est dans la continuité d'Helmut Kohl, c'est bien dans sa volonté de refuser toute « politique de la balance » entre l'Est et l'Ouest au gré des intérêts allemands du moment, comme à l'époque de la République de Weimar.

« Ma conception de l'Allemagne et de l'Europe n'est pas différente de celle de Helmut Kohl, souligne-t-il, même si je présente les choses de manière plus rationnelle que lui. Il plaisait souvent en disant qu'il était mauvais lycéen en mathématiques; moi j'ai toujours été bon et je le dis ». Plus rationnel, mais également plus « national » qu'Helmut Kohl (certains observateurs voient

même en lui un « nationaliste » en puissance), Wolfgang Schäuble disait tout récemment dans un discours à Berlin: « La meilleure politique étrangère est celle qui sert nos intérêts. » Une phrase que l'actuel chancelier n'aurait jamais prononcée en des termes aussi directs.

Il est vrai que Wolfgang Schäuble n'a pas l'habitude d'exprimer sa pensée d'après les règles du jeu politique. Le stratège de la CDU avait provoqué un beau tollé en proposant avec son collègue, Karl Lamers, en septembre 1994, une vision de l'Europe articulée autour de l'idée d'un « noyau dur » dont ne faisait pas partie l'Italie.

BOURREAU DE TRAVAIL

Wolfgang Schäuble est animé par une conviction inébranlable: l'âge des Etats-nations est révolu. Militant inlassable de la monnaie unique, le chef du groupe parlementaire CDU-CSU incarne des valeurs qui sont chères à la France, notamment le primat du politique sur l'économiste: « Le gouvernement de Bonn a réussi à imposer le système monétaire européen à la fin

des années 70, et ce en dépit de l'opposition de la Bundesbank », dit-il à l'intention de tous ceux qui pensent que Frankfurt est en mesure de torpiller la monnaie unique.

Comme beaucoup d'autres personnalités du pouvoir, Wolfgang Schäuble est même persuadé que la CDU peut remporter les élections en faisant de l'euro un thème central de la campagne. Quel paradoxe quand on sait combien les Allemands craignent d'abandonner le mark! « Les populistes ont moins de chance de se faire entendre en Allemagne qu'ailleurs, souligne-t-il, et nos compatriotes savent quels sont les enjeux de la monnaie unique: il s'agit d'assurer l'adaptation de nos économies à la mondialisation et de permettre le maintien de la paix en Europe à long terme. »

Véritable bourreau de travail, Wolfgang Schäuble se bat pour l'Europe, mais aussi pour la défense des valeurs traditionnelles et pour une modernisation radicale de l'Etat social allemand. Ce juriste a la réputation d'être un dirigeant beaucoup moins doué qu'Helmut Kohl pour respecter les règles tra-

ditionnelles du consensus à l'allemande, ce qui explique les relations orageuses qu'il a de temps en temps avec les dirigeants de la CDU, partenaires bavarois au sein de la famille chrétienne-démocrate.

Relativement optimiste pour l'avenir, il estime que, bon an mal an, l'Allemagne est bien engagée sur la voie des réformes: « 1997 aura été l'année de la réforme de l'assurance-maladie et de la réforme des retraites. La réforme fiscale sera un succès si on parvient à supprimer la taxe professionnelle et à baisser le taux de l'impôt sur le revenu et sur les sociétés », dit-il, en juin. Le premier de ces deux points, pour l'instant, a été obtenu. Sur le fond, Wolfgang Schäuble a d'autres sujets d'inquiétude: l'immigration (« l'Allemagne a accueilli, en chiffres absolus, plus de gens que les Etats-Unis depuis 1991 »), et l'avenir du système de formation allemand: « Nos écoles et nos universités doivent d'urgence être modernisées si nous voulons rester un pays moderne. »

Lucas Delattre

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Quatre formations politiques ont soutenu la candidature du général

LA PAZ

« Je sais que j'ai une très mauvaise image, en particulier à l'étranger », déplore Hugo Banzer, qui paie, outre la consanguine germanique de son patronyme, le prix de son appartenance au club très restreint des dictateurs qui ont dirigé un pays du continent sud-américain il y a deux décennies : Juan Maria Bordaberry en Uruguay, Alfredo Stroessner au Paraguay, Rafael Videla en Argentine, Ernesto Gelsa au Brésil et Augusto Pinochet au Chili.

L'avènement d'une dictature, avec à sa tête Hugo Banzer, tient plus, en fait, à la démission du pouvoir civil, en 1971, quand le Mouvement national révolutionnaire (MNR) et la Phalange socialiste (FSB), les deux partis dominants de l'époque, ont demandé au « plus prestigieux militaire », alors en poste à l'étranger, de rentrer et de se

« CONJURATION POLITIQUE. »

Une coalition de quatre partis

Carlos D. Mesa Gisbert, pour qui le pays *« était arrivé, en 1971, à une impasse, qui avait épuisé la société en hérité de tradition irrécusable »*.

Dans sa petite cellule de la prison de San Pedro, au centre de La Paz, Oscar Ed, secrétaire général et cofondateur du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), défend une force politique pays et principal agent d'Hugo Banzer, déchu par la révolution politique, à laquelle, sous l'impulsion de complot avec les narcotrafiquants, l'a renvoyé lui-même où le général Banzer l'avait expédié en 1973, avant de l'expulser vers la France.

Comme de nombreux opposants tout en se souvenant de ces *« années dures »*, il se transforme sans effort en un défenseur sans réserve du général. Le MIR est né, raconte-t-il, en septembre 1971, de la volonté de résister à la dictature, et il s'est devenu *« une alternative démocratique qu'à partir du jour où Hugo*

« Je ne regrette en rien ma décision, il y a vingt-cinq ans. Dans les conditions qui étaient celles de mon pays, je le referai. J'ai aujourd'hui le même poids de la responsabilité que j'avais alors. Au-delà de ce que l'on peut dire de moi, je suis avant tout un conciliateur et c'est dans cet esprit

Le général Banzer s'est - au-delà du slogan populaire de sa campagne - « Du pain, un toit et du travail » - plus engagé « à humaniser les conséquences des réformes libérales appliquées dans le pays depuis quatre ans » qu'à les suspendre ; les mesures d'ajustement qu'il préconise ne semblent pas de nature à revenir sur les transformations réalisées depuis quatre ans. C'est d'ailleurs ce que pense Simon Reyes, dirigeant du Parti communiste bolivien. L'un des autres chefs de file du mouvement syndical, la COB, M. Mays, dit-il, est une usine à fabriquer des pauvres, et la nouvelle coalition dirigée par Hugo Banzer ne changera rien à cette réalité. Mon pays sera toujours un royaume de misère, avec ces gens-là ».

« UN GAMIN »

La cohésion de l'alliance réunie par le général Banzer n'est pas un problème pour la candidature du parti populiste indigéniste. La Conscience de la patrie (Condepa), Remedios Loza, qui, pour la première fois, va participer au pouvoir. Elle juge que les gouvernements précédents n'ont pensé qu'à leur intérêt et elle attend de son alliance avec l'ADN une « flexibilité du modèle mis en place ». Elle croit à la sincérité de M. Banzer, « parce qu'il a donné des gages à la démocratie et qu'il cherche sincèrement l'unité la plus large du pays ». Elle assure que son parti le soutiendra tant qu'il respectera ses engagements : « Nous avons, dit-elle, cinq ans pour voir ».

Alain Abellard

NEW YORK. Les deux Corées, la Chine et les États Unis ont entamé, mercredi 5 août à New York, des pourparlers historiques sur le paix dans la péninsule coréenne, quelques heures après la surprenante annonce, par Pyongyang, de sa volonté de respecter l'armistice de 1953. L'objectif principal de ces discussions consisterait à déterminer une date, un lieu et un ordre du jour pour de futurs pourparlers quadripartites visant à établir un véritable accord de paix entre la Corée du Nord et celle du Sud. Le 24 juin 1995, Pyongyang, qui tentait de faire passer la Corée du Nord aux États Unis pour obtenir un accord de paix bilatéral, avait déclaré : « L'arrêt de l'armistice de 1953 qui avait conclu la guerre de Corée... » (AFP).

TUNIS. Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védérine, a achevé, mardi 5 août, une visite officielle de vingt-quatre heures en Tunisie au cours de laquelle il a réaffirmé la volonté du gouvernement français de consolider les relations entre les deux pays. « *Il n'y a pas à proprement parler de problèmes* » entre la Tunisie et la France, « *mais des questions qui s'imposent dans toutes les relations entre deux pays proches et amis* », a déclaré M. Védérine lors d'une conférence de presse. Il a « *confirmé* » au président Zine El Abidine ben Ali « *les orientations du président Jacques Chirac qu'il connaît bien* ». M. Védérine n'a pas précisé s'il avait abordé, avec le président tunisien, la question des droits de l'homme. — (AFP).

KINSHASA. La trïuka européenne (le Luxembourg qui assure la présidence de l'UE; le pays qui l'a précédé et celui qui lui succ  dera dans ces responsabilités) va recommander au conseil des ministres de l'Union européenne la reprise de la « *coopération structurelle* » avec la République démocratique du Congo (RDC, ex-Za  ire), a annoncé le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, Jacques Poos. Selon M. Poos, l'UE va « *assister le processus de réformes démocratiques et de reconstruction nationale* ». La délégation a « *noté avec satisfaction la volonté des autorités de fonder son action sur la démocratie et les droits de l'homme* », soulignant que M. Kabila s'est engagé à organiser des « *  lections libres et démocratiques en 1999* ». M. Poos s'est par ailleurs félicité de l'« *accord irrévocable* » entre Kinshasa et ONU sur l'envoi d'une mission d'enquête concernant les massacres de réfugiés. Il a souligné que le gouvernement congolais a retenu les routes, l'agriculture, la santé, l'éducation, la justice et la police comme ses priorités. Le montant de l'aide de l'UE n'a pas été précisé. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ CAMBODGE : le prince Ranariddh s'est vu retirer son immunité parlementaire, mercredi 6 août, lors d'une session spéciale de l'Assemblée nationale. L'opposition affirme que ce vote est destiné à légitimer le « coup d'Etat » du copremier ministre Hun Sen dont les troupes ont chassé, début juillet, leurs rivaux royalistes et évincé le prince, qui occupait jusque là, les fonctions de « premier premier ministre ». - (AFP)

■ **SIERRA LEONE** : quinze personnes sont mortes le week-end dernier, victimes de la pénurie alimentaire qui sévit dans le pays, soumis à un blocus des pays voisins depuis le coup d'Etat du 25 mai, ont annoncé des responsables de la Croix-Rouge à Freetown. — (AEP)

■ **LIBERIA** : le nouveau président Charles Taylor a attribué un ministère à son pire rival de l'époque de la guerre. Le « général » Roosevelt Johnson s'est vu confier le maroquin du développement rural, un ministère qui n'a même pas de bureaux connus. — (AFP)

■ ISRAËL : la branche militaire du Mouvement de la résistance islamique Hamas a menacé, mardi 5 août, de commettre de nouveaux attentats à la bombe contre Israël, qui a refusé de libérer des dirigeants islamistes emprisonnés. « Une série d'opérations-suicides va avoir lieu au moment approprié, afin de frapper durement les sionistes », indique un communiqué du groupe Ezzedine El Kassam. - (AFP)

■ **Quelque seize mille logements en projet dans les colonies de peuplement israéliennes du nord de la Cisjordanie n'attendent plus que le feu vert des autorités, a affirmé, mardi 5 août, l'organisation israélienne anti-annexionniste La paix maintenant.** - (AFP)

■ **LIBAN** : pour la deuxième journée consécutive, Israël a mené, mardi 5 août, des raids aériens au nord de la zone qu'il occupe au Liban-sud, tuant deux civils, alors que le Hezbollah libanais a menacé de reprendre les opérations-kamikaze contre l'armée israélienne. Le comité de surveillance du cessez-le-feu (Etats-Unis, France, Liban, Israël et Syrie) devait se réunir, jeudi 7 août, à la demande du Liban, pour tenter de prévenir une aggravation de la situation. - (AFP)

■ **TIRANA** : la Grèce et l'Albanie ont signé, mardi 5 août à Tirana, un protocole d'accord ouvrant la voie à la « *légalisation du travail saisonnier* » des immigrés albanais en Grèce. Environ 300 000 Albanais séjournent en Grèce, mais un grand nombre d'entre eux sont en situation irrégulière. — (AEP)

■ INTÉRIEURES : de nouvelles pluies se sont abattues, mardi 5 août, dans le nord et le centre de la Roumanie, provoquant la mort de deux personnes et submergeant de vastes étendues de terres agricoles. Le bilan est de huit morts depuis le début des intempéries. L'Allemagne, la Pologne et la République tchèque, qui va lancer une vaste campagne de vaccination d'enfants vivant dans les régions sinistrées, intensifient leur coopération pour se protéger d'une éventuelle remontée du niveau de l'Oder. – (AFP)

MOSCOU. Malgré une ultime tentative de repousser la « vente aux enchères » — décidée par avance comme d'habitude en Russie — d'un paquet de contrôle, soit 38 % des actions de *Norilsk*, le géant du nickel, celle-ci a eu lieu comme prévu, mardi 5 août. Sans surprise, le groupe russe *Oxnekim* a acquis pour 250 millions de dollars d'actions, une somme inférieure de 20 % à celle du marché. Il gérait déjà cette société d'Etat depuis les contrats « prêt contre actions » qui donnaient aux banques « amies du pouvoir », pour un prix symbolique, la gestion de grosses entreprises. *Norilsk* clôt ce cycle, où tous ces groupes ont pu racheter les actions qu'ils géraient déjà. La vente, il y a dix jours, du monopole russe des télécommunications *Sviazinvest*, gagnée également par *Oxnekim*, avait pourtant semblé innover en étant plus ouverte et en promettant un prix juste (1,9 milliards de dollars) au budget. Mais le vrai test est à venir avec la vente prochaine de la compagnie pétrolière *Rosneft*. — (Corresp.).

Les enlèvements se sont multipliés au cours des six derniers mois dans le nord du Caucase

MOSCOU

de notre correspondante

Un communiqué d'Équilibre, organisation d'assistance humanitaire basée à Lyon, a annoncé, mardi 5 août, la disparition, depuis samedi, des membres de son équipe au Daghestan (sud de la Russie). Il s'agit d'Andy Chevallier, de Pascal Porcheron et de Laurent Moles, accompagnés d'un ami de passage, Rémi Greves-Vialon. Ils n'ont pas répondu à leur domicile, après avoir tenté de les joindre par téléphone. Les trois hommes, originaires de Médanès sans doute, appartiennent à une équipe de secours belgo-allemande, pour plus de sûreté, son Malakhtchala, la capitale de cette petite République du Caucase du Nord. Avec une équipe de MSF-Belgique, ils étaient les derniers représentants d'organisations humanitaires à travailler encore dans la région - malgré la vague d'enlèvements qui a débuté en Tchétchénie depuis la fin de la guerre il y a presque un an, et qui déborde maintenant sur les Républiques voisines, notamment la Géorgie de Russie, en se dirigeant à Fougnet et au Daghestan l'est.

Mais le terme « *disparition* », que l'association emploie, risque fort d'être un euphémisme pour « *enlèvement* ». Car « *soixante-seize personnes au moins* » ont été enlevées au cours des six derniers mois en

Tchéchènes, selon une estimation du ministre des Intérieurs tchéchène, manifestement impuissant à enrayer la vague. Parmi les otages, on dénombre une grande majorité de Tchéchènes, mais aussi des Russes et notamment cinq journalistes, dont l'envoyée spéciale Elena Massionuk, vedette de la chaîne de télévision NTV, retenu avec deux collègues depuis deux mois et demi. Un responsable de MSF-France, Christophe André, avait été enlevé dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet à Nazran (Ingouchie), par des inconnus armés qui avaient fait irruption dans sa maison. Le lendemain, ce fut le tour d'un Slovaque, puis de deux Britanniques, membres d'une association humanitaire, enlevés à Grozny. Ces derniers cas provoquèrent le départ des deux gouvernements ONG (organisations non gouvernementales) - la britannique MSF et la belge MSF-MERLIN et présentes en Tchéchénie et en Ingouchie. Equilibre le MSF-Belgique quitte également le Daghestan ces jours-ci.

Les rares étrangers à se rendre encore en Tchéchénie, accompagnés nuit et jour de gardes tchéchènes en armes, sont vivement encouragés par leurs hôtes et amis à ne pas prolonger leur séjour. La petite mission de POSCE (Organisation pour la sécurité et la coopé-

ration en Europe) à Grozny a elle-même été victime d'un braquage et d'un cambriolage en règle, fin juillet.

MOTIVATIONS MULTIPLES
S'agit-il d'actes de pur banditisme ou à visées politiques ? « C'est toute la question et nous ne l'avons pas résolue », a déclaré le responsable d'une organisation humanitaire, qui attend en vain son procès depuis plus de trois mois en la prison de Krasnoyarsk, comme lui, mais qui considère les ravisseurs, comme lui, lui considérant les diverses autorités locales, dont l'impuissance semble totale. Seul un message, accompagné d'une photo, mais ne donnant aucune piste concrète, lui est parvenu le 21 juillet par la poste ingouche. « La seule impression est que les ravisseurs sont de plus en plus organisés. En 1995 et 1996, les prises d'otages se résolvèrent plus vite. Aujourd'hui, le temps d'attente pour un premier contact s'allonge, comme si on avait les moyens de faire monter la pression psychologique », dit-il. Les arguments en faveur d'explications « politiques » ne manquent pas, même si elles sont parfois contradictoires. Des responsables russes et tchéchènes, engagés dans les pourparlers en cours entre anciens belligérants, ont affirmé que les enlèvements, notamment d'étran-

gers, « se multiplient étrangement à la veille de chaque moment-clé des négociations ». C'est le cas actuellement avec les accords russo-tchécoslovaques, notamment pétroliers, signés à la mi-juillet et qui doivent encore être concrétisés.

En Tchétchène, on accuse volontiers soit des services secrets russes et leurs agents locaux, soit des services secrets turcs et leurs agents locaux d'être à l'origine de tous les événements qui se passent en Tchétchène, soit les services turcs qui voudraient empêcher le transit du pétrole brut de la mer Caspienne par la voie ainsi celle qui pourrait passer par la Turquie.

Mais dans ce pays ravagé, surarmé, aux champs infestés de mines et où la population, réduite au chômage, n'a reçu aucun dédommagement de guerre, des motivations purement « criminelles » peuvent tout autant expliquer ces prises d'otages, surtout quand on se rend compte que les services secrets d'un des Tchétchènes. Des centaines de plus en plus fortes ont été ainsi versées cette année, au sud de tous, pour libérer des journalistes italiens et russes. Dans plusieurs cas, l'« intermédiaire » était un Tchétchène notoirement lié, à la fois, à l'un des dirigeants locaux et à des services secrets russes.

Sophie Shihab

Le pouvoir comorien ne parvient pas à endiguer les appels au séparatisme

Après Anjouan, l'île de Mohéli est également en proie à des troubles

Les séparatistes de l'île d'Anjouan ont élu, mardi 5 août, leur « président », Abdallah Ibrahim, deux jours après leur déclaration d'indépen-

dance. Les troubles se sont étendus à l'île de Mohéli, où des manifestants ont hissé des drapeaux français. A Moroni, la capitale de la République

fédérale islamique des Comores, le président Taki ne parvient pas à sortir son pays de l'impasse.

MORONI

de notre envoyé spécial

Quarante-huit heures après l'indépendance autoproclamée de l'île d'Anjouan, c'est au tour de Mohéli de s'agiter. De jeunes manifestants ont érigé des barrières de pneus enflammés, mardi 5 août, et ont hissé un drapeau français sur le palais de justice de Fomboni, le chef-lieu de la plus petite des trois îles de la République fédérale islamique des Comores. Une heure plus tard, les gendarmes ont rétabli l'ordre sans violence, mais on se demande aujourd'hui, sur l'île de la Grande Comore, si le mouvement indépendantiste pro-français d'Anjouan est en train de faire tache d'huile, ou s'il s'agit d'une journée d'agitations sans lendemain. Mohéli, comme Anjouan, a son mouvement contestataire - le Comité de suivi et d'orientation pour l'autonomie de Mohéli - qui semble vouloir faire monter les enchères.

La crise économique, marquée par la chute vertigineuse du prix des clous de girofle (une des principales exportations de l'archipel avec l'ylang-ylang - arbre cultivé pour ses fleurs, utilisées en parfumerie - et la vanille) sur les marchés mondiaux, frappe sévèrement les deux îles, qui n'ont pas l'avantage de recevoir, pour atténuer la misère croissante, des mandats bancaires de la diaspora comorienne, dont 80 % sont originaires de la Grande Comore et de la capitale, Moroni.

Le chef de l'opposition comorienne, Abbas Dhoussouf, président du Forum pour le redressement national (FRN), a condamné la déclaration d'indépendance anjouanaise, tout en estimant que « le président Taki est inconscient de la situation qui prévaut actuellement aux Comores ». Les Grands-Comoriens s'efforcent pour leur part d'une notable indifférence concernant les volontés séparatistes de

leurs compatriotes, sachant qu'ils n'en seront guère affectés économiquement. Après le discours du président Mohamed Taki Abdulkarim, vendredi 1^{er} août, qui a abordé, mais en des termes trop vagues selon ses opposants, les problèmes sur les îles sœurs, des notables se sont réunis avec les représentants de la communauté anjouanaise de Grande Comore, pour chercher une issue à la crise. La solution pourrait être une plus large autonomie de chaque île. Mais le temps

surent que la contestation va s'étendre à Grande Comore d'où est pourtant originaire le président Taki, élu en mars 1996 avec plus de 64 % des suffrages. « Il commet la même erreur que ses prédécesseurs, estime un intellectuel proche du FRN, à savoir le népotisme régional qui, aujourd'hui, profite aux gens du Hamahame, le nord-est de l'île. »

On lui reproche aussi ses incessants voyages privés à l'étranger, qui lui ont valu le surnom de « Pilote », ses dépenses somptueuses comme la coûteuse réfection de la

ville présidentielle, ainsi que les retards de salaires dans la fonction publique. Les agents de l'Etat sont certes rémunérés depuis janvier, mais ils comptent toujours dix mois d'impayés. La répression des manifestations de fonctionnaires, ces derniers mois, n'a pas amélioré l'image de M. Taki, dans ce pays d'un demi-million d'habitants où la mort d'un seul protestataire fait figure de drame national.

Face à cette grogne, le pouvoir semble à court d'idées. Il cherche donc un bon émissaire et, comme souvent en cas de crise aux Comores, on y voit la main de la

France qui « encouragerait, sans avoir l'air d'y toucher, les revendications d'Anjouan pour justifier le statut de Mayotte ». La quatrième île de l'archipel a choisi de rester sous la tutelle française lors de l'indépendance en 1975. Les Mahorais bénéficient de la gratuité des soins et de l'enseignement, ainsi que des subventions de la métropole, et leur niveau de vie suscite des jalousies chez leurs frères comoriens. « S'ils réclament le rattachement à la France, c'est qu'ils ont reçu des assurances », pense un chauffeur de taxi de Moroni. Et l'ambassadeur de France, Gaston Le Pénat, a beau déclarer dans le journal progouvernemental *Al Watwan* que « la France considère que les mouvements séparatistes font fausse route », on n'y voit qu'une nouvelle hypocrisie de la métropole, déjà accusée d'avoir financé la tentative de putsch, en septembre 1995, du célèbre mercenaire Bob Denard, qui n'en était pas à son coup d'essai aux Comores. En vingt-deux ans d'indépendance, l'archipel a connu une vingtaine de coups d'Etat réels ou avortés.

Alors que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'apprête à dépêcher un médiateur - après le refus poli de la France, sollicitée par des hommes politiques comoriens -, les rumeurs vont bon train dans l'archipel. Outre celles concernant une éventuelle opération-commando préparée par le régime pour arrêter les chefs de la révolution anjouanaise, qui font preuve d'une surprenante détermination, court invariablement celle d'un retour de « Papa Bob » et de ses « affidés ». En comparaison de leurs aînés diligents, ils ont courusé, sans jamais un trop mauvais souvenir aux Comoriens.

Jean Hélène

La sévérité du programme du FMI suscite des remous en Thaïlande

Quarante-deux sociétés financières suspendues

BANGKOK

de notre correspondant

Le ministre des finances, Thanong Bidaya, a rendu public, mardi 5 août, l'accord passé entre le gouvernement thaïlandais et le FMI (Fonds monétaire international) afin de rétablir la situation économique du pays et tenter de redonner confiance aux investisseurs étrangers (*Le Monde* du 6 août). La totalité des mesures n'est pas encore connue, mais une ligne de crédit d'un montant de 12 à 15 milliards de dollars (de 75 à 95 milliards de francs) pilotée par l'institution internationale sera mise à la disposition du gouvernement. En outre, l'accord du FMI ouvre la voie aux fonds de la Banque asiatique de développement et de l'import-export Bank du Japon avec lesquelles des négociations sont en cours.

Le gouvernement du général Chavalit Yongchaiyudh s'est engagé à ramener le déficit de la balance des paiements, dès l'année budgétaire en cours, de 8 % à 5 % du PIB, et à réduire les dépenses budgétaires de 100 milliards de bahts (3,15 milliards de dollars) en 1998, soit plus de 10 % du budget total. Cet effort d'équilibre passe notamment par l'augmentation, impopulaire, de la TVA de 7 % à 10 %, la hausse du prix des services publics et des privatisations d'entreprises publiques.

Cependant, la décision de fermer quarante-deux sociétés financières en plus des seize déjà suspendues a créé une véritable surprise et atteste de l'étendue des dégâts dans le secteur financier. Treize sociétés financières et quinze banques commerciales devaient survivre à cette hécatombe. Le ministre des finances a précisé que la banque centrale avait déjà dépensé 19 milliards de dollars afin de soutenir les établissements en difficulté. Le montant supplémentaire de cette somme, ne serait-ce qu'au regard des lignes de crédits demandées au FMI, dé-

montre, si besoin en était, de la légitimité avec laquelle le gouvernement a tout d'abord géré la crise ; la candide déclaration du général Chavalit, avouant que nombre de ses amis étaient touchés par ces fermetures, explique peut-être en partie une telle attitude.

Il est encore trop tôt pour juger de la réaction en profondeur des marchés financiers, mais mercredi, à l'ouverture, la Bourse accusait une baisse de 3,4 % et le baht fléchissait de quelques points, le dollar progressant de 31,65 à 3,80 bahts. Par ailleurs, la fermeture surprise des quarante-deux sociétés financières a ramené, dans les milieux financiers, les rumeurs de vulnérabilité de trois banques commerciales : la Siam City Bank, la Bangkok Metropolitan Bank et la First Bangkok City Bank.

MOTION DE CENSURE

Les éditeurs de la presse thaïlandaise ne sont pas tendres avec le premier ministre, dont certains réclament la démission. L'opposition, conduite par le Parti démocratique de Chuan Leekpai, a décidé, avant même la négociation avec le FMI, de déposer une motion de censure sur la « mauvaise gestion économique du gouvernement ». S'il est peu probable que celle-ci soit adoptée, elle peut, par contre, mettre à l'épreuve la solidité de l'alliance avec l'ancien premier ministre, Chatchai Choonavan, et son parti, le Chart Pattana, sur lequel s'appuie le général Chavalit.

Autre échec pour le gouvernement, le vote prévu, le 26 septembre d'une nouvelle Constitution, dont certaines dispositions sur la moralisation de la vie publique ne font pas l'unanimité. En cas de rejet par le Parlement, un référendum est prévu. Cette procédure ne concilierait pas à ramener la confiance, dont le pays a besoin pour remettre de l'ordre dans ses affaires. (*Intérim*)

Une délégation d'Arabes israéliens a été invitée à Damas par le président syrien

TEL-AVIV

de notre correspondant

Une délégation de cinquante Arabes détenteurs de passeports israéliens était attendue, jeudi 7 août, à Damas pour un séjour d'une semaine. C'est la deuxième fois que des membres de la communauté palestinienne d'Israël se déplacent de manière officielle en Syrie. La première était une visite de condoléances en 1994 au président syrien, Hafez El Assad, qui venait de perdre son fils Bassel dans un accident de voiture.

Ce déplacement survient alors que les négociations entre Israël et Damas sont au point mort depuis un an et demi et que les suspicions réciproques ont été aggravées par la récente décision de la Knesset de soumettre toute décision sur l'avenir du Golan à l'approbation d'une majorité qualifiée du Parlement et à

un référendum. La délégation comprendra sept membres arabes de la Knesset, dix responsables de collectivités territoriales arabes, divers représentants politiques et des journalistes arabes, qui représenteront des médias arabes, mais aussi israéliens.

L'initiative de cette visite a été prise par le président syrien, Hafez El Assad. Les intrigues qui ont entouré sa préparation ont mis en lumière les luttes d'influence au sein des milieux politiques arabes israéliens, entre ceux qui se définissent comme citoyens israéliens à part entière et militent pour l'égalité des droits et ceux qui voient en Israël un occupant et sont opposés au processus de paix. Outre un représentant officiel de la Syrie détenteur d'un passeport européen qui lui a permis de séjourner ces derniers jours en Israël, les intermé-

diaires ont été les ambassades égyptienne à Tel-Aviv et syrienne au Caire - par où transitera la délégation.

Les cinquante délégués doivent rencontrer le président El Assad et des membres de son gouvernement. Ils s'entretiendront aussi avec des représentants des organisations palestiniennes basées à Damas, hostiles au processus de paix. Un circuit touristique est également prévu.

« CONCILIATION AVEC ISRAËL »

Un communiqué commun portant sur le conflit israélo-arabe, plus particulièrement sous l'aspect israélo-syrien, est prévu au terme de la visite, affirme Abed Ibrahim, porte-parole du comité de suivi des affaires arabes et coordonnateur du voyage. La délégation plaidera pour « une paix complète en échange d'un retrait complet » du Golan. « Nous,

Arabes d'Israël, soutenons la position syrienne, le processus de paix, une paix globale et juste, fondée sur les droits de chaque peuple dans la région », précise M. Ibrahim.

Selon lui, l'invitation a été lancée il y a un mois « à toutes les tendances de la communauté palestinienne d'Israël ». Le Front démocratique pour l'égalité, Hadash - alliance de communistes et de notables qui, avec cinq députés, constitue la première force arabe à la Knesset -, a décidé de boycotter le voyage. Le Parti communiste israélien (Maki), le noyau de Hadash, en a fait autant, suivant la position adoptée par l'autre composante du Front, Abna El Balad (les Fils du pays), opposée au processus de paix, et qui a dénoncé « un brouillage de notre position de principe ».

Hadash et ses composantes protestent contre l'inclusion dans la délégation de trois députés de partis « sionistes », Salah Tarif et Nawaf Massalha, du Parti travailliste, et Walid Sadek, de Meretz (gauche). Lorsque ces trois députés ont appris la semaine dernière que le comité de suivi, invoquant les vœux de l'Etat-hôte, refusait de les intégrer à la délégation, ils ont annoncé leur démission de ce comité - qui fédère les partis et organisations arabes en Israël - pour protester contre sa soumission au « diklat syrien ».

Deux jours plus tard, Damas invitait formellement les trois députés, « émettant ainsi, estime M. Tarif, un signe positif à l'attention d'Israël. Ce geste témoigne de la volonté sincère de la Syrie de parvenir à la paix et à la conciliation avec Israël ». M. Tarif étant un officier de réserve de Tsa-hal, ce sera la première fois qu'un militaire israélien se rendra en Syrie, et ce à un moment où les hiérarchies militaires syrienne et israélienne échangent les déclarations bellicueuses. Les autres députés membres de la délégation sont ceux du Parti démocratique arabe d'Abdel Wahab Darauché et du Mouvement islamique. - (*Intérim*)

Bangkok doit consolider les réserves de la banque centrale

DANS le cadre de son plan d'assainissement de l'économie, le FMI exige de la Thaïlande qu'elle ne laisse pas son stock de réserves de changes tomber en-deçà de 25 milliards de dollars. Le montant paraît considérable, surtout lorsque l'on songe qu'en période de crise de changes, les réserves en devises d'un pays sont généralement réduites - provisoirement - à néant, et que leur reconstitution peut être très lente. Ce fut le cas par exemple, en France, lors de la crise monétaire de 1992-93. L'institut d'émission s'était même alors résolu à emprunter des marks à la Bundesbank.

Au plus fort de la tempête monétaire asiatique, les autorités thaïlandaises ont, elles, préféré laisser flotter le baht plutôt que d'épuiser entièrement leurs réserves. Le coût des interventions réalisées sur le marché des changes jusqu'à la décision de laisser flotter le baht, le 2 juillet, n'est pas connu, mais la banque centrale a récemment affirmé que ses réserves avaient diminué de 900 millions de dollars seulement, en juin, tombant à 32,4 milliards de dollars à la fin du mois. Un grand nombre d'économistes estiment que cette diminution aurait plutôt atteint 2,5 milliards de dollars en juin, faisant suite à une baisse de 4 milliards en mai. Le coût réel de la défense du baht paraît difficilement mesurable pour l'instant, en raison, notamment, d'un jeu complexe l'opération de change à terme par la banque centrale, qui ne seront « débouclées » que dans quelques mois.

DÉPENDANCE

Pourquoi le FMI exige-t-il de la Thaïlande le maintien d'un niveau de réserves proche de ses niveaux actuels, et donc apparemment élevé ? Parce que le pays dépend lourdement de l'étranger :

25 milliards de dollars ne représentent que trois mois et demi d'importations, minimum généralement jugé acceptable pour une économie saine. Selon une étude de la firme de courtage américaine Merrill Lynch, aucune banque centrale asiatique, à l'exception de celle de Singapour, ne pourrait défendre sa monnaie contre une vague d'attaques spéculatives pendant plus d'une semaine, compte tenu des exigences de couverture des importations et des volumes quotidiens de transactions sur les marchés des changes. Indépendamment de la Thaïlande, les Philippines se sont elles aussi résolues, récemment, à laisser flotter leur monnaie, tandis que l'Indonésie a élargi la marge de fluctuations de la roupie.

DÉFICITS COMMERCIAUX

En matière de réserves de change, l'Asie occupe une place toute particulière dans la constellation monétaire mondiale. Le Japon, avec quelque 230 milliards de dollars, est le premier détenteur au monde, contre 80 milliards environ pour l'Allemagne, et une cinquantaine pour la France. Même en excluant Tokyo, la part de l'Asie dans les réserves de change totales est passée de 6 % à peine en 1972 à plus de 30 % aujourd'hui, soit bien davantage que le poids économique relatif de la région. Ce gonflement paraît d'autant plus étonnant que la plupart des pays de la zone entregistrent aujourd'hui de lourds déficits commerciaux - c'est le cas de la Thaïlande. Mais les entrées nettes de capitaux, issues des investissements étrangers, restent supérieures au solde des paiements courants. Une défiance persistante de ces investisseurs envers Bangkok se répercuterait immédiatement sur les réserves de change du pays.

Françoise Lizarzy

Pour Hosni Moubarak, Israël ne doit pas affaiblir Yasser Arafat

Après un entretien au Caire avec le chef de la diplomatie israélienne, David Lévy, le président égyptien, Hosni Moubarak, a averti, mardi 5 août, Israël que « punir le peuple palestinien, le priver de nourriture et de médicaments est très dangereux, peut avoir des conséquences très négatives et ne mettra jamais un terme au terrorisme ». « Affaiblir la position de Yasser Arafat est très dangereux pour le processus de paix (...). Il est très important de le maintenir au pouvoir », a ajouté M. Moubarak, selon lequel l'Égypte « collabore avec les Américains » à la solution de la crise. « Nous avons de nouvelles idées », a-t-il ajouté. De son côté, le roi Hussein de Jordanie a dépêché son frère, Hassan Ibn Talal, et le premier ministre, Abdel Salam Majali, mercredi en Israël pour sonder les intentions du premier ministre, Benjamin Nétanyahou, avant de le rencontrer. - (*AFR*)

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

De la SONACOS (Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal)

Pour la fourniture de produits de gestion

COMPTABILITE DE GESTION - GESTION DE LA PAIE ET DU PERSONNEL

Les soumissionnaires pourront répondre à un ou aux deux lots objets du présent appel d'offres.

Les propositions devront évaluer dans l'environnement technique suivant :

- Architecture de réseaux de micro-ordinateurs compatibles PC, sous WINDOWS NT 4.0 (serveur et Workstation).

- Interconnexion de ces réseaux au travers du réseau public SENPAC (X25).

Le cahier des charges est à retirer à compter du 28 juillet 1997 au siège de la SONACOS pour une valeur de 100.000 F.CFA ou 1.000 FF.

Date limite de dépôt des offres : le 2 septembre 1997 à 9 heures.

Adresse : SONACOS 32, rue du Dr Calmette, B.P. 439 - Dakar - Sénégal

Tél. (221) 23.10.52 - Fax (221) 23.58.05

Le Président Directeur Général

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

De la SONACOS (Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux du Sénégal)

Pour l'équipement en réseaux de micro-ordinateurs de la société

La commission porte sur la fourniture et la mise en œuvre de matériel de réseaux de micro-ordinateurs (réseaux, micro-ordinateurs, équipements périphériques, logiciels d'exploitation et utilitaires).

L'architecture matérielle demandée repose sur des réseaux de micro-ordinateurs compatibles PC, sous WINDOWS NT 4.0 (serveur et Workstation).

L'interconnexion de ces réseaux se fera au travers du réseau public SENPAC (X25).

Le cahier des charges est à retirer à compter du 28 juillet 1997 au siège de la SONACOS pour une valeur de 100.000 F.CFA ou 1.000 FF.

Date limite de dépôt des offres : le 2 septembre 1997 à 9 heures.

Adresse : SONACOS 32, rue du Dr Calmette, B.P. 439 - Dakar - Sénégal

Tél. (221) 23.10.52 - Fax (221) 23.58.05

Le Président Directeur Général

Le Président Directeur Général



FRANCE

LE MONDE / JEUDI 7 AOÛT 1997

NUCLÉAIRE Le professeur Charles Souleau vient d'abandonner la présidence du Comité scientifique pour une nouvelle étude épidémiologique dans le Nord-Contentin. Ce comité avait été

mis en place par le gouvernement d'Alain Juppé après la publication d'une étude faisant état d'un taux anormalement élevé de leucémies autour de l'usine de retraitement des déchets radioactifs de la Cogema à la Hague.

● **DANS SA PRÉSENTATION** des travaux de ce comité aux élus locaux, M. Souleau s'était voulu très rassurant, mais il ne s'était appuyé que sur les

chiffres fournis par la Cogema. Il avait aussi sèchement mis en cause les écologistes. ● **CORINNE LEPAGE**, ancien ministre de l'environnement, dans un entretien au Monde, explique que le

professeur Souleau n'était pas son candidat pour cette présidence. Elle ajoute qu'il faut avoir « l'âme chevillée au corps » pour « se bagarrer contre le lobby du nucléaire ».

La démission du professeur Souleau relance la polémique sur la Hague

Le président du comité d'étude épidémiologique dans le Nord-Contentin a abandonné ses fonctions après avoir fait une présentation tendancieuse des travaux des experts. Le gouvernement souhaite que les recherches continuent et a demandé au professeur Alfred Spira de les animer

LA DÉMISSION du professeur Charles Souleau, doyen de la faculté de pharmacie de Châteaubriant-Malabry, de la présidence du Comité scientifique pour une nouvelle étude épidémiologique dans le Nord-Contentin constitue un nouveau rebondissement dans l'affaire déjà fort complexe de l'usine de retraitement des déchets radioactifs de la Hague (Manche). Cette démission, rendue publique mardi 5 août, témoigne également des difficultés qui demeurent pour réunir, sur ces questions, des experts de cultures, de formations et d'opinions différentes.

La création du comité présidé par le professeur Souleau avait été décidée en janvier à la demande de Corinne Lepage, alors ministre de l'environnement. Cette initiative faisait suite à la publication dans les colonnes du *British Medical Journal* d'une étude épidémiologique conduite par le professeur Jean-François Viel (faculté de médecine de Besançon) conduisant à une augmentation anormale des cas de leu-

cémie dans un canton situé à proximité de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Cogema (*Le Monde* du 11 et du 23 janvier). Plus précisément, le professeur Viel concluait à une multiplication par 2,87 du risque de leucémie infantile chez les enfants fréquentant régulièrement les plages du Nord-Contentin dans un rayon de 35 kilomètres autour de la Hague. C'était la première fois qu'un tel phénomène - par ailleurs plusieurs fois observé en Grande-Bretagne - était mis en évidence en France, sans pour autant que les auteurs de l'étude concluent de manière formelle à un lien de causalité entre l'activité de l'usine de la Hague et l'augmentation du risque de cette maladie cancéreuse.

Compte tenu de l'écho rencontré par ce travail, des vives inquiétudes de la population concernée et de la nature des questions sanitaires soulevées, M^{me} Lepage et Hervé Gayraud, alors respectivement ministre de l'environnement et secrétaire d'Etat à la santé, chargeaient le

comité scientifique présidé par le professeur Souleau - et dans lequel figuraient le professeur Viel - de définir les bases d'une nouvelle étude épidémiologique permettant de mieux cerner la nature et l'ampleur du phénomène. Il s'agissait aussi, même si la chose n'était pas explicitement formulée, de valider les résultats du professeur Viel, qui était alors la cible de vives critiques émanant notamment de l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI), dont le conseil scientifique affirmait, le 23 janvier, qu'il n'existait pas de « corrélation plausible » entre la radioactivité émanant de l'usine et les leucémies infantiles.

● **CONVICTIONS PERSONNELLES** « Nous avons vu progressivement croître les difficultés psychologiques rencontrées par le professeur Souleau pour assurer au mieux la présidence du comité, confié au Monde l'un des experts nommés par M^{me} Lepage et M. Gayraud. Tout s'est passé

comme si, au fil des mois, il ne parvenait plus à masquer ses convictions personnelles vis-à-vis du nucléaire et de l'écologie. La charge de la présidence lui était d'autant plus dure à porter qu'il vivait comme des « pressions » ce qui n'était rien d'autre que des désaccords ou des divergences d'opinion. » La publication, dans *Le Monde* du 18 juin, d'un document que le comité venait de remettre au gouvernement, et qui confirmait notamment l'existence d'un « aggrégat » de leucémies dans le canton de Beaumont-Hague, fut très mal vécue par le professeur Souleau.

« Le traitement que vous infligez dans les colonnes du Monde à l'information concernant la « crise de la Hague » provoque chez moi, universitaire de base, soucieux de la santé publique des citoyens de mon pays, serviteur de l'Etat et des ministres qui m'ont désigné et ont confirmé ma mission, la nausée, la révolte et finalement, plus grave, la fatigue morale », devait-il nous écrire au lendemain de cette publication.

La polémique devait s'emballer avec la présentation par le professeur Souleau des résultats des travaux de son comité lors d'une réunion publique à Beaumont-Hague le 26 juin. « Lors de cette réunion, le professeur Souleau a présenté comme étant le résultat des calculs du comité d'experts des calculs de doses effectués par les exploitants eux-mêmes », affirme aujourd'hui Pierre Barbey, représentant au sein du comité de l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'ouest (ACRO).

« Il a ensuite, ajoute M. Barbey, accentué ce ton très rassurant devant le conseil régional de Basse-Normandie, où il a, cette fois, clairement dérapé. Ses propos très virulents à l'égard de la presse nationale et de l'association Greenpeace correspondent à son opinion personnelle et pas aux conclusions des experts. Il a, en outre, porté de graves accusations à l'encontre du ministre de l'environnement et de ses collaborateurs sans que celles-ci soient étayées par un début de preuve. »

Un comité pluraliste

Le Comité scientifique pour une nouvelle étude épidémiologique des leucémies dans le Nord-Contentin, présidé par Charles Souleau, avait été désigné le 21 janvier par les ministres de l'environnement et de la santé d'alors, Corinne Lepage et Hervé Gayraud. Il comprenait Jean-François Viel, coauteur de l'étude controversée, et sept autres membres (CNRS, Inserm, Institut de protection et de sûreté nucléaire-IPSN), dont deux épidémiologistes appartenant à des organismes étrangers. Le comité a réuni un groupe de travail « radioécologie » chargé d'analyser l'impact des rejets nucléaires. Côté exploitants, il comptait un représentant de la Cogema, deux de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), et deux d'EDF. Les organismes de contrôle, Office pour la protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) et IPSN, disposaient respectivement d'un et cinq membres. Le groupe comportait également un spécialiste de la marine nationale et un représentant associatif.

NOUVELLES INITIATIVES

Le professeur Souleau a ensuite multiplié les déclarations et, l'ACRO ayant choisi de démissionner, il estimait préférable, fin juillet, d'abandonner ses fonctions. « Il est difficile de penser que le professeur Souleau ait délibérément choisi de mentir en présentant comme le résultat des travaux de son comité ce qui était en réalité des documents des exploitants de l'usine de la Hague, confiés à un membre du comité. Il faut plutôt voir là la marque de convictions très fortes qu'il avait, au départ, cherché à neutraliser. L'important pour nous est d'obtenir que le travail commencé puisse continuer. »

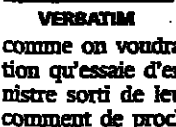
Pour le professeur Viel, il convenait de conduire des études dépassant la question de la dilution des produits radioactifs dans l'environnement et permettant de calculer les doses exactes reçues ces dernières années par les habitants du Nord-Contentin du fait de l'activité de l'usine. On indique dans l'entourage de Bernard Kouchner que de nouvelles initiatives vont être prises, une surveillance plus fine de l'impact du nucléaire pouvant être prochainement confiée au professeur Alfred Spira, spécialiste à l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) des questions de santé publique et d'épidémiologie.

J.-Y. N.

« La vision totalisante des Verts »

Voici des extraits d'un texte de Charles Souleau envoyé à certains membres du « Comité scientifique pour une nouvelle étude épidémiologique dans le Nord-Contentin » :

« Une politique de l'environnement qui serait animée selon les principes affirmés par les écologistes militants qui ont connu le succès démocratique récent que l'on sait générer chez moi l'angoisse. (...) A la limite, l'expression qu'ils donnent de leurs idées est intégriste ou totalitaire, comme on voudra, contrairement à l'application qu'essaie d'en faire au quotidien un ministre sorti de leurs rangs. (...) Je me réjouirai comment de proche en proche nous sommes menacés dans nos libertés d'aller et de venir par la vision « totalisante » des Verts. Avec les



meilleures intentions du monde comme celles qui ont pavé l'enfer de Pol Pot et de Mao Zedong. (...) »

Il y a bien des points communs entre cette affaire d'étude épidémiologique rétrospective des leucémies de l'enfant et de l'adulte dans le Nord-Contentin et beaucoup d'autres affaires. (...) L'un de ces points est l'importance, l'omniprésence, le caractère obligatoire, relevant de l'impératif, du contrôle des publications scientifiques par le « lobby anglophone ».

(...) Ce lobby « fait la science », puisqu'il fait et défait les réputations, les carrières (celles de J.-F. Viel, par exemple) et les mythes. Pour être bref, à la question que chacun se pose : le professeur Viel a-t-il été manipulé ? Je réponds « oui », comme l'écrasante majorité des experts du comité que j'ai présidé. Ce lobby de presse anglophone (...) a piégé le professeur Viel en transformant en « vérité anglophone » une

question parmi les plus difficiles qu'ait à trancher un épidémiologiste responsable : l'établissement d'une relation causale. (...) »

● **L'apocalypse environnementale** décrite par Greenpeace ou la CRII-RAD [Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité] relève de l'ordre du religieux, en réalité plutôt de celui de la secte intégriste. C'est en quelque sorte la terreur de l'an 2000, la même qui pousse des citoyens ordinaires au suicide, guidés par de nouveaux gourous. Car on nous prépare un gigantesque suicide collectif, une sorte de « Temple solaire vert ». (...) Les écologistes fondamentalistes sont courageux, quand ils ne courent pas de risques. S'ils veulent devenir efficaces, à Dieu ne plaise, il faudra transformer notre pays en « république écologique verte » dirigée par des ayatollahs que l'on connaît bien ailleurs, où ils utilisent la même couleur symbolique (...).

Corinne Lepage, ancien ministre de l'environnement

« Il faut être moralement fort pour se bagarrer contre le lobby du nucléaire »

« Comment avez-vous été amenée à nommer le professeur Charles Souleau à la présidence du comité scientifique chargé des questions sanitaires relatives à l'usine de la Hague ? »

— Lorsque j'ai décidé, au vu des travaux du professeur Jean-François Viel, qu'il fallait mettre en place une étude épidémiologique la plus objective possible, je me suis heurtée à de très fortes résistances. Ces dernières résultaient pour beaucoup du fait qu'il n'y a jamais eu dans notre pays d'études épidémiologiques de ce type et que nous avons, de ce point de vue en France, un retard absolument gigantesque.

« Certains ont alors souhaité que cette étude soit confiée à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). J'y étais pour ma part totalement opposée. D'abord parce que certains

membres de cet institut avaient immédiatement pris position de manière très violente contre le professeur Viel avant, il est vrai, de s'excuser, quelque temps plus tard, dans vos colonnes. Je considérais que l'on ne pouvait pas demander à un organisme ayant pris une telle position de mener une expertise indépendante. Il fallait, à mes yeux, obtenir la réalisation d'une expertise « plurielle ». J'avais pensé confier la présidence de cette commission au responsable du Comité de la prévention et de la précaution, ce qui fut refusé par le ministre de la santé, et un accord a pu être obtenu sur le nom du professeur Souleau, président de la section « environnement » du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

— Le comité du professeur Souleau a-t-il pu travailler en toute indépendance ou a-t-il, comme



CORINNE LEPAGE

Pa déclaré son président, subi des pressions ?

— Je souhaitais précisément cette indépendance et ne suis jamais intervenue dans ses travaux. J'ai renoncé, à sa demande, le professeur Souleau qui m'a fait part des difficultés qu'il rencontrait. C'est l'une des premières fois que l'on tentait ce type d'expérience en France à l'interface du nucléaire et de la santé publique. A ce titre, cette démarche est assez difficile et le comité a, peut-être, été un lieu d'affrontement fort entre des gens qui ont des cultures et des opinions très différentes. Pour autant je ne regrette pas cette initiative. Il s'agit là d'un sujet important en termes de santé publique et économique. La population concernée est préoccupée et a besoin de savoir. Jusqu'à présent, le débat n'a pas véritablement pu s'établir, et les échanges se sont souvent caractérisés par des accusations réciproques de mensonges, par des anathèmes.

— Pouvez-vous être plus précise quant aux « résistances » auxquelles vous vous êtes heurtée ?

— Il est clair que l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) n'était pas du tout favorable à notre démarche. Cet office reste très marqué par la culture du

Service central de protection contre les rayonnements ionisants. A mes yeux l'Etat n'exerce pas, vis-à-vis de cet office, le contrôle qui s'impose. J'ai, pour ma part, été le premier ministre de l'environnement à demander à l'OPRI un rapport de surveillance sur les déchets de la Hague. Et j'ajoute que je n'ai pu l'obtenir que deux mois plus tard, tout se passant comme s'il n'avait été rédigé qu'après ma demande.

« Pour ce qui est de la polémique autour de l'action et de la démission du professeur Souleau, j'estime en toute hypothèse que certaines des déclarations et des écrits de ce spécialiste étaient totalement incompatibles avec le devoir de réserve qui s'impose à celui qui accepte une telle mission. Je m'interroge toujours sur les raisons qui l'ont conduit à se lancer dans cette violente croisade anti-écologistes, anti-Verts.

« Tout cela montre combien il faut être moralement fort pour chercher à établir une information objective, quitte à se bagarrer contre le lobby du nucléaire. Il faut, et j'en sais quelque chose, avoir l'âme chevillée au corps. »

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

Jeux de l'été

36 15 LEMONDE

Vingt mois de controverses

● **Décembre 1995** : une étude épidémiologique de Jean-François Viel, professeur à la faculté de médecine de Besançon, portant sur 60 000 jeunes de moins de 25 ans vivant dans une zone de 35 kilomètres de rayon centrée sur la Hague montre une légère augmentation des cas de leucémies infantiles apparus sur quinze ans : 25 cas sont recensés contre 22,8 cas attendus au regard des statistiques nationales.

● **11 janvier 1997** : une nouvelle étude de cas, publiée par le *British Medical Journal* et cosignée par Jean-François Viel, indique une corrélation entre la fréquentation des plages, l'ingestion de produits marins et le risque d'apparition de la maladie. Elle met en cause des sources de radioactivité présentes dans l'environnement. Cette conclusion est vivement contestée par nombre d'épidémiologistes. Les ministères de l'environnement et de la santé changent un comité, présidé par Charles Souleau, d'une nouvelle étude.

● **11 mars** : des mesures effectuées à la demande de Greenpeace sur la conduite d'évacuation en mer des effluents radioactifs de l'usine de retraitement de la Cogema, découverte par forte marée, révèlent une radioactivité anormalement élevée. Un détartrage et la pose d'une chappe de béton sont recommandés par la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN).

● **Mai** : Greenpeace critique les normes de rejet en mer d'une 129 pratiquée par la Cogema, dont les quantités, mesurées par un laboratoire indépendant, se révèlent fortement sous-estimées.

● **Juin** : Greenpeace dénonce l'absence des pouvoirs publics, qui n'ont toujours pas balisé la plage traversée par la canalisation. L'organisation écologiste mène une campagne de prélèvements au débouché de la conduite, et révèle la présence de sédiments dont les

niveaux de contamination permettraient de les classer comme déchets radioactifs. A trois reprises, la Cogema fait procéder à la confiscation du matériel de mesure.

● **17 juin** : Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et Dominique Voynet, ministre de l'environnement, réclament une expertise indépendante des rejets de la Cogema.

● **fin juin** : le professeur Souleau rassure les habitants de la Hague lors de réunions publiques.

● **1^{er} juillet** : le rapport d'étape du comité Souleau, remis à Dominique Voynet et Bernard Kouchner, se garde de trancher entre Greenpeace et la Cogema.

● **10 juillet** : Dominique Voynet décide l'interdiction de la pêche et de la navigation de plaisance aux abords de la canalisation de la Cogema.

● **22 juillet** : Charles Souleau annonce par lettre sa démission aux membres du comité scientifique qu'il préside.

Le Nord-Contentin avait été rassuré

CHERBOURG de notre correspondant

Les élus du Nord-Contentin étaient nombreux, le 26 juin, à la salle des fêtes de Beaumont-Hague. Le professeur Charles Souleau était venu leur présenter les conclusions du comité qui, depuis six mois, cherchait à savoir si le nombre de cas de leucémie était anormalement élevé autour de l'usine de retraitement des déchets nucléaires. De nombreux habitants s'étaient joints aux membres de la Commission spéciale et permanente d'information de la Hague (CSPI), réunie sous la présidence de Bernard Cazeneuve, député socialiste de Cherbourg. Le préfet de la Manche, Victor Convert, les membres du bureau de la

communauté urbaine de Cherbourg et des représentants du district de la Hague étaient également là.

« EN CONNAISSANCE DE CAUSE »

Plus de quatre cents personnes avaient applaudi le professeur Souleau lorsque celui-ci leur avait conseillé de « ne pas changer leur mode de vie ». Pendant une heure et demie, il avait livré un message rassurant, indiquant que « la fréquentation des plages locales ou encore la consommation de poissons ou crabs de la région ne semblaient pas être des causes pouvant expliquer les leucémies ». « Vous vous rendez bien compte de la responsabilité que je prends en disant cela mais nous avons décidé collectivement de délivrer ce

message en connaissance de cause », avait-il notamment déclaré.

Le président du comité avait aussi sèchement mis en cause l'étude de Jean-François Viel, professeur à la faculté de médecine de Besançon et membre du comité : « Les épidémiologistes du comité ont mis en avant une sorte d'incohérence entre les résultats de [son] étude et les conclusions de son étude cas-témoins. Si l'on tient compte du risque exprimé par Jean-François Viel pour les personnes qui fréquentent régulièrement les plages, on aurait dû trouver cinquante à soixante leucémies dans le Nord-Contentin et pas vingt-cinq. »

Intérim

ÉDUCATION Les vacances sont pour certains collégiens et lycéens l'occasion de rattraper leur retard scolaire. Des centres privés leur proposent depuis plusieurs années des

stages intensifs d'été, censés les aider à « travailler avec de bonnes méthodes », en une à trois semaines, pour un prix variant entre 1 000 et 7 000 francs. ● DÉVELOPPÉS

sur fond d'inquiétude parentale, ces sessions ne font l'objet d'aucun contrôle ni d'aucune évaluation de l'éducation nationale. S'ils leur reconnaissent quelques mérites, les

représentants des parents d'élèves et les associations familiales dénoncent un « retour en force du bachotage » et une « course à la réussite ». ● DAVID, dix-sept ans, suit

cet été un stage d'une semaine à Objectif maths, avant d'intégrer une première S en septembre. Ses parents sont, selon lui, « obnubilés par les études ».

Des organismes privés investissent le marché de l'échec scolaire

Les stages de rattrapage intensif d'été se développent en dehors de tout contrôle de l'éducation nationale. Sur fond d'inquiétude parentale, ils promettent d'apprendre aux collégiens et aux lycéens « à travailler avec de bonnes méthodes », en un temps record et pour un prix souvent élevé

AU MOIS D'AOÛT, l'école n'est pas finie pour tout le monde. Depuis que les éditeurs de livres scolaires ont flairé la bonne affaire, nombre d'enfants partent au soleil avec, dans leur valise, un cahier de vacances, histoire de rafraîchir, entre deux baignades, les connaissances acquises tout au long de l'année. Pour leurs aînés des collèges et des lycées, des centres se sont ouverts pour proposer des « stages intensifs de pré-rentrée ». Un marché porteur, selon la responsable de l'un de ces organismes, puisqu'« il s'en crée tous les jours, et tous les jours, il en disparaît autant ». Leurs prospectus publicitaires promettent d'aider « à travailler avec de bonnes méthodes », « à combler les lacunes », « à consolider les bases » ou « à aborder avec succès la nouvelle année scolaire », le tout en un temps record (deux à cinq heures par jour pendant une à trois semaines) et

moyennant finances évidemment (de 1 000 à 7 000 francs, selon l'organisme et les activités proposées). « Si des organismes tels que le nôtre existent, c'est qu'il y a une demande », explique Marie-Renée Hovasse, chargée de la communication chez PrépaMath. Certains parents considèrent que le rythme scolaire de leurs enfants ne permet pas un travail efficace. Ils craignent qu'ils ne terminent l'année avec des lacunes et parfois même à ne pas les terminer avant la fin de l'année. Les stages intensifs sont pour eux un moyen de pallier ce problème. »

Une position que ne partage pas Jean-Pierre Bocquet, président des Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP). « C'est le retour en force du bachotage », assure-t-il, même s'il reconnaît que ce type de stages « a le mérite de remettre l'enfant dans le bain, de lui faire réviser quelques points du programme de l'année écoulée, avant de reprendre le chemin de l'école ». Mais, prévient-il, « ces stages ne doivent en aucune manière aborder des notions nouvelles. Le programme de l'année à venir doit être étudié à l'école uniquement. Une anticipation pendant le stage pourrait avoir l'effet inverse de celui escompté si les méthodes employées diffèrent trop de celles utilisées en cours ».

Le rattrapage par correspondance

Les organismes privés ne sont pas les seuls à occuper le terrain des stages de pré-rentrée. Le Centre national d'enseignement à distance (CNED) propose également aux élèves du primaire et du secondaire des modules d'enseignement à distance par matière, principalement pour les mathématiques, le français et les langues étrangères. Les cours sont étalés sur trois semaines avec remise de quatre devoirs par matière.

Ce type de stages suppose une implication plus grande des parents, qui doivent assurer un suivi de l'enfant. Pour plus d'efficacité, le CNED conseille de limiter à deux le nombre de matières choisies par session. Il en coûte 215 francs par matière pour un élève de primaire, 380 francs pour un collégien et 395 francs pour un lycéen.

L'ÈRE DU « TOUJOURS PLUS »
Patrice Partula, secrétaire général de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), est encore plus critique. « Ces activités vont dans le sens du « toujours plus », regrette-t-il, l'objectif affiché étant de faire des têtes bien pleines, mais pas forcément bien faites. » Le développement des stages de pré-rentrée est en effet révélateur de l'inquiétude des parents qui souhaitent donner à leurs enfants tous les atouts pour réussir. « Les études sont toujours une valeur-refuge aux yeux des parents, pour qui la moindre faiblesse de l'enfant doit être réparée », précise Jean-Paul

Clavel, responsable des relations extérieures de l'école des Roches, un internat privé qui accueille 120 élèves pendant les trois semaines de sa session d'été.

« Souvent, les parents savent que ces stages ne sont pas la panacée, mais ils préfèrent prendre toutes les assurances », reconnaît M. Bocquet. Quel qu'en soit le prix d'ailleurs. Pour certains parents, l'inscription suppose de gros sacrifices car, contrairement à une idée reçue, les familles aisées ne sont pas les seules à faire appel à ce type de structures. Pour les familles modestes, envoyer sa progéniture suivre de tels stages oblige souvent à faire une croix sur les vacances.

« Paradoxalement, ces familles ne sont pas celles qui réclament une réduction de prix ou un étalement des paiements », observe M^{me} Hovasse. Cette course effrénée à la réussite inquiète Brigitte Masure, responsable du secteur éducation à la Confédération syndicale des familles (CSF), qui dit regretter que « le marché de l'échec scolaire »

soit confié à des organismes privés. « Le développement de ces stages caractérise assez bien notre époque, explique-t-elle. C'est le règne du chacun pour soi, de l'individualisme. Les parents espèrent par ce biais que leur enfant sortira du lot. »

Une telle attitude mène parfois à des extrêmes qui, au mieux, font sourire. Brigitte Masure raconte ainsi le cas de ce bachelier que les parents ont fait redoubler parce que ses notes n'étaient pas suffisamment élevées pour intégrer une hypokhâgne prestigieuse. « L'adolescent refusa donc sa terminale, après avoir bacheloté tout l'été dans des stages intensifs, pour tenter d'obtenir de meilleures notes la fois d'après », précise M^{me} Masure.

Les représentants des parents d'élèves ou les associations familiales reconnaissent qu'il est difficile de porter un jugement sur l'efficacité de tels stages. Tout juste se borne-t-on à rappeler qu'une à trois semaines ne peuvent suffire à combler de grosses lacunes. « En

revanche, admet M. Bocquet, si ces stages permettent d'acquérir de bonnes méthodes de travail, ils peuvent être utiles. »

« AUCUN MOYEN DE CONTRÔLE »
Quant à la qualité de l'enseignement dispensé, aux résultats en terme d'amélioration des connaissances, personne n'est en mesure de les évaluer. « S'agissant d'organismes privés, nous n'avons aucun moyen de contrôle », explique-t-on au ministère de l'éducation nationale.

Les quelques critiques énoncées ici ou là ne perturbent pas les responsables des stages de pré-rentrée. « L'efficacité de notre enseignement dépend en grande partie de la motivation de l'élève », assure M^{me} Hovasse. « C'est d'ailleurs la majorité des cas, puisque 70 % des élèves qui intègrent nos sessions ont fait eux-mêmes la démarche de nous appeler. Mais il nous est arrivé de rembourser des parents parce que nous estimions que l'enfant n'était pas encore psychologiquement prêt à suivre le stage. » Les responsables de stages sont persuadés que les parents leur reconnaissent des vertus. En favorisant l'émulation entre les élèves, le travail en petits groupes serait plus efficace que des cours particuliers. « Le passage par un stage peut aussi éviter une mauvaise orientation de l'élève, notamment en fin de collège, soutient M. Clavel. Nous sommes souvent le dernier recours de parents qui veulent éviter à l'enfant une orientation vers des études technologiques courtes sous prétexte que ses résultats ne lui permettent pas d'intégrer la filière classique de l'enseignement général. » Une lacune du service public que les parents d'élèves sont tout prêts à reconnaître. « Le système éducatif doit être réformé en profondeur et prendre en charge plus efficacement les élèves en difficulté », dit M. Partula. Si c'était le cas, les stages de pré-rentrée n'auraient sans doute plus de raison d'exister.

Acacio Pereira

« Par moi-même, je ne bosserais pas »

DAVID est un garçon docile. Ses parents l'inscrivent dans un stage de mathématiques une semaine avant la rentrée scolaire, il parle d'« un cadeau » pour son passage en première S. Pour un peu, il se dirait même demandeur. En réalité, la décision vient bien de ses parents. Pour le père, l'accord de David était naturel, « comme il s'était rendu compte qu'il avait de très grosses lacunes et qu'avec un stage il y avait des résultats ». « Par moi-même, je ne bosserais pas », reconnaît David.

Ce jeune Parisien, bien sérieux malgré ses dix-sept ans, n'en est pas à son premier stage. Affiliés par son 6 de moyenne en mathématiques en début de seconde, ses parents l'ont envoyé pendant les vacances de Pâques à Objectif math. Une semaine d'exercices à raison de deux heures par jour, sans compter le travail à la maison. Résultat, David, qui y allait « à reculons », est passé en première scientifique avec 10 de moyenne. « Les profs ont apprécié, raconte-t-il. Ils ont vu que je travaillais en dehors du lycée. »

Cette réussite a un coût : 1 400 francs pour quatorze heures de cours. Jugeant ce prix « extrêmement cher », David a été en outre surpris : « Je m'attendais à des cours particuliers, et on s'est retrouvé à douze, raconte-t-il. C'était gênant pour travailler, car on n'avait pas tous le même rythme. Moi, je faisais plutôt partie des plus faibles, qui étaient assez lents. » Ses parents ne le suivent pas dans ses critiques et préfèrent le rappeler à ses devoirs.

PARENTS « OBNUBILÉS »
« Nous sommes d'accord pour faire tous les sacrifices financiers pour lui donner le plus de chances », affirme Alain, le père. De son côté, il faut qu'il fasse l'effort nécessaire. Un effort que David accepte pour l'instant sans difficulté. Son stage d'été, deux heures par jour pendant une semaine, comme à Pâques, lui laisse suffisamment de temps libre pour retrouver ses copains à la porte de Vincennes. Ce qui le chagrine le plus, c'est de suivre ses cours à trois quarts d'heure de chez lui.

Ses parents avaient déjà utilisé le système des stages de pré-rentrée pour leur fille aînée. « Au bout de deux mois, ils ont oublié tout ce qu'ils ont appris dans l'année », explique Alain. Un stage, ça les remet dans le bain. Le père de famille est en revanche plus sceptique à l'égard des cours particuliers, « beaucoup plus chers sur l'année » et, selon lui, moins efficaces. David, qui décrit ses parents comme « obnubilés par les études », ne se plaint pas d'une sollicitude familiale que d'aucuns trouveraient peut-être pesante. Par goût de l'histoire, il se voyait bien en première ES (économique et sociale). Il fera pourtant des mathématiques en classe scientifique. Le jeune homme, ceinture marron de judo, se réveille aussi professeur de gym. Ses commerçants de parents pensent plutôt à HEC. Et pour entrer dans une bonne école de commerce, pas question d'être mauvais en maths...

Vincent Hubé

Un pédophile auteur de viol sur mineur bénéficie d'un non-lieu

LA CHAMBRE d'accusation de la cour d'appel de Versailles a rendu, le 11 juin, un arrêt surprenant, qui prend le contre-pied des récentes décisions de justice en matière de pédophilie. Se fondant sur le changement de définition légale du viol, intervenu au 1^{er} janvier 1981 (lire ci-dessous), la chambre d'accusation a estimé que le dossier de viol sur mineur qui lui était soumis, datant du début des années 80, échappait dorénavant à toute qualification pénale criminelle.

Concluant au non-lieu, les magistrats ont annulé toutes les poursuites contre un homme dont les tendances pédophiles sont pourtant avérées. Ils ont, surtout, suscité un immense sentiment d'injustice pour la victime, Thierry, un jeune homme aujourd'hui âgé de vingt-sept ans.

Ce n'est qu'en 1994 que la mère de Thierry, découvrant les faits, avertit les services judiciaires du comportement de son beau-frère, François T. ; ce sexagénaire, dont la conduite est longtemps restée sous silence, s'est livré, au cours des trente dernières années, à des attouchements sexuels sur des dizaines de mineurs de son entourage. L'enquête diligentée révèle que l'homme attirait les enfants dans une caravane stationnée au bord d'un terrain d'aviation, en leur promettant de les initier au vol à voile, dont il est un passionné. Il obtenait leur silence en leur offrant de nombreux cadeaux.

Parmi les faits révélés, seul le viol dont a été victime Thierry quand il avait une dizaine d'années est susceptible, quinze ans après, d'être poursuivi. Surmontant son dégoût, le jeune homme, âgé alors de vingt-quatre ans, porte plainte contre son oncle, profitant en cela

de la loi de 1989, qui permet aux mineurs victimes d'agressions sexuelles de poursuivre leur agresseur dans les dix années suivant leur majorité. Une information judiciaire est confiée au juge d'instruction de Versailles Arielle Baillet, qui met en examen François T., pour « viol sur mineur de moins de quinze ans par personne ayant autorité », et le place sous contrôle judiciaire.

ARRÊT ACCABLANANT

Suivant son cours, l'affaire est auditionnée au printemps 1997 par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles aux fins de renvoi du mis en examen devant la cour d'assises. Rendu le 11 juin, l'arrêt de la juridiction, présidée par Michel Arnould, est accablant. Au cours de l'instruction, François T. a reconnu avoir caressé son neveu même s'il a nié l'avoir violé. Surtout, il a admis avoir eu des tendances pédophiles, et assuré qu'il avait consulté un psychiatre dans le passé. Les experts en psychiatrie relèvent que la sexualité du mis en examen « s'est très tôt orientée sur un mode homosexuel qui s'est représenté par la suite sous une forme pédophilique très contraignante ».

« La répétition des actes transgressifs ainsi qu'une faible culpabilité permettent d'envisager l'existence d'une perversion sexuelle », concluent-ils. Pourtant, pour les magistrats de la chambre d'accusation de Versailles, une hypothèse demeure. L'arrêt précise en effet que « la victime n'a pas été en mesure, en raison du temps écoulé, de préciser si la sodomie alléguée a été perpétrée en 1980 ou 1981 ». Or, selon les juges, « la détermination de la date des faits est en l'espèce essentielle à la qualification ». La définition actuelle du viol résulte des dispositions de la loi du 23 décembre 1980 applicable au 1^{er} janvier 1981. Auparavant, n'était considéré comme viol que « le fait d'avoir des relations sexuelles avec une femme contre la volonté de celle-ci ». Les magistrats relèvent que « la relation sexuelle entre personnes de même sexe était [avant 1981] définie par un texte différent ne pouvant avoir qu'une qualification correctionnelle, désormais prescrite ».

Fort de cette analyse, la chambre d'accusation de Versailles estime que, si le viol qu'a subi Thierry a été perpétré avant 1981, il échappe dorénavant à toute qualification pénale criminelle. Or, pour les magistrats, « en dépit des indications [...] fournies [...] pour parvenir à fixer la date à laquelle les faits auraient pu avoir lieu, un doute subsiste ». Les juges auraient pu demander un complément d'information en renvoyant le dossier à l'instruction, mais ils ont écarté cette possibilité. Pour eux, « ce doute ne pourra manifestement pas être levé par de nouvelles investigations en raison de l'ancienneté des faits allégués ». En conséquence, la chambre d'accusation considère que l'action publique est éteinte et prononce un non-lieu. Toutes les poursuites diligentées contre François T. sont annulées.

Incontestable au niveau du droit, cette décision est à contre-courant des efforts que la justice déploie aujourd'hui en matière de lutte contre la pédophilie. Se fondant sur d'anciens textes de loi, elle fait apparaître que la société n'a admis que très récemment la réalité et la gravité des agressions sexuelles envers les enfants.

Ce jugement a surtout aggravé la douleur de la victime, Thierry, qui n'admet pas que le doute n'ait profité qu'à son agresseur. « J'ai eu l'impression de me prendre une claque, explique-t-il. C'est comme si on me disait que la sodomie que j'ai subie n'est pas un viol. » « Déçu par la justice », le jeune homme, déjà très marqué par l'agression, s'est pourvu en cassation. La haute juridiction devra dire si Thierry pourra un jour obtenir gain de cause et réussir, enfin, à tourner la page.

Cécile Prieur

Fusillade mortelle en Ile-et-Vilaine

À SAINT-DIDIER, près de Châteaubourg (Ile-et-Vilaine), une fusillade a fait cinq morts, dont deux gendarmes, et deux blessés, mardi 5 août, lorsqu'une patrouille de gendarmerie appelée par des voisins a tenté d'intervenir dans un différend familial. Le meurtrier, Joseph Allain, un chef d'entreprise installé dans un château au lieu-dit du Val, a été grièvement blessé lors de son interpellation. Il était toujours hospitalisé, mercredi matin, au CHR de Rennes.

Pour une raison inconnue, M. Allain, âgé de cinquante-cinq ans, a fait irruption dans l'après-midi dans la maison de sa compagne, Solange Briet, enseignante à Vitré, et l'a grièvement blessée. Il a d'autre part tué le père, la mère et le frère de celle-ci, qui étaient attablés dans le jardin. Avertis par un voisin, des gendarmes se sont rendus sur les lieux. L'homme, apparemment désarmé, a d'abord fait mine de se rendre. Puis il a saisi son fusil dans un bosquet et tué Didier Curot, trente-trois ans, et Thierry Esnault, trente et un ans. Il s'est ensuite précipité armé d'un couteau sur le commandant de la brigade de Châteaubourg. Le gradé a ouvert le feu, touchant M. Allain à la poitrine.

DÉPÊCHES

■ **MONTAGNE** : une randonneuse de trente-cinq ans a fait une chute mortelle d'une centaine de mètres, mardi 5 août, dans les Alpes, près d'Amey (Haute-Savoie), basculant par-dessus une barre rocheuse. Par ailleurs, trois alpinistes portés disparus depuis lundi étaient toujours recherchés dans le massif par les gendarmes de Chamoni. Les vêtements des trois hommes ont été retrouvés mais pas les corps. Dans les Dolomites en Italie, huit alpinistes se sont tués mardi ; un autre est porté disparu.

■ **JUSTICE** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux, qui s'est réunie mardi 5 août, à huis clos, pour examiner la demande de placement sous contrôle judiciaire de Maurice Papon, rendra son arrêt jeudi 7 août. Le parquet général a requis le placement sous contrôle judiciaire de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde jusqu'à son procès, qui s'ouvrira le 8 octobre devant la cour d'assises de la Gironde pour y répondre de crimes contre l'humanité.

■ **ORAGES** : les pompiers de Paris ont effectué près de 400 sorties en une heure, la majorité dans les Hauts-de-Seine, à la suite des violents orages qui se sont abattus, mardi 5 août au soir, sur l'Île-de-France. Le nord de la région a été privé de télévision après que le relais de Sannois (Val-d'Oise) eut été rendu inutilisable par l'orage.

■ **MISES EN EXAMEN** : les Hospices civils de Lyon (HCL) ont été mis en examen pour « homicide involontaire » à la suite du décès d'un patient, qui s'était défenestré en octobre 1994 à l'hôpital Henry-Gabriele à Saint-Genis-Laval (Rhône). La mise en examen, datant du 16 mai, n'a été rendue publique que le 5 août. Un chef de service a également été mis en examen par le juge Gilbert-André Emery pour homicide involontaire et un chef de clinique pour « faux en écriture ».



CARNET

LE MONDE / JEUDI 7 AOÛT 1997 / 7

NOMINATIONS

URBANISME

Paul Schwach, ingénieur en chef des ponts et chaussées, a été nommé directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, sur proposition de Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement, des transports et du logement. Il remplace à ce poste Catherine Bersani et sera assisté par deux directeurs adjoints, Marie-Line Meaux et Guy Faure. Rappelons que la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme (DAFU) a été créée à la suite du rattachement de l'architecture au ministère de la culture en 1995.

(Né en février 1954 à Saint-Avold (Moselle), ancien élève de l'école normale supérieure et agrégé de mathématiques, Paul Schwach a occupé diverses fonctions au sein du ministère et des directions départementales de l'équipement (DDÉ), notamment comme directeur dans le Tarn-et-Garonne (1992). En 1986, puis depuis mars 1993, il a

également travaillé à la direction du personnel et des services du même ministère.]

ARCHITECTURE

Hervé Nourissat a été élu président de l'Ordre national des architectes le 9 juillet. Agé de cinquante et un ans, il succède à Jean-Claude Chamberlan, qui a démissionné en même temps que quatre autres membres du bureau. Hervé Nourissat est président de l'Association des architectes français à l'export et président de la section française de l'Union internationale des architectes (UIA). La démission de Jean-Claude Chamberlan met fin à un mandat de trois ans. Hervé Nourissat met fin à un mandat de trois ans. Hervé Nourissat met fin à un mandat de trois ans.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du samedi 2 août sont publiés :

● CCI : un arrêté relatif au statut du personnel de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, des chambres régionales de commerce et d'industrie, des chambres de commerce et d'industrie et des groupements inter-consulaires.

● CNIL : une délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés portant recommandation relative aux annuaires de télécommunications.

La CNIL rappelle notamment que les services d'annuaire et de recherche inversés doivent faire l'objet de demandes d'avis ou de déclarations spécifiques. Elle recommande que les abonnés soient clairement et préalablement informés par les éditeurs de services de recherche ou d'annuaires inversés de l'éventualité que leur numéro de téléphone figure dans un service accessible à tout public, et qu'ils puissent s'y opposer.

La CNIL fait les mêmes recommandations pour ce qui concerne la diffusion de listes d'abonnés sur Internet.

Au Journal officiel du mercredi 6 août sont publiés :

● Infirmiers : un arrêté portant approbation de la convention nationale des infirmiers.

● Sénatoriales : un décret portant convocation des électeurs sénatoriaux des départements de la Mayenne, de la Savoie et de la Vienne le 21 septembre.

● Accords internationaux : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), signé à Rome le 13 février 1996 ; un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Arménie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Erevan le 4 novembre 1995.

● Marine : quatre arrêtés portant création de deux certificats d'aptitude professionnelle maritime, de matelot et de conchyliculture, et de deux brevets d'études professionnelles maritimes, de marin du commerce et de cultures marines.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Antoine, Anastasia, Evvard, Camille et Léon, ont l'immense joie d'annoncer la naissance de

Aurélien Jonathan, Valère, Léon, Téléphore, le 31 juillet 1997.

Armelle BARRIER et Damien MATHIEU, 6, impasse Chanson, 75010 Paris.

Décès

Le docteur Jean-Alain Bargiacchi, son épouse, Sandrine et Anne, ses filles, M. et M^{me} Gilbert Lhonn, ses parents, Bruno et Thierry Lhonn, ses frères et leurs enfants, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Catherine BARGIACCHI, née LHOSTE,

survenue dans sa quarante-troisième année, à Toulouse.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Toulouse, le 31 juillet 1997.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

110, boulevard Dédant-de-Séverac, 31300 Toulouse.

19, rue Fines, 31300 Toulouse.

Le Frère

Jacques Guy BOUGEROL, franciscain prêtre, ancien aumônier général de l'armée de l'air,

est entré dans la paix de Dieu, le dimanche 3 août 1997, dans sa quarante-neuvième année.

De la part : Du Frère provincial des franciscains, De M. et M^{me} François Bourillet, Du général et M^{me} Jacques Bourillet, ses neveux, nièces, Et leur famille, De la communauté des franciscains de Paris-Marie-Rose.

La messe de funérailles sera célébrée le jeudi 7 août, à 10 heures, en l'église du couvent Saint-François, 7, rue Marie-Rose, Paris-14^e.

Les franciscains, 7, rue Marie-Rose, 75014 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Bernard FALIGANT, chevalier du Mérite, chirurgien à Marrakech,

survenu à Paris, le 29 juillet 1997.

Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église Saint-Nicolas de Craon (Mayenne), le 1^{er} août.

De la part de :

Sa famille et ses amis.

Famille Faligant-Briand, 6, villa du Château, 92270 Bois-Colombes.

M^{me} Nina Kaganaky, M^{me} Isabelle Frilley, présidente, Tous les collaborateurs, Et le personnel de la société Tira Fibra, ont le grand regret de faire part du décès de

M^{me} Frida KAGANSKY, cofondatrice de la société en 1994.

Elle a été inhumée dans l'intimité, le 1^{er} août 1997, au cimetière du Montparnasse, comme elle le souhaitait.

Tira Fibra, 1, quai Gabriel-Péri, 93430 Joinville-le-Pont.

M^{me} Marie Lamré, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LAUTRE, conseiller des affaires étrangères, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 1^{er} août 1997, à l'âge de soixante-cinq ans, en son domicile, à Bagneux (Hauts-de-Seine).

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le mercredi 6 août, au cimetière communal de Bagneux.

39, rue des Méuniers, 92220 Bagneux.

Marie-Claude L'Huillier, La municipalité de Gennevilliers, L'Amicale des vétérans du Parti communiste français, L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Louise L'HUILLIER, combattant volontaire de la Résistance, étoile ORCM.

Les obsèques auront lieu le vendredi 8 août 1997, à 10 h 30, au cimetière nouveau de Gennevilliers, rue Villebois-Mareuil.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

M^{me} André Liéveaux, née Nicole Portal, son épouse, Anne et Michel Anquet, Françoise et Gérard Rieby, Sylvie et Bernard Bruneau, Catherine Liéveaux, Nicole Liéveaux, André Liéveaux, Antoine et Marie-Pierre Liéveaux, Sabine Liéveaux, Diane Liéveaux, Bernard Liéveaux, ses enfants, Ses petits-enfants, M. et M^{me} Jean Liéveaux, ses frères et belles-sœurs et leurs enfants, Les familles Portal et Bontems, ont la douleur de faire part du décès de

docteur André LIÉVEAUX, gynécologue,

survenu le 5 août 1997, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 août, à 9 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Américain, à Paris-16^e.

7, rue de l'Alboni, 75016 Paris.

Christiane Missen-Bourrier, Philippe et Isabelle, Lise et Julia, Jean-Marc et Claude, Julien et Marion, Patrick et Elisabeth, Bob et Dylan, Eric et Annie, Les familles Hickel, Houdard, Missen, Nougaret, font part du décès de

Jean MINNSEN,

survenu le 1^{er} août 1997.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 5 août, à Versailles.

4, rue de Neukirchen, 78200 Mantes-la-Ville.

Apt. Gargas.

Les familles Saubion et Calvin ont la douleur de faire part du décès, le 4 août 1997, de

M. Louis RIGOLLET, dit Bambou,

Il sera inhumé dans la plus stricte intimité.

Les familles expriment leur sincère gratitude à toutes les personnes pour leur dévouement et leur gentillesse.

La baronne Raoul Saoy a la grande tristesse de faire part du décès de son frère.

Jean-Pierre RONDEAU, dit Sébastien DULAC, écrivain-journaliste,

survenu à Monaco, le 2 août 1997.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité, à Monaco.

Place Albert-Leemans, 14 (boite 5), B 1050 Bruxelles (Belgique).

Les membres du conseil d'administration de la Société d'archéologie et d'histoire de la Manche ont la tristesse de faire part du décès de leur président,

M. Jean de SAINT-JORRE, président honoraire, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres,

survenu le 3 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Ses obsèques ont eu lieu le 6 août, en l'église Saint-Pierre d'Heugueville-sur-Sienne.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire, au début de l'automne.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches.

M^{me} Sylvie Surre-Reumont, M. Michel Surre-Galy, M. Roger Surre, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alexandre SURRE,

survenu le 3 août 1997, à Pamières.

Les obsèques auront lieu le jeudi 7 août, en l'église de Massat (Ariège), à 16 heures.

M^{me} Hélène Pouzens, sa mère, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M. François TISSEYRE,

survenu à Paris, le 5 août 1997, dans sa trente-deuxième année.

27, avenue Gallieni, 93800 Epinay-sur-Seine.

La direction Et le personnel du Groupe Mornay ont le regret de faire part du décès de

Jean VILLARD, ancien élève de l'école polytechnique, officier de la Légion d'honneur, président d'honneur du Groupe Mornay, ancien administrateur de l'AGIRC,

survenu, dans sa quatre-vingt-cinquième année, le 1^{er} août 1997.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le lundi 4 août, au cimetière d'Hardricourt (Yvelines).

Anniversaires de décès

Une pensée pour mon père

docteur Ivan ZELENKIN, décédé le 7 août 1996, à Milan (Italie).

Igor et Alexandre Zelenkin, Tél. à Paris : 01-40-50-95-82.

CARNET DU MONDE

Téléphone : 01-42-17-29-94
Télécopieur : 01-42-17-21-36

Manière de voir

Le trimestriel édité par

LE MONDE diplomatique

Manière de voir 34

LE MONDE diplomatique

PROCHE-ORIENT 1967-1997 LA PAIX INTROUVABLE



Trente ans de guerre

La poudrière du monde, par Ignacio Ramonet. ■ Lente agonie des accords d'Oslo, par Alain Gresh. ■ Ne pas tirer un trait sur le passé, par Georges Corm. ■ Comment conjurer le risque d'une perpétuelle servitude, par Edward Said. ■ L'avenir brouillé des réfugiés, par Rosemary Sayigh. ■ Aspirations démocratiques en

Palestine, par Graham Usher. ■ Troublante normalisation de la société israélienne, par Dominique Vidal. ■ Les intellectuels arabes et le dialogue, par Mohamed Sid-Ahmed. ■ De la menace israélienne au péril islamiste, par Mohamed Sid-Ahmed. ■ Quand l'Occident alimente la course aux armements, par Joe Stork. ■ Désordre persistant à Beyrouth, par Samir Kassir. ■ La Syrie refuse toute capitulation, par Alain Gresh. ■ Ces choix hasardeux de la monarchie hachémite, par Alain Renon. ■ Blocages égyptiens, par Mohamed Sid-Ahmed. ■ L'ombre de Washington, par Michael T. Klare. ■ Un pétrole toujours plus convoité, par Nicolas Sarkis. ■ Malheur kurde, échec américain, par Kendal Nezan. ■ Le régime irakien déchiré par les luttes de clans, par Faleh A. Jabar. ■ Fin de règne en Arabie saoudite, par Alain Gresh. ■ Poussée conservatrice au Koweït, par Yehya Sadowski. ■ Une phase aiguë de l'affrontement israélo-arabe (juin 1967), par Eric Rouleau. ■ Les raisons de l'engagement de l'Union soviétique (juillet 1967), par Bernard Féron. ■ Le sort des réfugiés dépend d'un règlement global (juillet 1967), par Micheline Pannet. ■ Vœux pieux, foide réalité (novembre 1973), par Claude Julien. ■ Les Palestiniens à la porte de la négociation (décembre 1973), par Pierre Rondot. ■ La liquidation annoncée de l'OLP (juillet 1982), par Amnon Kapelionik.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

IMMOBILIER

VENTES APPARTEMENTS

Paris 5^e
Notre-Dame, 45 m² à rénover. Vue dégagée, calme, cuisine, 800 000 F. Rénové 2 050 000 F. Tél. : 01-44-07-37-05

PARIS 7^e
BELLECHASSE 120 m² APPART. D'EXCEPTION Boisé, cheminées d'époque EMBASSY 01-47-20-41-01

PARIS 13^e
Prox. parc Montsouris, réc. dem. ét. séj. dbie, 4 ch., 120 m², calme, soleil, 2 park. Tél. : 01-43-35-18-36

PARIS 14^e
ALÉSIA, voie privée s'élargit. 2 chbres, séj., terrasse, originalité, calme 1 540 000 F. 01-45-42-49-28

Côté Montrouge, imm. réc. à rénover, 3-4 p. 70 m². A saisir. 750 000 F. 01-43-35-18-36

PARIS 18^e
JULES-JOFFRIN, immeuble récent, grand studio, balcon sur jardin 430 000 F. 01-42-72-33-25

SEINE-ET-MARNE (77)

Affaire à saisir, CAUSE départ : F2 NEUF, 48 m², 1^{er} ét., frais notaire réduits. P. : 485 000 F. Tél. : 01-60-21-15-88 - 06-81-31-42-50

PROVINCE
LA BAULE, apt. F2, 58 m², séj. 21 m², chbre 12 m², cuis. équip., s. de bains, dche + wc, ter., balc., granier indiv., park. Tél. : 02-40-23-94-11

NICE, sur port, 6^e ét., 85 m² + 30 m² terrasses. Vue imprenable. 1 850 000 F. Tél. soir : 01-47-43-14-12

LA ROCHELLE
Quartier résid., apt gd stand. T8, 147 m², gde terrasse. E.S.O. Px : 2,3 M. T. : 05-46-43-22-65 le mat.

DOMAINES
A SAISIR Alpes-de-Haute-Provence, domaine 440 ha un seul tenant. Nombreuses possibilités d'exploitation. Tél. : 00-41-24-71-2321

MAISONS
DEAUVILLE, belle maison normande près centre et plage, calme, 11 ch, 5 ch., 2 cheminées, gde terrasse, jard., gar. 3 850 000 F. Tél. : 01-47-22-78-98

PROPRIÉTÉS

Marseille, Part. vd
PROPRIÉTÉ PROVENÇALE
12 ha. Site d'exception : vallon, colline et pins. Calme. Bâtisse rustique 130 m² + studio indép., gd gar. 1,5 MF. Tél. : 04-91-45-35-38

LOCATIONS OFFRES MEUBLÉES
Dans un beau parc avec de vieux arbres (2 piscines, courts de tennis), appart. avec vue impren. sur la mer à Cannes-Californie, dem. ét. Double salon avec mezzanine sous le toit, 1 chambre à coucher, cuis., 2 salles de bains, 2 grds balcons. Meublé, avec sols en marbre, garage souterr. 9 900 F/mois, charges comprises. Ecrire sous chiffre P 18-522704 à Publicitas, csap 687.

OFFRES VIDÉES
A LOUER 80, bd Raspail appart. loc. prof. 112 m², 2^e ét. asc. Libre 1^{er} sept. 97. Pans. : 04-70-43-32-07

GERMANDES VIDÉES

JEUNE FEMME cherche studio ou studio indépendant à louer à Paris ou très proche banl. Agence s'abstenir. Tél. : 01-40-50-96-78 h.b.

IMMOBILIER
Passez votre annonce au 01-42-17-29-94

AGENDA
MODERNISME
TRAIN ÉLECTRIQUE Part. v. sup. Rés. 5 x 3 H.O. Typ2P. Vap. SNCF. 150 000 F. Tél. : 02-40-78-01-25

VACANCES TOURISMES LOISIRS
VENISE
100 m San Marco tous apt., sem. 48 pers., ref. mod. ch. calme, vue, draps fournis + nat. départ 5 850 F. Tél. : 04-93-94-64-72 et 06-09-58-24-41

Septembre, 2 derniers WE Week-end de 3 jrs découverte champignons, randonnées pédestres Ht Doute, 3 H Paris TGV, maison d'hôtes, femme du XVII^e, ch. chbres, s. de bns, wc, cuis. et pain maison. Renseign. Tél. : 03-61-38-12-51

HORIZONS

ENQUÊTE

LE 6 mars 1997, le professeur Guzzo, responsable du site de Pompéi, fait le point sur une affaire qui témoigne de l'apogée des tombes italiennes. Les carabinieri viennent en effet d'arrêter trois hommes qui avaient entamé une fouille clandestine à moins de 100 mètres de la clôture du domaine archéologique. Pour travailler en paix, les pilliers avaient tout bonnement élevé une baraque en parpaings. A l'abri de ces murs, ils avaient commencé à creuser un puits, suivi d'une galerie pour explorer et dépolluer patiemment les vestiges d'une villa romaine.

Les tombes sont aussi nombreux en Etrurie ou dans les Pouilles. Là, ce sont les tombeaux étrusques qui sont l'objet de leurs convoitises. La corporation, aussi vieille que l'art lui-même, recrute chez les agriculteurs, les ouvriers du bâtiment et les petits commerçants qui arrosent ainsi leurs fins de mois. Leur clientèle est souvent régionale : « En Italie, le mythe de l'Antiquité classique est encore très fort, constate le professeur Guzzo. Un certain nombre de médecins, d'ingénieurs, d'avocats, aiment avoir dans leurs bureaux quelques antiquités, brevets d'authenticité culture. »

RAZZIA SUR LES OBJETS D'ART

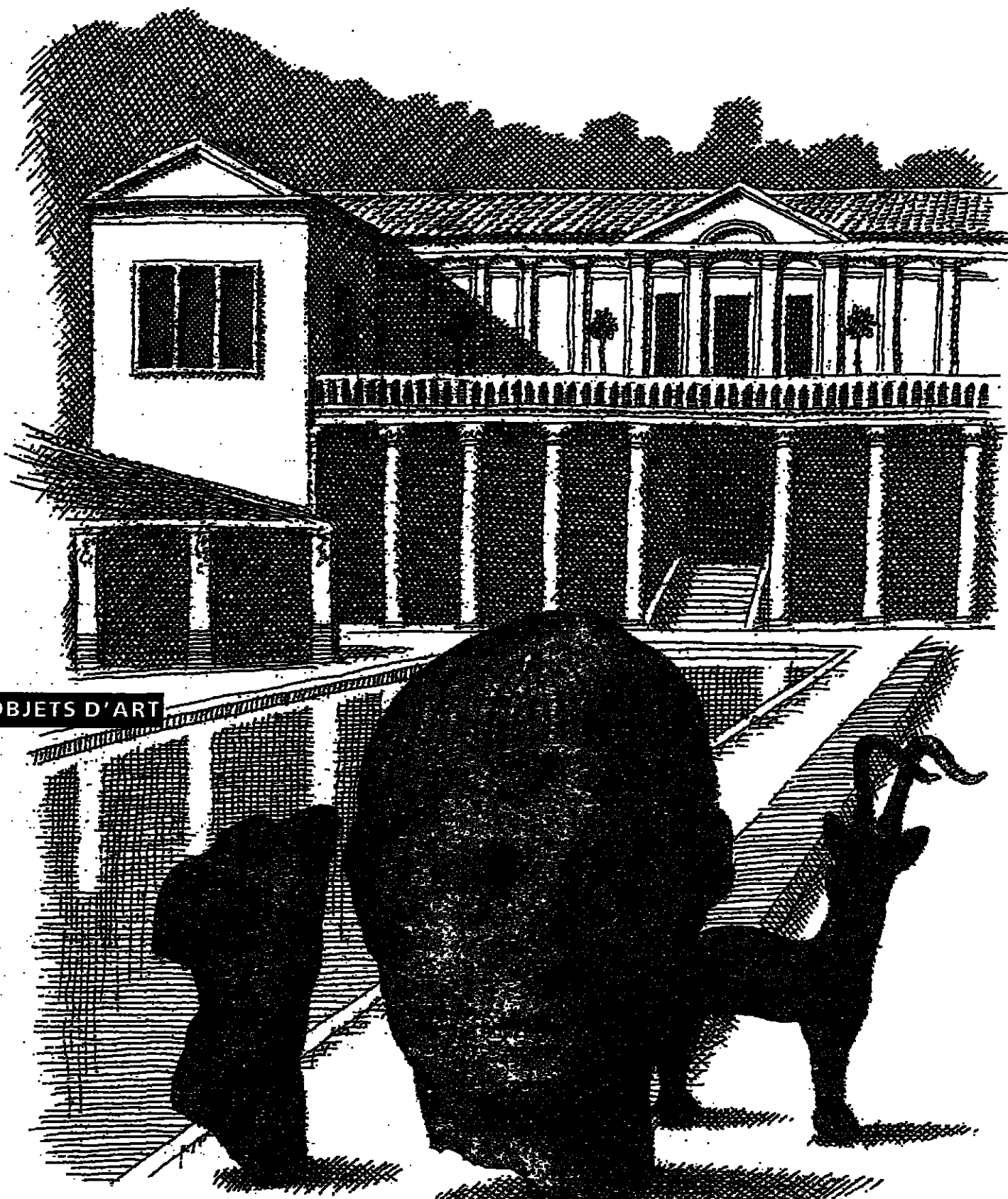
Mais, pour les archéologues, tout cela relève d'un artisanat dépassé. « Le gros du marché est aujourd'hui entre les mains d'une criminalité très organisée, affirme Umberto Papalardo, professeur à l'université de Naples. Il y a, par exemple, un lien certain entre la Camorra napolitaine et les tombes. Et le but des bandes - qui ont des réseaux dans les grands centres urbains - est l'exportation. Leur clientèle ? Des marchands cosmopolites et des collectionneurs peu scrupuleux. Au bout de la chaîne, on retrouve quelques-unes des plus belles pièces dans des établissements ayant pignon sur rue. » Parmi ceux-ci, le Musée Getty, de Malibu, en Californie, est souvent cité. Il apparaît notamment dans trois affaires récentes qui continuent d'agiter les médias italiens.

Le 11 juillet 1988, Grazella Fiorentini, subintendante de la province d'Agrigente, en Sicile, a vu d'une négociation concernant la vente d'une statue de marbre « de 205 centimètres de haut » qui aurait été trouvée clandestinement dans l'île, sur le territoire de Morgantina. Elle signale cette rumeur au ministre des biens culturels qui, le 5 août, reçoit la même information d'une galerie privée italienne. Cette dernière sollicitant même une autorisation d'acquisition. La demande est refusée.

Quatorze jours plus tard, le Musée Getty annonce qu'il vient d'acheter une grande effigie d'Aphrodite. Rome établit un lien immédiat entre cet achat et les rapports reçus et contacte Interpol. Peu après, la police française croit savoir qu'une telle œuvre est passée entre les mains d'un antiquaire anglais, Robin Symes. L'homme est connu. Il a pignon sur rue à Londres, mais aussi à New York. A la demande des Italiens, Scotland Yard prend le relais.

Le 26 août, l'inspecteur Graham Dennis interroge Robin Symes. Ce dernier admet avoir vendu la statue. Il la tenait d'un collectionneur de Lugano (Suisse) avec qui il est en contact depuis deux ans. Symes accepte d'abord de rencontrer les enquêteurs italiens, puis change d'avis - légalement, rien ne l'y oblige. Le marchand anglais aurait demandé au Getty de ne dévoiler ni l'origine de la pièce ni son prix de vente, mais lui aurait garanti que l'opération était licite. La rumeur veut qu'il l'ait vendue 2,5 millions de dollars (environ 12 millions de francs).

Commence alors un interminable débat sur la provenance exacte de l'Aphrodite. Dans les papiers de Symes, la police trouve une lettre adressée à celui qui est présenté comme le propriétaire officiel de la statue, un halo-Suisse, Renzo Canavesi. Ce dernier aurait cédé le marbre pour 400 000 dollars (environ 2 millions de francs). Si l'origine italienne de l'œuvre est indéniable, elle aurait passé la frontière avant 1939, date à laquelle l'exportation des biens culturels sans autorisation devient



Aphrodite, star à Malibu

10

illicite. Mais Thomas Hoving, ancien directeur du Metropolitan Museum de New York, donne des précisions troublantes dans la livraison du 12 septembre 1988 de la revue d'art *Connoisseur*. La statue, écrit-il, a été trouvée par des pilliers de tombes en 1979 à San Francesco Biscondi ad Aidone, près de Morgantina, dans une tombe du V^e siècle avant Jésus-Christ. Elle a été morcelée pour les besoins du transport. Le contact des tombes était Orazio Di Simone, antiquaire à Genève, recherché pour complicité dans des pillages archéologiques. Ce dernier aurait cherché à la vendre à Tokom Demirjian, de la galerie Ariadne de New York. L'Américain aurait refusé, car le prix demandé était trop élevé et le risque trop grand. C'est finalement Symes qui aurait fait l'affaire pour 1,5 million de dollars. Ces affirmations ne sont pas démenties.

« L'Aphrodite est une statue faite de matériaux composites. Grâce aux vestiges restés sur place et à une étude sur le terrain supposé de l'humation clandestine - Morgantina -, on pourra sans doute déterminer sa provenance avec certitude.

L'important, c'est que le musée californien ait accepté le principe d'une telle étude », indique Maria Vittoria Marini Clarelli, en charge de l'archéologie au ministère des biens culturels.

EN septembre 1994, Marion True, responsable du département des antiquités au Getty, se déplace effectivement en Italie pour rencontrer les enquêteurs. Mais elle fait d'abord remarquer « que dans cette affaire, l'Italie n'a pas formellement déposé de plainte ». Et elle ajoute : « Nous sommes tout à fait loyaux avec les services archéologiques de l'université de Palerme qui gèrent l'aspect scientifique de cette affaire. La statue comporte des parties de marbre, d'origine grecque, et d'autres, calcaires. On essaye de déterminer leur provenance. » L'enquête est lente : en 1997, l'Aphrodite est toujours au Getty. Comme ce bronze découvert sur la côte Adriatique qui a, lui aussi, fait vraisemblablement le voyage vers la Californie.

L'Athlète vainqueur est un bronze attribué au sculpteur grec Lyssippe, un artiste du III^e siècle avant Jésus-Christ. Il a été trouvé fortu-

temment, en 1964, par deux pêcheurs de Fano, près de Rimini. Une nuit de juin, ils remontent dans leurs filets 200 kilos de métal : une statue amputée des pieds et couverte de coquillages. Pour eux, c'est la fortune ! En août, la trouvaille est cédée 400 000 livres (environ 1 400 francs) à un modeste antiquaire de Gubbio qui la revend vite, sur place, 3,5 millions de francs.

La nouvelle s'ébruite. Des intermédiaires se présentent. La statue change de mains. En avril 1965, la police est alertée par une lettre anonyme. Trois personnes sont condamnées pour recel à trois mois de prison. En mai 1968, le jugement est cassé par la Cour de cassation : « La statue n'ayant pas été présentée, il est impossible d'apprécier son intérêt artistique, historique ou archéologique. »

En effet, à cette date, le bronze a quitté l'Italie. Les Italiens ont reconstruit son périple. Avec un train de retard. De la côte Adriatique, l'Athlète est tombé entre les mains d'un Milanais qui l'a vendu, en 1971, à un antiquaire de Munich, Heinz Herzner. Ce dernier l'aurait payé 700 000 dollars. Le Bavarois le fait restaurer. Thomas

Hoving, à l'époque patron du Metropolitan, vient l'examiner et, en mars 1973, déclare au *New York Times* que son établissement envisage de l'acheter « si son origine est éclaircie ». Finalement, il y renonce. Le prix demandé est trop élevé (3,5 millions de dollars). Et puis, ce n'est pas le moment : le Metropolitan vient d'essuyer un scandale, à la suite de l'achat d'un vase d'Euphronios dérobé en Italie dans une tombe étrusque. Un magistrat italien relance l'affaire mais doit baisser les bras devant le manque de coopération de l'antiquaire munichois. L'Athlète, quant à lui, file vers l'Amérique du Sud avec, dit-on, la complicité d'un capucin domicilié au Brésil.

A ce moment-là, deux milliardaires sont sur les rangs pour l'acheter : Aristote Onassis et Paul Getty. Le second l'emporte pour 3 millions de dollars, en 1974. Mais il faudra encore quatre ans pour que le bronze parvienne en Californie, via Boston et Denver. L'Italie diligente une nouvelle enquête internationale, en 1978. Le Musée Getty se retranche derrière l'arrêt de la Cour de cassation de Rome, l'absence de plainte officielle et la prescription américaine concernant les objets importés illégalement depuis plus de dix ans. Le musée de Malibu est donc tranquille.

Ou presque. En 1992, Francesco Sisi, directeur général des biens culturels, signale qu'un fragment de la statue en question est resté dans la péninsule. Il aurait été détaché lors d'un martelage trop violent destiné à débarrasser l'Athlète de ses incrustations marines. Il serait donc facile de déterminer si les métaux ont la même composition, donc la même origine. Mais pour Marion True, la « pièce à conviction » ne serait constituée, en réalité, que de simples coquillages -

des berniques - incrustés sur la statue.

Dernière affaire non élucidée, celle de la couronne dite d'Armento : un magnifique feuillage hellénistique (IV^e siècle avant Jésus-Christ) en or et en argent, de 30 centimètres de diamètre, avec des incrustations d'émail bleu. Le 10 décembre 1992, Roberto Conforti, général des carabinieri chargé de la répression du vol et du trafic des biens culturels, est prévenu par les avocats du Getty de l'achat par le musée de cette pièce exceptionnelle. Ils aimeraient s'assurer qu'elle ne ressortit pas au fichier des objets volés. Le musée californien l'aurait payée 1,6 million de dollars. Le carabinieri consulte son ordinateur. Aucune trace.

Mais quelque temps après, le surintendant de la région de Lucanie, Angelo Bottini, fait part au ministère des biens culturels de sa conviction : la couronne en question vient d'une tombe pillée dans la région de Basilicate. Le général Conforti alerte Interpol et lance ses limiers. D'après eux, le joyau serait passé entre les mains d'un antiquaire allemand de Munich, Victor Preis, puis dans celles d'un de ses compatriotes, Christoph Leon, avant d'échouer chez... Robin Symes.

Officiellement, elle vient, comme toujours, du « trou noir » de l'Europe, c'est-à-dire de Suisse. Deux commissions rogatoires internationales sont dépêchées par l'Italie, l'une aux Etats-Unis, l'autre en Allemagne. Le Getty est formel : la couronne a été trouvée en Macédoine. D'Allemagne, on répond que l'intermédiaire suisse est hélas mort, et qu'il est impossible d'obtenir de plus amples renseignements. Cependant il aurait confié avant de mourir que la couronne était, à coup sûr, originaire d'Asie mineure et qu'elle avait longtemps appartenu à un collectionneur turc, décédé lui aussi. Pas de chance.

Le Musée Getty a longtemps été montré du doigt par les autres musées comme le mouton noir du troupeau. Il entre sûrement dans ce jugement une part de jalousie. Le Getty est riche, très riche, et nombre de pièces ont été « soufflées » par l'institution californienne à des musées moins bien dotés. Mais il y a longtemps eu dans sa politique d'acquisition un manque de scrupules évident.

L'établissement est récent. Il a été créé en 1974 par un roi du pétrole, J. Paul Getty, mort en 1976. Grâce à ses moyens quasi illimités, pour « rattraper » les plus grands, le musée se lance dans une politique d'achats parfois aventureuse. Il est vrai que certains de ses conservateurs, à commencer par Jiri Fel, responsable des antiquités gréco-romaines, ont la réputation de ne pas être très regardants sur l'origine des pièces qu'il négocient à prix d'or.

MARION TRUE, qui a remplacé Jiri Fel en 1988, ne mâche pas ses mots : « Depuis dix ans, je me bats pour redresser l'image du Getty, ternie par certains conservateurs qui ont laissé un souvenir exécrable, notamment en Europe. » La conservatrice, sévère à l'égard des premières équipes du Getty, fait valoir que les choses ont beaucoup changé depuis : « Nous sommes allés plus loin que tous les autres musées - trop loin disent certains - pour assainir et moraliser notre politique d'achats. En 1995, nous nous sommes dotés, dans ce but, d'un code déontologique très strict. » Le Getty, indique-t-elle, est désormais en accord avec la convention de l'Unesco de 1970 sur la protection des œuvres d'art.

En mai 1997, Marion True participait, à Amsterdam, aux discussions préliminaires destinées à mettre sur pied une banque de données internationales sur les vols et les trafics d'objets d'art. Le Getty « n'a plus de leçons à recevoir de ses confrères, qu'ils soient américains ou européens », indique-t-elle avant de lancer : « Nous savons que plusieurs pièces refusées récemment par le Getty à cause de leur origine douteuse ont été acquises sans sourcilier par des musées européens, volontiers donneurs de leçons. »

Roland-Pierre Paringaux
et Emmanuel de Roux
Dessin : Pierre Le Tan

PROCHAIN ARTICLE
Vermeer aux mains
des parrains

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Helmut Kohl dans la tourmente

EN Allemagne, la campagne électorale est ouverte. Et cette campagne concerne directement la France, par les thèmes qu'elle va charrier comme par ses effets sur la construction européenne. Les élections générales ne sont attendues, outre-Rhin, que pour l'automne 1998. Le coup d'envoi en a cependant été donné cette semaine, avec l'échec essuyé par Helmut Kohl dans son grand projet de réforme fiscale.

Lors de la réunion extraordinaire, mardi 5 août, du Bundestag, la coalition au pouvoir et l'opposition social-démocrate ont, à nouveau, constaté leur désaccord total sur ce projet de gouvernement. Il y a fort à parier maintenant que la « réforme du siècle », voulue par Helmut Kohl pour dynamiser l'économie, ne verra jamais le jour – mise à part la suppression de la taxe sur le capital des entreprises – et que la commission de conciliation parlementaire qui sera de nouveau saisie du dossier en septembre ne parviendra pas à dégager de compromis.

Pour le chancelier, c'est un sérieux revers politique. Il s'ajoute à d'autres difficultés, liées aux discordes croissantes à l'intérieur même de la coalition au pouvoir d'une part, au projet de la monnaie unique européenne de l'autre. Les libéraux du FDP, qui se veulent les champions de la réduction de la pression fiscale, ont réclamé à cor et à cri l'abaissement du fameux « impôt de solidarité » (7,5 % de l'impôt sur le revenu), particulièrement impopulaire, qui contribue au financement de la

réunification. Les chrétiens-démocrates, autre composante essentielle de la coalition, n'étaient pas prêts à s'engager dans une telle aventure – des diminutions de recettes sans financement. A un peu plus d'un an des élections, personne ne peut se payer le luxe d'une crise ouverte. Un compromis entre les partenaires sera trouvé, mais les marges en subsistent.

Face à une opinion publique peu encline à abandonner le deutschemark pour l'euro, le chancelier doit mener ensuite une politique de réduction des dépenses pour ramener les déficits publics à 3 % du produit intérieur brut, conformément aux critères de Maastricht, des critères que beaucoup rendent responsables de la progression du chômage. Le mark n'est pas non plus dans sa meilleure forme, et la Bundesbank s'inquiète de sa rapide dépréciation par rapport au dollar américain. Pour certains, la faiblesse du DM est liée, justement, au manque de confiance des investisseurs internationaux dans la capacité de Bonn à mettre en œuvre des réformes souvent contestées et mises à mal par les Länder.

L'opposition social-démocrate ne semble pas profiter pour le moment des déboires du gouvernement. Elle aurait tort de croire que le chancelier est un homme déjà battu. C'est dans l'adversité que Helmut Kohl est le plus redoutable. Ses adversaires sont bien placés pour le savoir, eux qui tentent en vain de le déloger d'un pouvoir où il est installé depuis bientôt quinze ans.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Allégret, directeur général
Directeur adjoint : Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Fieul
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Létourneau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besnot, Bruno de Caspar, Pierre Georges, Laurence Gaudin, Erik Isenhardt, Michel Kojman, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azam
Secrétaire général de la rédaction : Alain Roussel

Médecin : Thomas Frensch

Directeur éditorial : Erik Fieul / directeur délégué : Anne Chassebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollot / directeur des relations internationales : Daniel Vézina

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Cornu, vice-président

Autres directeurs : Hubert Beune-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994

Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »

Association Hubert Beune-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde Éditions, Le Monde Interactives

Le Monde Presse, Météo Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La cérémonie du coq de Jemmapes

BIEN significative, la manifestation qui s'est déroulée, le 28 juillet, dans des conditions plutôt discrètes, devant le monument érigé sur le territoire de la commune de Jemmapes – ou plutôt, comme on écrit en Belgique, Jemappes. C'est aux Belges exclusivement que l'on doit la colonne surmontée d'un coq gaulois érigée en 1907 au Camplau, à l'endroit où l'on situe la victoire du 6 novembre 1792. En 1914, les Allemands braquèrent un canon sur la colonne et la culbutèrent. Les patriotes belges francophiles la réédifièrent après 1918.

Cette fois-ci, il s'agissait de célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la réédification du coq. L'administration communale de Jemappes sollicita du gouvernement belge l'autorisation de faire venir un représentant de l'armée française et un détachement de celle-ci avec musique. M. Spaak eut le bon esprit

de donner l'autorisation nécessaire. Il ne pouvait y avoir de méprise, et il n'y eut pas. Certains éléments belges qui n'ont jamais brillé par une tendresse particulière pour la France avaient naturellement dit que les organisateurs de la manifestation allaient célébrer un fait d'armes qui aboutit pour la Belgique à la domination étrangère. On eut beau jeu de leur répondre que l'indépendance nationale n'existait pas, que la Belgique n'était pas, n'avait jamais été un Etat indépendant quand Dumouriez bascula les savantes armées de Saxe-Teschén. En réalité, ce que le monument de Jemappes représente, c'est le triomphe des idées d'émancipation de la Révolution française qui se sont imposées au monde entier.

L. P.

(7 août 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minut : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le septième continent par Jacques Attali

QUAND l'Europe se réveillera-t-elle ? Quand comprendra-t-elle qu'Internet est un nouveau continent, où il est urgent de débarquer sous peine de laisser ses immenses trésors à d'autres ? Combien faudra-t-il de bulletins de victoire américains pour que l'Europe s'intéresse enfin à cet enjeu ?

Dans son discours du 1^{er} juillet, le président Clinton demandait qu'Internet soit reconnu comme un lieu de commerce libre. Au même moment, la Cour suprême américaine interdisait toute censure étatique sur le Net. Ces décisions annonçaient, chacune, la victoire du bon vouloir américain dans un domaine nouveau des relations internationales, marquant ainsi la conquête des marchés du futur par les technologies américaines.

On a utilisé beaucoup de métaphores pour faire comprendre ce qu'est Internet : réseau, autoroute, banques de données, bibliothèque. En réalité, c'est beaucoup plus que cela : un continent virtuel, le septième continent, où on pourra bientôt installer tout ce qui existe dans les continents réels, mais sans les contraintes de la matérialité : des bibliothèques d'abord, puis des magasins, bientôt des usines de production, des journaux, des studios de cinéma, des hôpitaux, des juges, des policiers, des hôtels, des astrologues, des lieux de plaisir. A l'intérieur de ce continent, vide d'habitants réels, se développera un gigantesque commerce entre les agents virtuels d'une économie de marché pure et parfaite, sans intermédiaire, sans impôt, sans Etat, sans charges sociales, sans syndicats, sans partis politiques, sans grèves, sans minimums sociaux. L'Internet devient donc aujourd'hui, dans l'imaginaire du monde, ce qu'était l'Amérique en 1492 pour les

Européens : un lieu inconnu de nos carences, un espace libre de nos héritages, un paradis du libre-échange, où on pourra enfin construire un homme neuf, propre, débarrassé de ce qui le saute et le limite, un consommateur insomniable et un travailleur infatigable.

L'attraction pour ce nouvel Eldorado des investisseurs venus du monde concret sera immense. Il restera bientôt les commandes de consommateurs réels et la visite de touristes réels venus y chasser, explorer, skier et consommer, qui passeront, pour l'atteindre, par des parcs ou des machines individuelles, autant de portes d'entrée vers les terres nouvelles. Tout cela suppose une immense économie

réseau américain Teledisc d'Internet le complètera. En 2005, on pourra y véhiculer dans le monde entier des images – américaines – sur la large bande. Si tout continue ainsi, ce continent sera à jamais une colonie américaine. On y parlera anglais et il sera le lieu d'expansion quasi illimitée des entreprises et de la culture américaines.

On ne peut reprocher à l'Amérique d'avoir, une nouvelle fois, su préparer un débarquement. On peut le regretter. On ne peut faire que cela n'existe pas. Que fait l'Europe ? Rien. Certes, on s'occupe de sujets essentiels pour aujourd'hui, tel l'euro, mais on ne débat en rien de ce qui fabrique notre après-demain : et à quoi, d'ailleurs,

Il faut ensuite préparer des produits pour les continents nouveaux. Et, pour cela, inciter, par tous les moyens (et d'abord fiscaux), à la création de services européens pour Internet. En priorité, encourager le commerce par correspondance et encourager la presse, la publicité, la finance à offrir leurs services sur le septième continent. Car il ne doit pas être seulement le lieu où des entreprises à la mode viennent poser leur drapeau en se contentant de home pages descriptives. Il faut d'urgence y ouvrir boutique, attirer le client, inventer des méthodes de publicité spécifiques, des produits adaptés, des réseaux de distribution spécifiques et faire que l'on y parle toutes les langues, grâce en particulier à la traduction automatique.

Par ailleurs, il ne faut pas laisser le droit américain s'y installer comme une évidence, mais soulever le sujet dans tous les forums ad hoc, et d'abord à l'OMC et à l'Unesco. Enfin, il faut commencer par l'école, en envoyant tous nos enfants, au moins une heure par jour, sur le septième continent. Pour réussir tout cela, il faudrait créer en Europe une grande compagnie en charge des relations avec Internet, mêlant intérêt privé et public, comme l'a fait en son temps la Compagnie des Indes occidentales. Cela devrait être le rôle d'un programme européen majeur de type Bureka, mêlant simplement fonds publics et privés, un Eurozet.

La croissance du septième continent sera le principal moteur de la croissance du XXI^e siècle. A nous de saisir cette chance, et de transformer une utopie virtuelle en une réalité conquérante. L'Europe y joue sa survie.

Jacques Attali est conseiller d'Etat

Avec le Net, l'emploi réel sera créé en priorité par les demandes de l'économie virtuelle

virtuelle qui créera, pour fonctionner, d'innombrables emplois réels. Le septième continent sera donc la locomotive de l'économie du XXI^e siècle. Et l'emploi réel sera créé en priorité par les demandes de l'économie virtuelle.

Déjà, on peut estimer que le commerce intérieur du septième continent atteindra au moins 100 milliards de dollars au début du siècle prochain, montant supérieur au PIB de plus de cinquante pays réels. Le rythme de la croissance y a déjà débordé en masse : 70 % des échanges y sont aujourd'hui américains ; les entreprises américaines y ont apporté leurs technologies, leur savoir-faire, leur système juridique, barrant la route à leurs concurrents. Ils s'y réservent les meilleures places, et inventeront mille astuces pour se protéger. En 1998, le réseau américain Iridium de téléphone mondial sera en place. En 2002, le

servira l'euro si le dollar devient l'unique devise d'un septième continent à l'économie plus vaste que celle de la planète ? Il est urgent, vital, de traiter ce problème comme on affronterait la découverte d'un nouveau continent. En lançant un grand programme de conquête. Cinq siècles après la découverte de l'Amérique, l'Europe en aura-t-elle la force ? Pour cela, il lui faudra unir les capacités de ses chercheurs, de ses entreprises, de ses Etats, de ses commerçants, de ses créateurs. Il faut d'abord préparer des engins de débarquement, c'est-à-dire installer des réseaux mondiaux de télécommunication à large bande, mettre en place des réseaux de satellites, des réseaux d'intranet et d'extranet dans les entreprises. Et, en particulier en France, en finir avec le Minitel, voie sans issue, qui doit basculer d'urgence sur les terres nouvelles.

Relevons le défi d'Internet ! par Bernard Dufau

AU moment où se multiplient les mises en garde sur les risques que représente le retard de notre pays en matière d'Internet et de multimédia, on voudrait ici partager une conviction : les Français disposent de tous les atouts pour gagner la bataille des nouvelles technologies. Oui, nous sommes en retard et l'on a raison de s'en inquiéter, car le lien entre niveau d'informatisation et compétitivité est depuis longtemps établi. Mais ce constat doit provoquer le sursaut plutôt que le doute ou la résignation : il est temps de relever le défi. Ariane, TGV, Airbus, nos succès industriels emblématiques, sont les fruits des techniques informatiques les plus avancées, nombreuses sont les PME dont le dynamisme repose sur une mise en œuvre intelligente des technologies récentes, et l'on ne permettra de rappeler la part importante que le laboratoire de la Gaudie et les usines de Corbeil-Essonnes et Montpellier prennent depuis longtemps dans la recherche et la production mondiale de notre groupe.

Ce qui a probablement dû au mal à s'imposer chez nous, c'est la dynamique que donne une vision post-industrielle de la société moderne. Au fond, dans un pays longtemps marqué par l'agriculture, le modèle de production des biens industriels, procédural et centralisateur, durablement marqué nos mentalités, nos organisations, nos façons d'appréhender la réalité. Cela s'explique sans doute parce qu'il collait au modèle français lui-même, avec son double héritage jacobin et Colbertiste. On pourrait ainsi trouver quelque ironie à voir le compte à rebours de l'an 2000 accroché à la tour Eiffel, symbole de l'industrie française du XIX^e siècle. Or le monde qu'ouvre l'utilisation généralisée des technologies de l'information obéit à des lois très différentes de celles qui gouvernent la société industrielle. Le temps et l'espace n'y jouent pas le même rôle. L'économie, la cité, le travail, la culture et l'homme lui-même s'y déploient selon des modalités bien différentes. Le volume des échanges s'oriente davantage vers les services que vers les biens et ce sont les services qui tirent la croissance et créent les emplois. L'usage d'Internet confirme cette évolution et si le commerce électronique y connaît des débuts prometteurs, c'est pour la facilité qu'il donne d'accéder à d'innombrables services mais aussi pour l'information qui accompagne les produits présentés. Cette tendance reflète l'attrait de nos contemporains, notamment les plus jeunes, pour l'information, les relations interpersonnelles, la culture et la formation. Dès lors, on ne peut

douter qu'un peuple aussi curieux, poli, éduqué et fier d'échanges que le nôtre puisse, s'il s'en donne les moyens, figurer à terme parmi les premiers bénéficiaires du réseau des réseaux.

La dématérialisation des échanges n'est pas la seule caractéristique de la société de l'information. L'informatique d'aujourd'hui modifie profondément les conditions même d'exercice de l'activité humaine et ce, non pas en altérant l'homme à la technique comme le laissait entendre Orwell, mais en apportant toujours plus de facilité et de liberté de choix. Un exemple : les techniques de maquette numérique et de prototype virtuel dans lesquelles les ingénieurs de Dassault détiennent avec notre concours un leadership mondial. Grâce à elles, une équipe réunissant par exemple un ingénieur à Toulouse, un financier à Londres et un commercial à Tokyo peut concevoir simultanément non seulement des produits à haute teneur en technologie, comme des voitures, des avions ou des avions, mais aussi des objets usuels tels que des flacons, chaussures ou autres pièces de vêtement tout en intégrant les différents processus liés au produit. La productivité et la compétitivité qui en résultent sont considérables.

Nombre de nos clients français ont compris qu'Internet, et surtout

ses formes internes à l'entreprise ou interentreprises, mettaient ce type de techniques à leur portée et pouvaient les entraîner sur une trajectoire de réussite. Ils ont prouvé que le travail coopératif qu'elles autorisent amplifie l'apport de chaque collaborateur à la valeur ajoutée de toute l'organisation. Mais, pour cela, il faut choisir d'investir massivement et d'accepter de revisiter l'exercice du pouvoir afin que chacun, dans l'entreprise, ait la possibilité d'accéder à une informatique créative.

Quels souhaits pourrions-nous donc formuler pour que les atouts dont nous disposons se traduisent en succès nombreux, tangibles et durables ? Je suggérerais volontiers quatre axes : une initiative symbolique de l'Etat en faveur de la diffusion des nouvelles technologies, notamment en direction des jeunes générations, une campagne nationale sur le thème des services, une fiscalité moins pénalisante pour l'investissement et la prise de risque et un soutien accru à la création d'entreprises à contenu technologique. Mais il y a surtout de la volonté de tous nos concitoyens et de l'ambition des responsables.

Bernard Dufau est président-directeur général d'IBM France

L'Europe divisée par les eaux

Suite de la première page

Là-bas, de vastes territoires se trouvaient sous les eaux, des milliers de personnes étaient évacuées de leurs logements et les premiers problèmes sanitaires commençaient à se poser. C'est au contraire vers Francfort-sur-l'Oder que la plupart d'entre elles ont tourné leur attention, une ville largement épargnée par la crue, et dont aucun habitant n'a été évacué !

L'eau y a certes monté et les digues y ont été consolidées avec d'innombrables sacs de sable, donnant à Francfort-sur-l'Oder l'image d'une cité en état d'alerte. Mais la tension était autrement plus vive à Wrocław, en Pologne – la plus grande ville touchée par les inondations, privée d'eau courante pendant plusieurs se-

maines – ou, par exemple, dans le « village-martyr » de Troubky (République tchèque), où huit personnes se sont noyées. En Allemagne, l'inondation n'a fait aucune victime. En Pologne et en République tchèque, elle a provoqué la mort de plus d'une centaine de personnes.

Serait-ce pour « compenser » l'absence de scènes dramatiques à Francfort-sur-l'Oder que des journalistes de télévisions occidentales se sont sentis obligés de chauffer de hautes bottes et de se tenir debout dans les eaux de l'Oder devant leurs caméras ? « J'étais à trois mètres de là, au sec, dans mes sandales... », s'est étonné Detlef-Heino Ewert, le vice-maire de la ville, témoin d'un de ces tournages étonnants. Un drame touche l'Europe centrale, y fait de nombreuses victimes, et cependant les regards se focalisent sur l'Allemagne, qui n'est, comparativement, « que » menacée. Comme si un rideau de fer pénible subsistait dans les esprits...

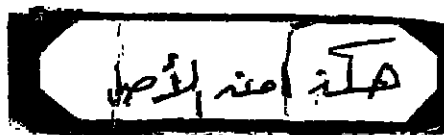
Un autre élément a alimenté ce

sentiment d'isolement : le décalage entre les moyens considérables mis en œuvre pour l'opération de sauvetage en Allemagne, et la relative confusion et l'absence insuffisante en matière de secours en Pologne et en République tchèque, où le sinistre a pourtant été de plus grande ampleur. Les inondations ont ainsi rappelé que, dans ces sociétés issues, voilà près de huit ans, du bloc communiste et converties, depuis, à un capitalisme parfois « débridé », la mise à niveau des infrastructures et des services publics nécessite encore d'importants investissements. Pour sa part, l'ex-Allemagne de l'Est (où se trouve Francfort-sur-l'Oder) bénéficie, ou l'a vu une nouvelle fois mardi 5 août avec les engagements pris par le chancelier Helmut Kohl, d'un effort de solidarité de la part de l'Allemagne de l'Ouest.

Révélateur de la persistance de deux Europes, ces inondations vont aussi avoir d'importantes conséquences sur la vie économique et politique dans ces deux

anciens pays communistes. Il y a, bien sûr, le traumatisme des pertes humaines. Mais, au-delà, le choc est terrible, aussi, pour des populations qui commencent à découvrir les « plaisirs » de la société de consommation et avaient, laborieusement, réussi à équiper leurs maisons de foyers à micro-ondes, de TV couleur et de chaînes hi-fi. La perte, pour beaucoup, de ces biens, tout juste acquis et déjà détruits par les eaux, est douloureuse. En République tchèque, où un programme d'austérité est déjà en place, les inondations vont peser lourd sur les finances publiques. En Pologne, cette catastrophe naturelle a mis en évidence, une nouvelle fois, les dysfonctionnements de l'administration. La modestie de l'aide que l'Union européenne a apportée à chacun de ces deux pays ne peut, en tout cas, que conforter leur peuple dans l'idée que, malgré la chute du mur de Berlin, en Europe, la division Est-Ouest n'est pas encore morte.

Natalie Nougayrède



ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 7 AOÛT 1997

IMMOBILIER En dépit de l'annonce, à un rythme assez soutenu, de transactions dans l'immobilier de bureau en région parisienne, la reprise de ce marché sinistré depuis cinq ans

n'est pas encore à l'ordre du jour. LE RETOUR prudent sur le marché des investisseurs français et la présence en force des fonds anglo-saxons ne suffisent pas à recréer une dynamique et

à pousser les prix vers le haut comme à Londres. LES PROFESSIONNELLS ne parviennent pas à une stabilisation des prix au cours des prochains mois. ILS SOULIGNENT l'existence d'un marché

à deux vitesses entre les grands « paquebots » modernes, dont l'offre se raréfie, et des immeubles vétustes et mal situés, qui sont condamnés pour la plupart à la démolition. SI L'ALLE-

MAGNE n'a pas connu de véritable crise de l'immobilier, la faiblesse de l'activité entraîne aujourd'hui une baisse des prix des bureaux dans la plupart des grandes villes.

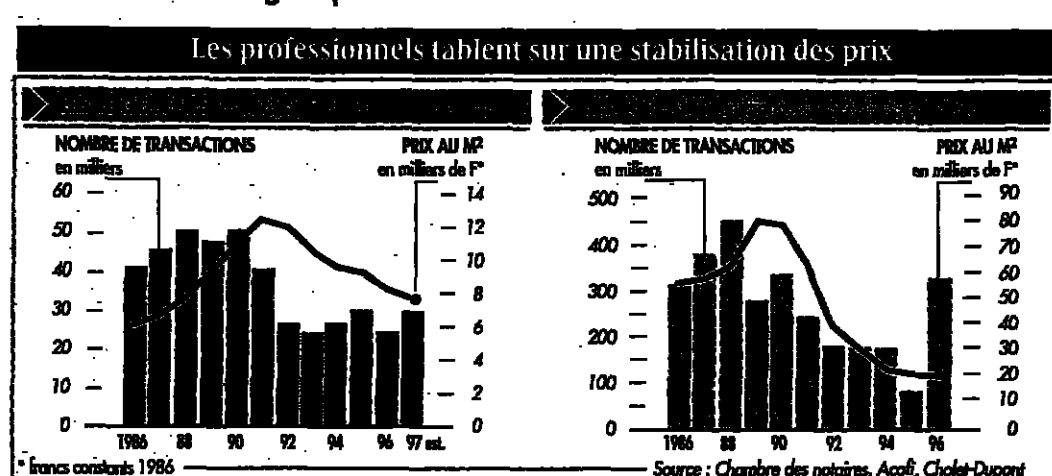
La reprise ne se profile toujours pas dans l'immobilier de bureau parisien

Les investisseurs français commencent à revenir très prudemment sur un marché encore dominé par les fonds américains. Les AGF ont vendu au groupe MAAF au début de la semaine 45 000 mètres carrés pour 850 millions de francs

LES OPÉRATIONS de vente réalisées récemment dans l'immobilier de bureau à Paris sont loin d'avoir réussi à raviver l'optimisme des professionnels. Si le plus dur de la crise appartient au passé, la reprise n'est pas encore dans les esprits.

Commentant la cession, annoncée lundi 4 août, par les AGF de 45 000 mètres carrés de bureaux et de logements répartis dans seize immeubles entre l'Étoile et l'Opéra pour 850 millions de francs, un assureur concurrent souligne ainsi qu'elle fait ressortir un prix au mètre carré de 19 000 francs. « Pas fâcheux », les AGF, qui relativisent l'opération, qualifiée de « petite », dégageaient une plus-value de l'ordre de 20 millions de francs selon l'agence Bloomberg. Quelques semaines avant cette opération, la cession par le GAN du Centre Adnauer, l'un des paquebots emblématiques de la crise, au fonds d'investissement Crossroad Property Investors, géré par le groupe Unibail, n'avait pas non plus changé l'état d'esprit sur le marché. Le GAN a, il est vrai, revendu à 30 000 francs le mètre carré, ce prestigieux immeuble de bureau du 16^e arrondissement, dont le prix de revient est estimé à 120 000 francs.

Cette vente et celle réalisée par les AGF témoignent pourtant du retour, prudent, des investisseurs français vers l'immobilier de bureau. Au



début de l'année déjà, un fonds mené par le financier français Walter Butler avait remporté un lot de douze immeubles vendus par l'UAP. Les anglo-saxons, américains en tête, n'en restent pas moins dominants. Ils sont les principaux candidats dans le cadre de l'appel d'offres organisé par Bankers Trust pour céder un bloc d'actifs du GAN, logés dans des structures de défaisance Paribas et Baticredit. La cession, qui s'annonce comme la prochaine grande opération, doit être bouclée dans le courant du mois d'août.

Les fonds étrangers qui ont déjà réalisé l'essentiel des 12 milliards de francs d'acquisitions de 1996 étaient

aussi en première ligne dans l'opération de rachat des cinq tours de la Défense (avec option pour une sixième) mises en vente par la CGIS, filiale de la Générale des eaux. C'est le groupe canadien STQ, filiale de la Caisse des dépôts et placements du Québec, qui a mené cette opération de 4,2 milliards de francs.

APPROCHE FINANCIÈRE

Mais, à la différence de Londres, cette présence n'est pas suffisante pour entraîner une dynamique et pousser les prix à la hausse. « Plus qu'un véritable retour de confiance, c'est la primauté de l'approche financière qui a justifié le réveil du secteur

immobilier, dans la mesure où les rendements du marché immobilier physique sont supérieurs aux taux d'intérêt », constate Frédéric Haftman, analyste chez Cholet-Dupont, dans une étude récente.

Pour les professionnels comme Bernard Parnoy, un des experts de Foncier conseil, la filiale du Crédit foncier de France (CFF) en charge des expertises immobilières, « tant que la croissance est faible et le taux de chômage élevé, il ne peut pas y avoir de renversement de tendance », même si après la baisse de 1996 « l'évolution de la demande montre que l'on s'oriente vers une stabilisation des prix ».

Selon le CFF, le repli du marché en 1996 a encore été de l'ordre de 10 % à 20 %, les prix ressortant à plus de 40 000 francs le mètre carré « pour les adresses parisiennes les plus prisées », l'essentiel des valeurs se situant entre 13 000 et 25 000 francs le mètre carré pour les bureaux neufs ou récents dans la capitale. En banlieue (hors Hauts-de-Seine), les prix tombent de 4 000 à 8 000 francs le mètre carré. Pour la province, le marché a retrouvé à Lyon un volume de transactions comparable à celui de 1994, mais les valeurs vénales et locatives ne repartent pas à la hausse ; à Marseille et à Lille, les stocks ont poursuivi leur déclin.

De l'avis des professionnels, l'évolution du marché ne pourra plus être uniforme. En Ile-de-France, l'immobilier de bureau fonctionne à deux vitesses. D'un côté, l'offre de bureaux neufs se résorbe et représente moins d'un quart du stock en 1996. Les grands paquebots (le Washington Plaza, rue de Berri, l'ancien

immeuble de la Société générale au Trocadéro ou l'Étoile-Saint-Honoré, ex-siège de Pechiney, rue Balzac) sont occupés à plus de 80 %. Un effet de rareté pourrait même se produire. « Les produits neufs, de grande surface (de 5 000 à 10 000 mètres carrés et plus), bien desservis, sont rares. Or il s'écoule un délai de deux à trois ans entre la décision de construire de nouveaux immeubles et la commercialisation. D'ici à l'an 2000, la rareté pourrait se transformer en pénurie », estime Claude Heurteux, président du groupe Auguste-Thouard. La situation est en revanche beaucoup moins favorable pour les immeubles libres depuis plus de deux ans (un quart du stock de 4 millions de mètres carrés), souvent vieux, mal bâtis ou mal situés. « Il y a entre 400 000 et 1 million de mètres carrés dits hors marché », estime M. Parnoy, pour lesquels il n'y a guère de solutions autres que le « bulldozer » ou la transformation en logements.

Sophie Fay

L'incroyable flambée des prix à Londres

LONDRES

de nos correspondants
« Gazing » : la réapparition de cette expression typiquement anglaise, utilisée pour décrire l'action de revenir sur un accord de vente d'une maison au plus offrant, traduit bien l'accablant des Londoniens devant l'incroyable flambée des prix de l'immobilier. Ainsi, à Wandsworth, quartier bourgeois du sud de la capitale, une petite maison mitoyenne assortie d'un minuscule jardin est devenue inaccessible, même pour les cadres de la City : 300 000 livres (plus de 3 millions de francs) contre 215 000 en 1996 et 150 000 en 1994. Sur les douze derniers mois, l'indice du prix de l'immobilier résidentiel londonien a enregistré la plus forte hausse depuis une décennie, +20 % avec des pointes de 30 % à 40 %. A l'instar d'Islington où résidait la famille Blair avant d'emménager au 10, Downing Street. Achetée 315 000 livres en 1993, cette maison vient d'être revendue pour 600 000.

Les prix se sont stabilisés en juin et en juillet dans le pays (avec respectivement +0,3 % et +0,1 %), mais continuent de monter dans la région de Londres. « On se croirait revenu à l'âge d'or. Il n'y a pas suffisamment de logements à vendre. La confiance est au plus haut depuis trois ans au moins. La question est de savoir quand s'arrêtera cette hausse », estime le Royal Institute of Chartered Surveyors, l'association des experts immobiliers. Cette fièvre n'a pas épargné la Bourse, comme l'atteste la vogue des unit trusts spécialisés dans les actions du BTR La propriété commerciale suit les grandes tendances de l'immobilier

lier résidentiel, l'absorption progressive du surplus d'espace créé à la fin des années 80 entraînant une appréciation des loyers.

BOOM ÉCONOMIQUE

A l'origine de cette poussée, le boom économique que connaît la Grande-Bretagne depuis 1993-1994. Les crédits hypothécaires (mortgage) se pratiquent à taux variable, la baisse des taux d'intérêt avait dopé le marché. Leur relèvement, à plusieurs reprises depuis mai, par la Banque d'Angleterre pour lutter contre la surchauffe de la conjoncture ne semble pas avoir eu d'effet majeur sur l'immobilier. Enfin, les investissements massifs de spéculateurs asiatiques, en particulier en provenance de Hongkong, qui n'hésitent pas à payer très cher et comptant un bien qui a toutes les chances de valoir plus demain, ont accéléré cette tendance à la hausse.

Les prix en province restent d'une sagesse remarquable, à l'exception de résidences secondaires dans certaines régions du sud-est de l'Angleterre facilement accessibles de la capitale. Dans le nord du pays, les acquéreurs potentiels ne disposent souvent pas d'un pouvoir d'achat suffisant pour faire face à la surenchère permanente. Plusieurs incertitudes pèsent cependant sur le boom du logement, en particulier la poursuite de la hausse du loyer de l'argent, qui pourrait à la longue agir comme un frein. Malgré consolation : pour rendre la potion moins amère, le Labour a promis de lutter contre le « gazing ».

Patrice de Beer et Marc Roche

Le papetier AWA supprime 80 emplois dans les Vosges

ÉPINAL

La réorganisation du site papetier d'Arches, dans les Vosges, décidée par Arjo Wiggins Appleton (AWA), contrôlée à 40 % par le groupe Worms, se traduira par la suppression de 80 emplois sur 459 (disparition des équipes de week-end, réorganisation générale des horaires). La direction, qui a annoncé cette décision le 1^{er} août, en comité central d'entreprise, ne prévoit aucun licenciement sec. Elle compte obtenir que vingt-cinq personnes partent en préretraite FNE à cinquante ans et deux mois, et propose quarante et une mutations sur d'autres sites du groupe. Elle promet aussi une prime de 700 000 francs à toute entreprise se développant ou s'implantant dans la région et qui emploierait les salariés licenciés.

La décision d'AWA est dictée par le souci d'accroître la rentabilité du site, jugée insuffisante par les actionnaires. Le capital immobilier de la plus ancienne papeterie des Vosges, fondée il y a plus de cinq cents ans, est estimé à 568 millions de francs et le bénéfice net dégagé en 1996 s'est élevé à 33 millions. Soit un retour sur capital de 6 %, alors que d'autres sites du groupe dépassent 20 %. La prévision de bénéfice pour 1997 est de 45 millions, mais les actionnaires ont fixé un objectif de 80 millions.

L'unité d'Arches, célèbre pour ses papiers d'art à aquarelle, produit aujourd'hui essentiellement du papier décor pour bois stratifié. En 1995, le groupe avait investi 25 millions de francs dans une machine spéciale pour produire du papier support pour abrasif. Un équipement de pointe qui, disait-on alors, devait créer cinquante emplois en trois ans. Le plan social, rejeté par les délégués du personnel, prévoit les premiers départs pour fin 1997. Forcé ouvrière, majoritaire dans l'entreprise, a annoncé son intention d'ester en justice pour obtenir l'annulation du plan. Quant à la CGT, elle a lancé un appel à un débrayage d'une heure par jour.

Christophe Dollet

En Allemagne, stabilisation à l'Ouest, fragilité à l'Est

COLOGNE

Eldorado au moment de l'unification allemande, Leipzig et Dresde pourraient devenir de véritables repoussoirs pour les professionnels de l'immobilier. Dans toutes les rues, les immeubles neufs côtoient des façades délabrées, des affichettes signalent aux passants les milliers de mètres carrés vacants. Leipzig bat tous les records : un tiers des surfaces inoccupées ; les loyers les plus bas du pays. Dans l'euphorie de l'unité, la ville a connu un boom immobilier qu'elle n'est pas près, dit-on, de digérer.

Son développement économique, dans la région la plus dynamique des nouveaux Länder, ne suffit pas à combler les rêves des promoteurs.

Exceptionnelle, la situation de Leipzig et de Dresde est révélatrice d'un marché allemand où les effets dopants de l'unification ont bel et bien disparu. Depuis 1996, l'activité de la branche est restée très satisfaisante, mais elle est beaucoup plus contrastée qu'en 1991, année de référence, où les prix d'achat et de location avaient suivi la forte hausse de la demande. A l'époque, les régions de l'ex-RDA commençaient leur processus de « rattrapage », qui a beaucoup profité aux investisseurs ouest-allemands, avant de se ralentir ces derniers temps. Les chantiers de construction se sont multipliés, les avantages fiscaux ont soutenu le secteur, avant de disparaître progressivement.

Le logement tire encore son épingle du jeu. Les prix des maisons individuelles et les loyers, longtemps orientés à la baisse, se ressaisissent après avoir attiré les particuliers. L'immobilier de bureau, lui, reste fragile. Les experts de la Deutsche Bank Research sont formels : en 1996, « aucun tournant n'est survenu, indiquent-ils dans leur dernier rapport annuel. Alors que le marché ouest-allemand se stabi-

lise à un niveau très modeste, les régions de l'ex-RDA pourraient ne pas avoir atteint leur niveau le plus bas ».

Même à l'Ouest, l'évolution est différente selon les villes. Francfort, Munich et Hambourg conservent un certain dynamisme. La capitale de la finance reste la cité la plus chère du pays, avec des loyers au mètre carré de 50 à 60 deutschemarks pour des bureaux de qualité (contre 95 deutschemarks voilà six ans). A Düsseldorf, Stuttgart ou Cologne, la tendance est toujours à la baisse. Les surfaces inoccupées augmentent petit à petit, même si la tendance pourrait s'inverser progressivement. « L'attitude toujours plus prudente des investisseurs laisse supposer que peu de nouveaux projets vont être lancés, ce qui conduira, en 1998, à une baisse des surfaces nouvelles », estime le géant d'une importante société immobilière.

Berlin constitue plus que jamais un cas particulier, à cheval entre l'Est et l'Ouest. Les très nombreux chantiers en cours contribuent à multiplier les équipements immobiliers. Pour une grande capitale européenne, la ville offre des prix abordables dans un marché peu dynamique. Elle traverse une phase délicate sur le plan économique : les entreprises ne s'y précipitent pas, et une bonne partie de la population active est sans emploi. Les perspectives ne sont pourtant pas trop pessimistes, car le démantèlement du gouvernement se rapproche. « Nous prévoyons la création de soixante-dix mille emplois dans les services d'ici à 2001 et l'arrivée de milliers de cadres qui vont relancer le marché local », indique Stefan Mitropoulos, de la Deutsche Bank Research. Il faudra une dizaine d'années, estiment actuellement les observateurs, avant que l'immobilier berlinois ne se normalise.

Philippe Ricard

Les télécommunications japonaises en pleine effervescence

TOKYO

KDD, premier opérateur international japonais, et DDI, premier opérateur longue distance privé, ont annoncé, le 4 août, une offre commune de services à leurs clients à partir d'octobre. Mais ils ont pour l'instant écarté toute possibilité de fusion.

KDD (320 milliards de yens de chiffre d'affaires, soit environ 17 milliards de francs), autorisé récemment à pénétrer le marché national des télécommunications, compte toujours offrir des services longue distance aux particuliers d'ici à avril 1998. De son côté, DDI (670 milliards de yens de chiffre d'affaires, soit 35 milliards de francs) envisage de s'ouvrir à l'international. Pour compliquer les choses, KDD a annoncé le même jour un accord de coopération, plus restreint, avec Telexway, un opérateur longue distance concurrent de DDI et filiale de Toyota.

En plein ébullition, le secteur des

télécoms nippons connaît, selon les analystes, de nombreux mouvements, après la fusion, annoncée en mars, de l'opérateur longue distance Japan Telecom et de l'opérateur international ITJ, à laquelle le ministère des télécoms vient de donner son feu vert. Les règles de la concurrence ont changé du tout au tout : en juin, la DTE a entamé le démantèlement tant attendu de NTT et son accès à l'international. En corollaire, KDD a été autorisé à pénétrer sur le marché domestique. NTT sera réorganisé en trois sociétés à partir d'avril 1999 : l'une fournira des services internationaux et longue distance nationaux, les deux autres couvriront les télécommunications régionales de l'Est et de l'Ouest du Japon.

Face à la nouvelle entité ITJ-Japan Telecom, DDI et KDD pourraient être tentés de former un autre pôle. Fondé en 1984, DDI est devenu le second opérateur nippon derrière

NTT. Une réussite attribuée à la personnalité du président d'honneur, Kazuo Hamada, le fondateur de Kyocera, célèbre pour avoir transformé l'atelier familial en multinationale de l'électronique. DDI occupe aussi une position très solide dans le téléphone mobile, un marché de 30 millions d'appareils au Japon.

La reconstitution du secteur devra compter avec un autre acteur, Toyota, qui contrôle Telexway (opérateur longue distance), IDO (téléphonie mobile) et détient 17 % d'IDC (opérateur automobile) nourrit de grandes ambitions dans les télécommunications (Le Monde du 6 mai). Quant à l'éventuelle participation de NTT et des autres opérateurs nippons à l'une ou l'autre des trois grandes alliances mondiales (AT&T, BT-MCI et Global One), elle reste plus que jamais à l'ordre du jour.

Brice Pedroletti

DÉPÊCHES

■ WESTINGHOUSE : le groupe américain (média, énergie) s'est refusé à confirmer ou à démentir les informations selon lesquelles il négocierait la cession de sa division énergie (centrales classiques et nucléaires) au groupe franco-britannique GEC Alsthom et au français Framatome. Les deux sociétés ont confirmé leur intérêt mais ont démenti toute négociation. Westinghouse, qui contrôle le groupe de communication américain CBS et Thermo King (transports frigorifiques), va regrouper à l'automne ses activités d'énergie, Power Generation et Energy Systems, dans une société distincte, Welco.

■ ALCATEL : le tribunal de grande instance (TGI) de Paris a rejeté en référé les demandes d'annulation du plan social d'Alcatel-CIT. Ce dernier prévoit la suppression de 1 511 emplois dans sept établissements de l'entreprise Alcatel-CIT, dont 400 sur le site de Lannion. La direction d'Alcatel affirme avoir trouvé une solution de reclassement pour 1 434 d'entre eux. Le tribunal a estimé qu'il n'avait pas compétence pour juger de l'opportunité du plan social lui-même.

■ PARIBAS : le groupe bancaire français a signé, mardi 5 août, un protocole d'intention pour la cession de sa filiale néerlandaise Paribas Nederland au groupe bancaire belge Bacob-Arco.

■ BUSINESS OBJECTS : le groupe français, numéro un mondial des logiciels d'aide à la décision intégrés, a annoncé, mardi 5 août, le rachat du distributeur suisse Delphi Software AG, pour renforcer son implantation internationale.

■ MERRILL LYNCH : un tribunal de Singapour a cité à comparaître un ancien consultant financier de la banque d'investissements américaine, Kevin Wallace, quarante-six ans, accusé de blanchiment d'argent à Hongkong, selon le Business Times du mardi 5 août.

■ APRÈS trois séances de repli sensible, la Bourse de Tokyo s'est ressaisie mercredi 6 août. Le Nikkei a regagné 187,62 points, à 19 702,07 points, soit une hausse de 0,96 %.

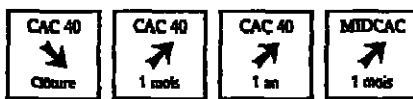
■ L'OR était en baisse à l'ouverture, mercredi 6 août, sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 319,10-50 dollars, contre 323,15-45 dollars la veille à la clôture.

■ LE DOLLAR cotait 119,36-38 yens à Tokyo mercredi 6 août en fin de séance, contre 119,23 à New York mardi soir et 118,55-58 yens à Tokyo, mardi en fin de journée.

■ LE MATIF a continué de plonger, mardi 5 août. Le contrat échéance septembre a abandonné 56 centimes, à 129,20. Il avait perdu 44 centimes lundi et 66 centimes vendredi.

■ LE PRIX du nickel a chuté, mardi 5 août, dans l'attente d'une hausse des fournitures russes de ce métal. Le cours à trois mois a plongé de 80 dollars, à 7 230 dollars la tonne.

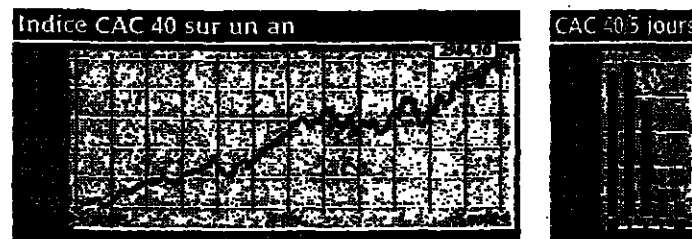
LES PLACES BOURSILIÈRES



Fragile reprise à Paris

LA BOURSE DE PARIS s'inscrivait en légère hausse, mercredi 6 août, profitant d'une reprise technique après trois séances de baisses consécutives. Mais cette reprise était fragile, le marché restant attentif aux tensions sur les marchés obligataires, qui craignent des resserrements monétaires des deux côtés de l'Atlantique. Après avoir ouvert en baisse de 0,08 %, l'indice CAC 40 des valeurs vedettes a renoué avec la hausse après bien des hésitations, progressant de 0,55 %, à 3 000,47 points, vers 12 h 30. Le marché était relativement actif, le montant des transactions s'élevant à 2,4 milliards de francs sur le règlement mensuel, dont 2 milliards de francs sur les valeurs de l'indice CAC 40.

« A court terme, la Bourse de Paris pourrait pénétrer sur ses niveaux actuels sous l'influence des marchés obligataires, qui restent nerveux dans l'attente de connaître les intentions des banques centrales des deux côtés de l'Atlantique », estiment les analystes de EIBF.



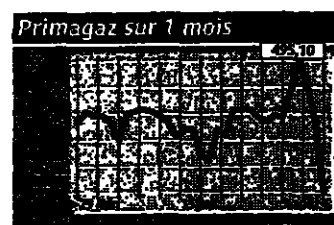
ment les analystes de EIBF. « Mais la tendance de fond de la Bourse parisienne reste haussière puisque les valeurs du CAC 40, toutes des sociétés multinationales, profitent de

l'appréciation du dollar qui accroît leurs revenus », indiquent ces analystes. « La perspective de bons résultats des sociétés françaises dope aussi la Bourse », ajoutent-ils.

Primagaz, valeur du jour

PRIMAGAZ a accusé la plus forte baisse du marché à règlement mensuel, mardi 5 août. L'action a perdu 6,1 %, à 495,10 francs, avec des transactions portant sur 220 000 titres. Primagaz a souffert de l'annonce d'une prévision de recul de 30 % de son résultat courant au premier semestre. Du coup, plusieurs sociétés de Bourse ont revu à la baisse leurs prévisions de bénéfice sur l'année en soulignant l'incertitude qui entoure le projet d'intégration de

Calor Gas dans Primagaz. CCF Elysees Bourse a ramené ses estimations de profit par action à 18,50 francs pour 1997.



Tokyo repart

APRÈS trois séances de baisse, la Bourse de Tokyo a regagné du terrain, mercredi 6 août. Sous l'effet d'achats à bon compte, l'indice Nikkei a gagné 187,62 points pour s'établir à 19 702,07 points en fin de séance, soit une hausse de 0,96 %.

La veille, Wall Street avait terminé en légère baisse, à l'issue d'une séance terminée dominée par des prises de bénéfice. La faiblesse du marché obligataire a continué à faire pression sur la grande Bourse new-yorkaise. L'indice Dow Jones a cédé 10,91 points (0,13 %), à 8 187,54 points. La Bourse électronique, Nasdaq, a fini la séance sur un nouveau record à 1 621,53 points, en hausse de 16 points grâce à la bonne performance des valeurs de la haute technologie.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en forte hausse, les opérateurs espérant un statu quo sur les taux d'intérêt britanniques jeudi. L'indice Footsie a terminé en hausse de 64,9 points, à 4 960,60 points, soit un gain de 1,3 %. Outre-Rhin, le marché francfortois est repassé au-dessus des 4 300 points, en gagnant 0,13 %, à 4 302,68 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 06/08	Var. %
Paris CAC 40	3000,47	+0,55
New York NYSE	8187,54	-0,13
Tokyo Nikkei	19702,07	+0,96
Francfort DAX	4302,68	+0,13
London FTSE	4960,60	+1,3
Madrid IBEX	1446,97	+0,07
Buenos Aires	3018,48	+0,48
Bruxelles C20	2464,68	+0,23
Milan MIB 30	1115	+0,13
Amsterdam AEX	669,30	+0,69
Madrid IBEX	1446,97	+0,07
Stockholm OMX	2576,01	+0,58
Londres FTSE	4960,60	+1,3
Hong Kong Hang Seng	16371,50	+0,68
Singapore Straits	1951,71	+0,61

NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

	06/08	04/08
Alcoa	88,31	87,25
Allied Signal	92	92,37
American Express	62,87	63,18
AT & T	37,99	37,43
Boeing Co	58,37	58,25
Caterpillar Inc.	58,18	58,87
Chevron Corp.	79,68	79,50
Coca-Cola Co	68,31	68,59
Disney Corp.	79,99	80,99
Du Pont Nemours & Co	68,12	67,06
Eastman Kodak Co	67,68	68,18
Exxon Corp.	65,68	64
Gen. Motors Corp.	68,12	67,68
J.P. Morgan Co	67,98	67,98
Johnson & Johnson	113,31	114
McDonalds Corp.	52,31	52,99
Merck & Co. Inc.	109,25	109,99
Minnesota Mining & Mfg.	95,25	95,18
Philip Morris	44	44,68
Pfizer & Gamble Co	148,06	148,97
Sears Roebuck & Co	64,31	64,37
Travelers	69,50	69,75
Union Carb.	55,81	55,50
Unit Technol.	84,05	84,68
Wal-Mart Stores	37,56	37,87

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 06/08	Var. %
HAUSSES, 12h30		
Elfage	585	+0,29
Total	630	+0,28
DMC (Dollars US)	108	+18,72
Schneider (NY)	466,80	+16,58
Christian Dior	880	+17,08
Plastic Omnium (LY)	514	+22,58
B.N.P.	280,50	+40,48
Oléop	76,95	+5,95
BF Aquitaine	686	+5,24
BAISSES, 12h30		
Grasset	317	+16,54
Isolux IndADP	1520	+16,92
Chorus	748	+1,70
Europe 1	1382	+23,31
Bull	65,70	+99,37
Chapman	300	+38,18
SITA	181	+16,58
Havas	398,30	+3,40
Parrot	400	+13,35
S&S Imaging	120	+16,49

VALEURS LES PLUS ACTIVES

	06/08	04/08
SEANCE, 12h30		
échange	28167	28205,28
BF Aquitaine	28167	28205,28
Carrefour	4614	18962,02
Alcatel Alsthom	19280	16178,38
Société Générale	11678	49167,18
C.C.F.	29877	91891,44
Saint-Gobain	26140	73811,17
Paribas	16980	73841,17
L'Oréal	31129	74829,14
Axa	16286	73802,00

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 06/08	Var. %
HAUSSES, 12h30		
Orange	121,80	+11,80
Cellular	199,80	+58,84
Develco	607	+26,66
Cable Industries	186	—
BO Leasing	116	—
BAISSES, 12h30		
B.M.P.	85,05	+30,84
Socomat-Recolec	206,50	+38,44
Expan sa	53	+2,13
Sofis	178	+1,12
L.D.C.	1143	+20,95

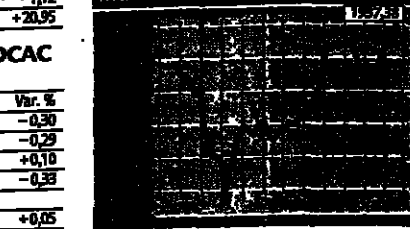
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 06/08	Var. %
Ind. SBF 120	20612	+0,30
Ind. SBF 250	19560	+0,29
Ind. Second Marché	19738	+0,10
Ind. MIDCAC	164629	+0,33

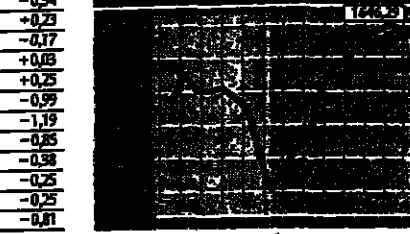
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



LES TAUX



Stabilité du Matif

LE MARCHÉ obligataire français a ouvert sur une note stable, mercredi 6 août. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 4 centimes, à 129,06 points. La veille, il avait abandonné 56 centimes. Mardi, sur le marché obligataire américain, le rendement sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, s'est établi à 6,49 %, contre 6,47 % lundi soir. Le marché était

tendu en raison du début du programme de refinancement trimestriel du gouvernement américain. Le département du Trésor a vendu pour 16 milliards de dollars en bons à trois ans, au taux moyen de 6,041 %, le plus bas niveau depuis le 11 février. Il poursuivra ses adjudications trimestrielles avec la vente mercredi de 12 milliards en bons à dix ans et jeudi de 10 milliards en bons à trente ans. Ces derniers ne sont offerts que deux fois par an.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
1 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
3 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
6 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
1 an	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
PIBOR FRANCS				
Pibor Franc 1 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
Pibor Franc 3 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
Pibor Franc 6 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
Pibor Franc 9 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
Pibor Franc 12 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
PIBOR EURO				
Pibor Ecu 3 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
Pibor Ecu 6 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855
Pibor Ecu 12 mois	3,1855	3,1855	3,1855	3,1855

MATIF

	échéance 05/08	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
Sept. 97	186181	125,20	129,06	129,14	128,90	129,14
Déc. 97	2634	96,36	96,84	96,88	96,84	96,84
Mars 98	2	96,36	96,84	96,88	96,84	96,84

PIBOR 3 MOIS

	Sept. 97	Oct. 97	Nov. 97	Déc. 97	Jan. 98	Fév. 98	Mars 98	Avril 98	Mai 98	Juin 98	Juin 98
PIBOR 3 MOIS	34356	34356	34356	34356	34356	34356	34356	34356	34356	34356	34356
Sept. 97	30445	30445	30445	30445	30445	30445	30445	30445	30445	30445	30445
Déc. 97	12005	12005	12005	12005	12005	12005	12005	12005	12005	12005	12005
Jan. 98	8885	8885	8885	8885	8885	8885	8885	8885	8885	8885	8885

ECU LONG TERME

	Sept. 97	Oct. 97	Nov. 97	Déc. 97	Jan. 98	Fév. 98	Mars 98	Avril 98	Mai 98	Juin 98	Juin 98
ECU LONG TERME	1342	1342	1342	1342	1342	1342	1342	1342	1342	1342	1342
Sept. 97	12670	12670	12670	12670	12670	12670	12670	12670	12670	12670	12670
Sept. 97	680	680	680	680	680	680	680	680	680	680	680
Déc. 97	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Mars 98	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	échéance 05/08	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Aug. 97	12670	2888	303	303,00	302	303
Sept. 97	680	304	304,00	304	303	304
Déc. 97	1	303	303,00	303	303	303
Mars 98	—	—	—	—	—	—

LES MONNAIES



Fermeté du dollar

LE DOLLAR faisait une nouvelle fois preuve d'une grande fermeté, mercredi 6 août, à Paris. La devise américaine s'échangeait à 6,315 francs et 1,8810 deutschemark au cours des premières transactions interbancaires, contre respectivement 6,3444 francs et 1,8807 deutschemark lors des échanges entre banques de mardi soir. Quelques heures plus tôt, à Tokyo, le billet vert s'est replié contre le yen, en partie sous l'effet des propos d'un conseiller

économique de l'ambassade des États-Unis à Tokyo, Lawrence Greenwood, qui a évoqué de possibles tensions commerciales entre le Japon et les États-Unis en raison de l'accroissement de l'excédent commercial japonais. Le dollar a terminé à 119,10 yens après un plus haut à 119,59 yens. Le repli a été limité après l'intervention du vice-ministre japonais des finances, qui a déclaré que la politique de faible taux avait toujours des effets positifs sur l'économie.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 06/08	% 04/08
Allemagne (100 dm)	357,6800	—
Ecu	6,6665	—
Euro (100 F)	16,3535	—
Belgique (100 F)	299,7800	—
Italie (1000 L)	9,4510	—
Danemark (100 kr)	86,6100	—
Irlande (100 Irp)	9,0785	—
Gde-Bretagne (1 L)	10,3340	—
Grèce (100 drach)	2,1635	—
Suède (100 kr)	76,6600	—
Suisse (100 F)	413,6300	—
Norvège (100 kr)	81,6300	—
Autriche (100 sch)	47,9670	—
Espagne (100 pes.)	3,9935	—
Portugal (100 esc.)	3,3330	—
Japon (100 yens)	5,5547	—
Finlande (mark)	115,5200	—

PARITÉS DU DOLLAR

	06/08	04/08	Var. %
FRANCOFONIE: US/DM	1,6792	1,6792	+0,75
TOKYO: US/Yens	119,2800	119,2800	+0,75

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	comptant	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar États-Unis	6,3057	—	—	6,2885	—
Yen (100)	5,9187	—	—	5,9044	—
Deutschemark	3,5748	—	—	3,5748	—
Franc Suisse	4,1248	—	—	4,1155	—
Libre Ital. (1000)	3,4422	—	—	3,4620	—
Libre sterling	10,2757	—	—	10,2582	—
Peseta (100)	3,9957	—	—	4,0009	—
Franc Belge (100)	16,344	—	—	16,343	—

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,32	—	3,30
Eurodollar	5,56	—	5,75
Eurolivre	6,88	—	7,20
Eurodeutschemark	3,09	—	3,32

L'OR

	cours 06/08	cours 04/08
Or fin (1/2 barre)	65400	65400
Or fin (en lingot)	65390	65600
Once d'Or Londres	323,55	—
Pièce Suisse (20)	376	378
Pièce Union lat200	374	377
Pièce 20 dollars us	2300	2400
Pièce 10 dollars us	1225	1380
Pièce 50 pesos mex.	2430	2465

LE PÉTROLE

En dollars	cours 06/08	cours 05/08
Brent (Londres)	19,45	19,54
WTI (New York)	20,42	20,70
Light Sweet Crude	20,70	20,70

+0,51 %
CAC 40 :
2999,27

VALEURS	Cm
---------	----

[illegible]

MERCREDI 6 AOÛT

25	25
9,60	9,60
53,50	53,50
621	627
189,50	193,30
630	639
150	152,50
3890	3890

Ly = Lyon; M = Marseille; es.

cotation - sans indication
détaché; ● droit détaché;
andé; † offre réduite;
contrat d'animation.

VAL FLIPS

12,15	7,95
111	89,95
1056	1056
130,20	130,20

Ly = Lyon; M = Marseille;
 S.

notation - sans indication
 précédent; ■ coupon
 détaché; o = offert;
 e réduite; † demande
 notation.

VALEURS	Émission
---------	----------

2345,22	259,50
GÉNÉRALE	
PLACEMENT	
38039,19	38039,19
31015,08	31015,08
1073,80	1063,17
1076,77	1063,11
1064,49	1053,95
411,47	411,86
571,27	570,80
9296,61	9294,54
7728,47	7651,99
770,71	755,50
2140,57	2090,40
2043,25	2039,19
1983,65	1944,75
1813,15	1777,60
314,19	371,08
2877,87	2816,54
placements	
1696,33	1731,09
1699,09	1682,27
216,12	211,88
<hr/>	
président.	

NATURE	Cours	Dernier
--------	-------	---------

précéd.	cours
745	745
12,15	8,95
111	89,95
1056	1056
130,20	130,20

Ly = Lyon; M = Marseille;
S.

cotation - sans indication
précédent; ■ coupon
détaché; o = offert;
r = réduction; † demande
nominale.

MALEURS	COURS
---------	-------

COURS

745
89,95
89,95
1056
130,20

■ = Marseille;
□ = indication
■ = coupon
O = offert;
↓ = demande

Cred.Mut.Ep.Cour.T	923.13	923.13
Cred.Mut.Ep.Ind.C	152.04	147.99

2345,22	259,50
GÉNÉRALE	
PLACEMENT	
38039,19	38039,19
31015,08	31015,08
1073,80	1063,17
1076,77	1063,11
1064,49	1053,95
411,47	411,86
571,27	570,80
9296,61	9294,54
7728,47	7651,99
770,71	755,50
2140,57	2090,40
2043,25	2039,19
1983,65	1944,75
1813,15	1777,60
314,19	371,08
2877,87	2816,54
placements	
1696,33	1731,09
1699,09	1682,27
216,12	211,88
<hr/>	
président.	

Integrade D PEA	218.44	213.17
Coste Gestion C	14899.91	14899.91
Costes Trimestr. D	5303.03	5291.52

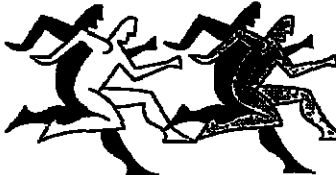
police D	2365,22	2559,92
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
electronique C	38009,19	38009,19
electronique D	39019,08	39019,08
ence 1 D	1064,77	1064,77
ence 2 D	1076,97	1076,97
ence 3 D	1094,49	1094,49
electronique C	411,47	411,06
electronique D	471,22	470,00
gement C/D	9296,61	9290,56
erale C	7728,47	7651,95
ntervention France D	770,71	755,69
France optort. C	2140,37	2090,40
France optort. D	2043,25	2004,29
gement D	1983,65	1904,25
gement D	1813,15	1777,68
gement D	314,19	317,08
gement C	2672,87	2614,54
fonds communs de placements		
ement D	1639,13	1631,09
ement D	1699,09	1682,27
gement Tempo D	216,12	217,88

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 7 AOÛT 1997

ATHÈNES 97 (de nos envoyés spéciaux.) L'Américain Michael Johnson a gagné, mardi 5 août, son septième titre de champion du monde grâce à sa victoire sur 400 m

(44 s 12). Le voici désormais à une victoire du record de Carl Lewis. Un palmarès qui fait rêver le sauteur en longueur cubain Ivan Pedroso, vainqueur du concours avec un bond de



8,42 m, mais très déçu de n'avoir pas pu battre le record du monde de l'Américain Mike Powell (8,95 m). Une collection que la jeune Suissesse Anita Weyermann, troisième d'un

1 500 m mouvementé, aimerait entamer bientôt. Des titres que Marie-José Pérec, qui devait disputer les quarts de finale du 200 m, mercredi 6 août, aimerait accumuler.

En professionnel, Michael Johnson répond présent

En s'imposant dans le 400 m, mardi 5 août, l'Américain a conquis son septième titre de champion du monde. Sa victoire justifie a posteriori l'invitation que lui avait adressée la Fédération internationale (IAAF) après son forfait pour blessure lors des sélections américaines

ON LE CONVIE. Il gagne. La chronique mondaine de l'athlétisme retiendra que Michael Johnson fut un invité poli, et un héros très discret. Mardi 5 août, sur la piste du stade olympique, il s'est gardé de toute mauvaise manière. Il a vaincu presque en silence, comme pour faire oublier le caractère exceptionnel de sa présence. Un 400 m de plus, et puis s'en va, sur la pointe de ses souliers bleu et or, insignes d'une nouvelle distinction. Michael Johnson appartient désormais à la catégorie unique, et donc très chic, des champions du monde sur invitation.

Sans le bristol de dernière minute de Primo Nebiolo, le président de la Fédération internationale (IAAF), certain d'une bonne affaire, le héros d'Atlanta n'aurait pu venir en Grèce. Il serait resté chez lui, à Waco, au Texas, perdu dans les regrets d'une saison à demi manquée. Et voilà qu'un croc en jambes au règlement lui redonne sa chance. Il lui offre un banco inespéré sous la forme d'un unique tour de piste pour se racheter. Il s'en est emparé, et est devenu, toujours sans faire d'esclandre, l'un des athlètes les plus titrés de l'ère moderne.

Sa course fut tranquille. Habitue

aux départs fracassants, et aux virages coup de poignard, il a pour une fois pris le temps de regarder courir les autres. Au point de semer le doute, de faire naître l'espoir. Et si ce Michael Johnson, relevant de blessure et de défaite, n'était pas vraiment Michael Johnson ? S'il n'était qu'un vilain fantôme ayant perdu l'usage de ses étranges foulées, défi aux canons antiques de la course ?

UN DÉPART PRUDENT

Le mirage a duré un peu plus de 250 m, comme s'il mimait un sprinter en détresse. Après sa victoire (44 s 12), il reconnaît que c'était affaire de tactique. Il ne voulait pas partir trop vite, s'épuiser en une quête impossible de record. Il se réservait pour la dernière courbe, l'ultime ligne droite, qui lui crierait aux oreilles que seule la victoire est belle.

Un spectateur avait compris. Lors du traditionnel tour d'honneur, il tendit à « M. J. » un maillot de Superman. Michael Johnson n'a pas grand-chose d'un héros de bande dessinée, et le clin d'œil était appuyé. Son palmarès en remonte aux plus forts. Superman de la course à pied. Superman du sprint

long, il dédient désormais entre le 200 m, le 400 m et les relais, sept titres de champion du monde depuis 1991. Les trophées s'amoncellent, il se rapproche d'une foule assurée du record de Carl Lewis, huit fois vainqueur dans un Mondial.

Un millionnaire des pistes

La cote de Michael Johnson va-t-elle encore monter ? Le champion du monde est déjà l'un des athlètes les plus riches. Son premier titre majeur, sur 200 m, date de 1991. Il a aujourd'hui un contrat de six ans avec une marque de chaussures, pour un montant total de 12 millions de dollars (environ 73 millions de francs). Ses gains, pendant la saison, sont confortables. Le 1^{er} juin, malgré sa blessure pendant la course, le duel sur 150 m contre le Canadien Donovan Bailey lui a rapporté 500 000 dollars. Sa présence dans une réunion coûte 75 000 dollars aux organisateurs. Mercredi 13 août, il devrait disputer le 400 m du meeting de Zurich, en Suisse, l'un des mieux dotés de l'année.

Michael Johnson n'a jamais caché son désir d'être le plus grand, de marquer à jamais les annales de son sport, pour ne pas être oublié un lendemain de retraite, tel un simple passager de la piste. La perspective de se hisser jusqu'à Lewis, dès dimanche en cas de succès dans le relais 4x400 m, le laisse pour-

tant indifférent. « Bien sûr, ce serait quelque chose de bien pour ma carrière, reconnaît le Texan. Mais, je pense disputer d'autres championnats du monde. »

« M. J. », le surnom qu'il préfère, ne ressemble pas plus au roi Carl qu'à un véritable Superman. Seules

les statistiques rapprochent les deux athlètes. Il serait même une sorte d'anti-Lewis, au physique comme au moral. L'autre était élancé, bavard à l'extrême, d'un romantisme de midinette parisien. Et homme de show, jusque dans ses attitudes de star de cinéma sans cesse en représentation. Sur la

piste, il avait le style, l'aisance d'un talent rare et naturel que les entraîneurs du monde entier égalaient en modèle. Lui ne ressemble à personne. Il est court, ramassé sur lui-même, timide, presque secret, inimitable. La parole ne lui est venue qu'avec la célébrité. Il n'a jamais eu de scrupule à dégommer ses courses de lyrisme. Peu importent les mots, seul le résultat compte, et l'argent qu'il rapporte. Il ne fera pas la fine bouche sur les 60 000 dollars (près de 370 000 francs) qui récompensent un vainqueur à Athènes. Le premier, il a ouvertement décrit l'athlétisme comme « un métier ». En 1995, il déclarait tout crûment à l'Equipe-Magazine : « Je me sens privilégié d'exercer une profession que j'adore, et qui me procure beaucoup d'argent. Mais, si dans l'athlétisme il n'y avait rien à gagner, j'en

serais désolé, mais je devrais faire autre chose. » Les dollars affluent. Le champion du monde et champion olympique fait donc son métier avec le plus grand sérieux.

PRÉPARATION DANS LE SECRÉT

L'anecdote est édifiante. Il y a un mois à peine, on le disait victime de l'habituel syndrome des héros olympiques. L'année qui suit leur triomphe s'écoule en un déclin provisoire. Les exemples célèbres ne manquent pas. « M. J. » relevait de blessure. Il s'était incliné à Paris sur 400 m pour la première fois depuis huit ans. Il avait raté les sélections américaines. On ne voyait plus le vieil écumeur de réunions. Il s'était repêlé sur son coin de Texas, et déserterait la compagnie de ses rivaux. Mardi 5 août, Michael Johnson a révélé les dessous du mystère. Cette période sombre, il l'a passée à se préparer avec Clyde Hart, son vieil entraîneur. Il s'est accroché, battu, pour retrouver la forme. « Si je n'étais pas parti à 100 %, je ne serais pas venu », dit-il aujourd'hui. Michael Johnson était donc au mieux. Il n'y avait que lui qui le croyait. Tant pis pour les autres.

Pascal Ceaux

Anita Weyermann bouscule les anciennes

ANITA WEYERMANN est une effrontée. Pour sa première finale de championnat du monde sur 1 500 m, à dix-neuf ans seulement, elle s'est offert une médaille de bronze grâce à un sacré culot. Au diable la règle tacite selon laquelle les jeunes du peloton doivent se sacrifier en imprimant le rythme d'une course tactique qui finit toujours par les dépasser. A ses jolis yeux verts, la breloque qu'elle a remportée, mardi 5 août, avait valeur de victoire.

« Jamais nous n'avons eu un tel phénomène, dit un entraîneur suisse. Sur la piste, Anita est prête à mourir. » Deux coaches successifs ont déjà jeté l'éponge. Leurs programmes d'entraînement lui semblaient trop légers. La jeune Bernoise est retournée dans le giron de Fritz, père et chaperon, ingénieur dans le génie civil. En stage avec l'équipe nationale, elle redemande des séances d'entraînement.

Plus matinale que les autres, elle fait un footing supplémentaire de quarante-cinq minutes. A l'heure du déjeuner, elle nage, avale des kilomètres à rollers, s'assoie le bus pour rentrer du stade en courant. Elle s'est classée quatorzième du 5 000 m des Jeux olympiques d'Atlanta (1996).

« Ma fille est un peu spéciale, dit fièrement Fritz Weyermann, pas tout à fait normale, dans le sens où elle pratique différents sports sérieusement. » Anita suit un programme scolaire aménagé dans un lycée privé.

En 1994, elle excellait encore au slalom géant en équipe nationale juniors suisse. A l'été, un titre de championne du monde juniors du 3 000 m l'a forcée à choisir. Son père s'en réjouit : « Son corps est fait pour l'athlétisme. »

Petite, sèche mais musclée, Anita Weyermann s'est taillé, mardi 5 août, une belle réputation de teigneuse. Elle a écarté sans vergogne l'Américaine Regina Jacobs (2^e) et l'Irlandaise Sonia O'Sullivan (8^e) qui la gênaient à 250 mètres du but. Son audace a failli payer. Mais dans le virage les anciennes ont fait bloc pour la museler. Anita a alors produit un effort surhumain, couronné par une chute sur la ligne d'arrivée. Sur le dos, les bras en croix, elle semblait mûre pour l'évacuation sanitaire. Et puis elle s'est relevée pour aller papillonner d'interview en interview.

Drapée dans la dignité de ses trente-deux ans, Regina Jacobs l'a qualifiée de « bête fauve antisportive ». La rumeur d'une réclamation de la Fédération Irlandaise a couru. Sans suite. Comblée par sa victoire, la Portugaise Carla Sacramento, âgée de vingt-cinq ans, pardonnait. Pour Anita, tout était clair. Elle avait esquivé le « bizutage » en se plaçant d'entrée en queue de peloton. On l'a crue timorée. Elle a simplement piégé les vieilles baronnes de la piste à leur propre jeu.

P. Jo.

Ivan Pedroso rate le banco à 100 000 dollars

Longueur messieurs. Pas de record pour l'athlète cubain

LA TACTIQUE d'Ivan Pedroso - il voulait gagner le titre mondial de saut en longueur et réussir le premier vol humain au-delà des 9 m - était simple : mettre KO ses onze adversaires de la finale puis se consacrer à un nouveau record mondial. Hélas, mardi 5 août n'était pas un bon jour ! La première partie du plan fut exécutée tambour battant, mais la seconde fit long feu. Il passa 8,42 m au premier essai et mordit les quatre suivants, dont deux sûrement supérieurs au record. Du travail à moitié fini qui faillit lui coûter cher : le dernier essai de l'Américain Erick Walder fut mesuré à 8,38 m, soit à cinq centimètres de la raie des espoirs du Cubain.

Ivan Pedroso n'emportera pas d'Athènes que des regrets. Il a gagné les 60 000 dollars attachés à la conquête d'un titre mondial (environ 370 000 francs). En revanche, il n'est pas certain qu'il ait une autre occasion de ramasser le super-banco, ces 100 000 dollars (près de 620 000 francs) promis à l'auteur d'un record du monde établi pendant les championnats. Il disposait de conditions idéales pour accomplir son exploit. Il n'a pas pu en profiter. Pareille occasion ne se rate pas si on a un tant soit peu de chance. Et, précisément, Ivan Pedroso n'en a pas eu beaucoup jus-

qu'à présent, ou du moins le croit-il. La série noire a commencé selon lui à Sestrières en 1995. La station italienne (2 200 m d'altitude) est l'endroit idéal pour battre des records. Cette année-là, les conditions ne sont pas bonnes. La piste d'élan est engloutie par le brouillard. Ivan Pedroso s'extirpe tout à coup de la brume et semble ne plus devoir toucher le sol. 8,96 m : le record du monde de l'Américain Mike Powell est battu d'un centimètre. L'anémomètre indique que la vitesse maximale de vent autorisée n'a pas été dépassée. Le record est donc apparemment valide.

PRESSE DE GAGNER

Ivan Pedroso quitte l'Italie avec la Ferrari récompensant ici cette performance. Pourtant elle ne sera pas homologuée. En examinant attentivement les images télévisées, on distinguera un juge qui aurait pu être placé devant l'anémomètre et fausser la mesure. Le Cubain n'aura pas à rendre la belle voiture rouge (il la revendit pour s'acheter un appartement à La Havane) mais il n'aura pas l'honneur du livre des records.

Pour son entraîneur, le vieux Milan Matos, ce n'est que partie remise. Moins rapide que Carl Lewis (record personnel 8,91 m), moins puissant que Mike Powell (record personnel et du monde 8,95 m),

Ivan Pedroso compense par une morosité lumineuse. La correction d'un défaut technique pendant le vol (un bras droit mal coordonné) peut lui permettre de gagner plusieurs dizaines de centimètres. Le temps et le travail devraient tout arranger. Le garçon ne rechigne pas à l'entraînement, mais il est pressé.

Ivan Pedroso devient donc champion du monde en 1995 quelques semaines après sa mésaventure de Sestrières. Cette fois il emporte une Mercedes avec le titre. Le record, lui, se dérobe encore. Trois mois avant les Jeux d'Atlanta (1996), dont il est le super-favori, il se claque une cuisse. Les chirurgiens cubains raflent. Cela tient, mais cela ne permet pas d'aller très loin. Ivan Pedroso se classe bon dernier d'un concours qui voit la résurrection de Carl Lewis.

Il retrouve sa forme de 1995 au cours de l'hiver. La quête du record va alors devenir obsessionnelle. Aux championnats du monde en salle de Paris, comme à Athènes cet été, il se fait mal pour décrocher cette lune. Il n'a vraiment plus besoin que d'un jour de chance pour y parvenir. Mais Ivan Pedroso, prototype d'être humain aux qualités physiques inouïes, n'est peut-être pas un petit veinard.

Alain Giraud



Ivan Pedroso, le ciel sans partage

IVAN PEDROSO a confirmé sa suprématie au saut en longueur en devenant champion du monde pour la deuxième fois consécutive. Il devance de quatre centimètres l'Américain Erick Walder. Ivan Pedroso s'est contenté d'assurer un premier saut de qualité, à 8,42 m,

avant de concourir contre le record du monde de Mike Powell (8,95 m). Sans succès. Mais le champion du monde 1995 revient sur la plus haute marche du podium après une grave blessure à la cuisse qui avait gâché ses Jeux olympiques d'Atlanta (1996). Carl Lewis retraité, Mike Powell hors course, le sauteur de La Havane n'a pas actuellement de concurrent à sa hauteur.

Jeudi 10 1997



1 500 m femmes

MÉDAILLE de bronze des championnats du monde 1995, la Portugaise Carla Sacramento a conquis le titre mondial en 4 min 04 s 24. La coureuse la plus rapide de la saison, la Britannique Kelly Holmes (3 min 58 s 07) et la championne olympique russe, Svetlana Masterkova, toutes deux blessées, avaient été éliminées. L'Américaine Regina Jacobs a pris la deuxième place (4 min 04 s 63) et la Suissesse Anita Weyermann la troisième (4 min 04 s 70).

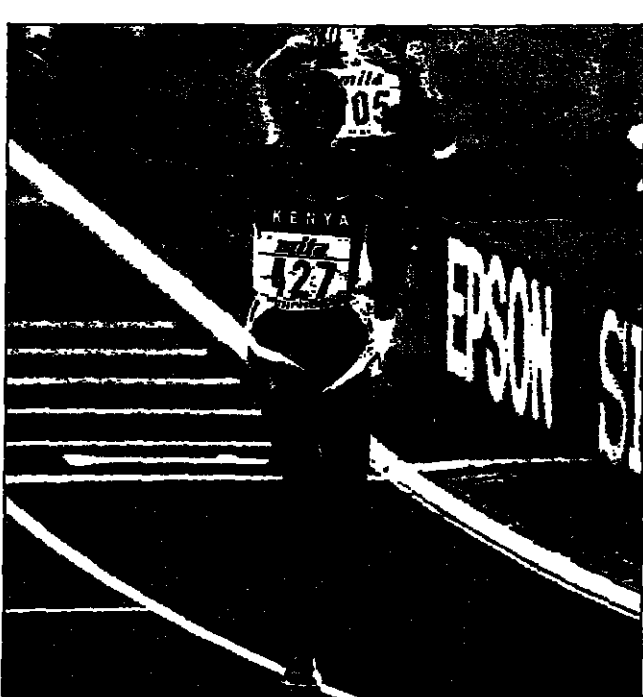
Javelot messieurs

INCAPABLE de dépasser 82,04 m, le Tchèque Jan Zeleny, détenteur du record du monde (98,48 m), deux fois champion du monde (1993 et 1995) et champion olympique (1992 et 1996), s'est classé neuvième d'un concours remporté par le Sud-Africain Marius Corbett (88,40 m). Le Britannique Steve Backley, médaille d'argent à Atlanta, est encore deuxième (86,80 m). Le Grec Konstantinos Gatzoudis est troisième (86,64 m).



400 m messieurs

RECALÉ aux sélections américaines mais invité à défendre son titre par la Fédération internationale, Michael Johnson, qui, à Atlanta, avait réussi le doublé 200 m-400 m avec un record du monde à la clé sur la plus courte des deux distances, est parvenu à s'imposer en finale après avoir failli être éliminé en qualifications. Avec un temps - honorable sans plus - de 44 s 12, il a précédé l'Ougandais Davis Kamoga, vingt et un ans, médaille de bronze aux JO de 1996 (44 s 37) et son compatriote Tyree Washington, vingt et un ans, jusqu'aux



10 000 m dames

EN CINQ championnats du monde avant ceux d'Athènes, les coureuses kenyennes ont remporté douze médailles d'or. Mais aucune de leurs compatriotes n'avait réussi à monter sur la plus haute marche d'un podium. Lucane désormais comblée avec Sally Bensusan, dix-neuf ans, qui a établi un nouveau record mondial juniors (31 min 32 s 92). Elle a précédé la Portugaise tenante du titre, Fernanda Ribeiro, vingt-huit ans, championne olympique 1996 (31 min 39 s 15) et la Japonaise Masako Chiba, vingt et un ans (31 min 41 s 93).



Longueur messieurs

AVEC UN BOND de 8,42 m à son premier essai (il n'en réussira qu'un autre, le sixième, mesuré à 7,60 m), le Cubain Ivan Pedroso, vingt-quatre ans, qui, blessé, s'était classé douzième à Atlanta, a conservé le titre mondial conquis en 1995. Il a battu l'Américain Erick Walder, vingt-six ans, quatrième des championnats du monde 1993, qui a réussi 8,38 m à son dernier essai. Le troisième est le Russe Kirill Sosunov, vingt et un ans, qui a franchi 8,18 m.

TECHNIQUE

Poids lourd et petit poids

EN LANÇANT le poids à 21,47 m, samedi 2 août à Athènes, l'Ukrainien Aleksandr Bagash est devenu champion du monde de la discipline. Le titre féminin sera vraisemblablement attribué pour un jet comparable, autour des 21 m, dans un concours dont la favorite est l'Allemande Astrid Kumberuss, championne du monde en titre et championne olympique 1996. Dans les deux cas, la performance aura été ou sera sensiblement inférieure aux records du monde. Celui des hommes appartient à l'Américain Randy Barnes avec 23,12 m depuis 1990 et celui des femmes est détenu par la Russe Natalya Lisovskaya avec 22,63 m depuis 1987. Cet écart d'un bon mètre cinquante s'explique par le renforcement des contrôles antidopage dans les compétitions internationales officielles.

Si hommes et femmes - tous à la robuste stature et qui pratiquent indifféremment le lancer en rotation façon discobole ou le jet classique avec sursaut et extension - ont des performances comparables, cela tient essentiellement à la différence entre les masses qui sont projetées. Les hommes lancent un boulet de 7,265 à 7,285 kg, le poids étant de 4,005 à 4,025 kg pour les femmes. Pour les premiers le diamètre de l'engin varie entre 110 et 130 mm, pour les secondes entre 95 et 110 mm.

Pour le reste, les règles sont identiques pour les deux sexes. Le poids doit être dans un métal qui ne saurait être plus tendre que le cuivre. Il doit être de forme sphérique, de surface polie sans aucun revêtement de cuir ou de toute autre matière sur le métal. Pour projeter le poids, les athlètes ne peuvent utiliser qu'une main dont les doigts ne doivent pas être liés ou passés dans un gant. L'usage d'un pansement sur la main n'est autorisé que pour recouvrir une plaie ouverte. Le port de la ceinture est recommandé en raison des efforts supportés par le bas du dos.

Pour éviter que le boulet ne leur glisse entre les doigts, les lanceurs peuvent s'enduire les mains et la base du cou d'une substance analogue au talc. Enfin, un jet n'est valable que si aucune partie du corps de l'athlète ne touche le sol en dehors du cercle de lancer - fait de bandes de fer, d'acier, ou de quelque autre matériau approprié - une fois le poids catapulté. L'engin lui-même devant retomber dans la zone de chute, elle, sera en caoutchouc, en herbe, ou dans un matériau sur lequel le poids peut laisser une empreinte.

A. G.

★ La finale du lancer du poids femmes aura lieu jeudi 7 août.

Gilles Quénehervé, dix ans après

Les « galères » n'ont pas découragé l'ancien vice-champion du monde du 200 m

POUR UN PEU, on croirait à une plaisanterie. Sur la liste des engagements masculins sur 200 m, à côté des noms de Christophe Cheval et Thierry Lubin, apparaît celui de Gilles Quénehervé. La France a ressorti sa grande star du sprint. Un « vétéran » de trente et un ans. Le seul vice-champion du monde de la spécialité qu'elle ait jamais eu. En 1987, à Rome, Gilles Quénehervé avait stupéfié. S'étomant lui-même d'être en tête, il avait ralenti et jeté un coup d'oeil de droite et de gauche en fin de course, à la recherche de ses adversaires. Son incrédulité avait offert la victoire à l'Américain Calvin Smith, dans un temps identique au sien : 20 s 16. Un record de France qui tient toujours. Cette gloire a été suivie d'une traversée du désert de dix années pour raisons de santé. Autant dire un siècle dans le domaine du sprint mondial. « Je suis tombé si bas que j'ai même évolué au niveau régional », dit Gilles Quénehervé. A force de réflexion et de patience, il semble avoir vaincu tous ses maux. D'abord, les amibes contractées au Mexique en 1988, dont il a mis quatre ans à se débarrasser. Elles lui ont fait manquer les Jeux olympiques de Séoul (quatrième). Son organisme est resté vulnérable. Pendant plusieurs années, ses analyses de sang révélaient une forme d'infection. Gilles Quénehervé a fait appel à des spécialistes en bactériologie ou en médecine tropicale. Rien n'y a fait. L'an dernier, par hasard, on a fini par comprendre qu'il souffrait « d'une forme de tuberculose non pulmonaire ».

Malgré la fatigue extrême, Gilles Quénehervé s'est accroché à l'entraînement. Son corps affaibli lui a laissé quelques instants de répit. Assez pour le hisser en quarts de finale aux Jeux de Barcelone (1992). Soigné à fortes doses d'antibiotiques jusqu'en mars, il est venu à Athènes « enfin en pleine possession de [ses] moyens ». Sans autre ambition que d'améliorer sa meilleure performance de la saison : 20 s 79. Assez loin de sa performance de Rome, il souhaite tout de même « boucler la boucle, retrouver ce niveau ».

11 SECONDES SUR 100 MÈTRES AU RAC

L'athlétisme lui est venu comme un don du ciel. Il lui a donné une foi qui lui suffit pour poursuivre sans véritable raison. « Je sais que je ne ferai pas grand-chose ici mais je suis guidé, dit-il. Et quand il sera temps d'arrêter l'athlétisme, je le saurai. » Lors de sa première compétition, sans qu'il se l'explique encore aujourd'hui, Gilles Quénehervé s'est senti. Sans qu'on le lui ait inculqué, il s'est mis à prioriser et à étudier la Bible. Il est vrai que sa carrière de sprinteur - si décousue qu'elle ait été jusqu'ici - tient du miracle. La performance à Rome du sociétaire du Racing Club de France (RCF), pratiquement inconnu alors, avait lancé les journalistes dans une quête d'éléments biographiques. Ils en ont eu pour leur argent.

A l'époque âgé de vingt et un ans, Gilles Quénehervé, un Breton de Douarnenez (Finistère), natif du 14^e arrondissement de Paris, avait découvert l'athlétisme trois ans plus tôt lors des

épreuves du baccalauréat. Le lycée Paul-Bert, près de la gare Montparnasse, où il a suivi ses études secondaires, n'avait pas de piste. Sans entraînement, en baskets, il a couru le 100 m obligatoire en 11 s au stade de la porte d'Orléans. « Le 1 000 m m'avait paru trop long lorsqu'on nous a fait choisir les épreuves », plaisante-t-il. Croyant à une erreur de chronométrage, le jury l'avait renvoyé au départ. De bonne grâce, il avait recommencé. Dans le même temps.

Lycéen, il était fondé de foot et pratiquait assidûment la course cycliste. Un des profs de gym du jury, persuasif, l'a tout de même convaincu de prendre une licence d'athlétisme. Il a choisi le RCF, où son père avait un ami ancien sprinter et où professait Jacky Deprez, entraîneur national.

Avec ses premières pointes, sur la piste de Colombes, il a réalisé 10 s 9. La vitesse était là mais tout restait à apprendre : l'utilisation du starting-block, le placement du corps. Le cyclisme ne lui avait pas donné une musculature pour la course à pied. On y a remédié grâce à la musculation. Quelques mois plus tard, il devient champion de France juniors du 100 m et du 200 m. On connaît la suite. Gilles Quénehervé a traversé tant de mauvaises passes depuis Rome qu'on s'était pris à espérer que tout puisse recommencer aussi bien qu'il y a dix ans. Mercredi 6 août, Gilles Quénehervé a été éliminé au premier tour, en 20 s 93.

Patricia Jolly

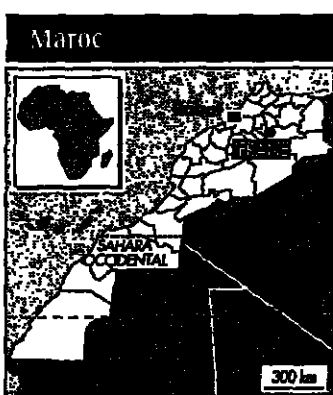
A Ifrane, les athlètes ont tout le confort moderne

Maroc. Pour former ses jeunes, le pays s'est offert un centre d'entraînement modèle

IFRANE

de notre envoyé spécial
C'est un ancien hôtel aux couloirs et à l'architecture typiques. L'institut d'athlétisme jouxte le stade national placé sur la route de Marrakech. Il offre les commodités d'un club de vacances : chambres individuelles nettoyées chaque jour, lingerie, centre médical ultramodernisé au personnel omniprésent, salle de restaurant claire avec menus variés et équilibrés, coin détente avec télévision et magnétoscope, cours de langues vivantes. Mais au moins dix fois par jour, en allant faire leurs cinq prières à la petite mosquée adjacente et en revenant, les athlètes marocains de haut niveau longent une stèle qui les rappelle à leurs devoirs. Tout autour sont posées des plaques à la gloire des champions olympiques marocains : Salâd Aouita, Nawal El Moutawakel, Khalid Skah et Ibrahim Bouayeb. Une bonne quinzaine d'emplacements encore vides attendent.

En dehors des meetings, les Marocains courent inlassablement. Chez eux. Sur leur stade de Rabat ou dans les collines ou sur la piste d'Ifrane. De l'altitude zéro au bon air des montagnes du Moyen-Atlas, les athlètes et le personnel de l'institut national se transportent environ toutes les six semaines, au gré des programmes d'entraînement. C'est la solution qu'a imaginée la Fédération royale



marocaine d'athlétisme pour garder ses jeunes talents au pays, conserver ses stars de la course de fond et former des spécialistes - encore peu nombreux - d'épreuves techniques. Elle leur offre un cocon mobile. Ils n'ont à se soucier que de leur santé et de leur entraînement.

Aziz Daouda, aujourd'hui directeur technique national, avait ce projet en tête depuis longtemps. Spécialisé dans le demi-fond, dès 1977, il décide que le Maroc excellera sur les longues distances. « Nous avons l'espace naturel nécessaire, et le demi-fond n'exige aucun équipement sophistiqué jusqu'à un certain niveau, dit-il. Il suffit de donner l'envie aux jeunes de courir. » Il n'est pas écroulé. Volontaire et opiniâtre, il s'exile en Roumanie. Puis,

une licence et un DESS en poche, deux ans et demi au Canada pour son doctorat.

Il rentre au pays. Le succès des Aouita, Skah et Bouayeb cache mal le manque de relève. La victoire olympique de Nawal El Moutawakel sur le 400 m haies féminin à Los Angeles n'a pas suscité de vocations. La débâcle des championnats du monde de Stuttgart en 1993 prend le Maroc par surprise. Pas lui. Le meilleur résultat est la cinquième place sur 5 000 m de Khalid Skah, champion olympique en titre du 10 000 m. Mohamed El Medioui, le tout-puissant chef de la sécurité du roi Hassan II, est appelé à la tête de la fédération. Il a fait, dit-on, « un travail formidable avec le club omnisports de Marrakech ». Il a surtout le pouvoir de régler dans l'instant le moindre problème.

Il en use sans états d'âme pour restructurer la fédération et transformer le quotidien des athlètes en un clin d'oeil. Il fonde l'institut national d'athlétisme : un cadre époustouflant de netteté et d'ordre. Plus un jeune améliore ses performances, plus il prend ses repas près de la table des Salah Hissou, Hicham El Guerrouj, ou Khalid Boulami. Totalement pris en charge à tous les niveaux, les athlètes ne sont jamais seuls. Tous reçoivent un salaire, variable selon leur âge et leur niveau. Ils rentrent rarement chez eux. Les médecins

de l'institut soignent les membres de leur famille en cas de nécessité pour les délivrer de tout souci.

Un programme de développement sportif intensif a été imposé aux communes marocaines par le gouvernement. Chacune d'entre elles est tenue d'aménager un terrain réservé à la pratique de la course à pied sur lequel sera bâtie dès que possible une piste en cendrée - ou mieux. « Aucun talent n'échappe à la détection », dit Aziz Daouda. Malgré ses hautes fonctions gouvernementales, Mohamed El Medioui ne se contente pas d'un rôle de figurant. « Le président sait tout et voit tout », chuchote-t-on avec un respect mêlé de crainte. Grâce à lui, le roi garde l'oeil sur ses athlètes.

Lorsque Sa Majesté récompense et reconforte, c'est un honneur suprême. A Hicham El Guerrouj, il a offert une voiture de son parc automobile pour célébrer un record national. Le coureur de 1 500 m a aussi reçu, par l'intermédiaire de Mohamed El Medioui, un message de sympathie royal après sa chute dans la course olympique d'Atlanta : « Pour moi, tu es le meilleur. » Hicham El Guerrouj a écrié le champion olympique algérien, Noureddine Morceli, quelques semaines plus tard en finale du Grand Prix. Le roi ne se trompe jamais.

P. Jo.

A. G.



DESSIN DE LIONEL PORTIER

FLÂNERIES EN FRANCE

Clisson, la ville toscane de Loire-Atlantique

Dans le domaine de la Garenne-Lemot, trois artistes amoureux de l'Italie ont donné corps à une architecture transalpine

CLISSON
de notre envoyée spéciale
Le hasard, ou la nécessité, a fait Clisson. En 1793, deux événements funestes et pour ainsi dire concomitants auront des conséquences fastes sur cette ville prospère de la lointaine banlieue de Nantes. Cette année-là, la guerre de Vendée met Clisson à feu et à sang tandis que, à Rome, une insurrection contraint les pensionnaires de l'Académie de France à quitter précipitamment la Ville éternelle. Parmi eux, le sculpteur François-Frédéric Lemot, accueilli à Florence par François Cacault, un diplomate, dont le frère, Pierre Cacault, peintre, vient de passer vingt ans en Italie. Ils ne le savent pas encore, mais ces trois hommes, qu'animent une même culture classique, un même amour de l'art et le goût de l'Italie perdue, vont rebâtir Clisson.

Deux ans passent. En 1795, au cours d'une promenade dans la Sèvre nantaise, Pierre, séduit par la douceur du paysage, achète un ancien presbytère dont il fait sa maison. François le rejoint et ils décident de construire un musée

pour accueillir leurs collections italiennes, aujourd'hui au Musée des beaux-arts de Nantes. Lemot vient à son tour, tombe lui aussi sous le charme et, au printemps 1805, acquiert le bois de la Garenne.

Très vite, Frédéric Lemot est l'âme d'un grand projet qui vise à faire de Clisson un petit coin d'Italie. Prix de Rome en 1790, artiste officiel, auteur notamment de la statue équestre d'Henri IV sur le

Pont-Neuf, à Paris, l'homme a les moyens de son ambition. Ne va-t-il pas jusqu'à racheter la plus belle ruine de la région, l'impressionnant château de Clisson qui, note Flaubert, « montre sa tête ébréchée par-dessus les grands arbres » ? Il fait appel à un autre lauréat, l'architecte nantais Mathurin Crucy, à qui sa ville natale doit le Théâtre Graslin et le Palais de la Bourse.

Lemot tire profit des ressources

naturelles de sa Garenne - une vallée encaissée où coule la Sèvre, des cascades, des bois, des chaos de granit - dont il accentue l'aspect pittoresque, et donc pictural, en posant, en des endroits choisis, de petites constructions à l'antique. Une mise en scène qui, en inspirant ses condisciples, devrait leur éviter l'inévitable, le voyage en Italie. Aussi veut-il le parc le plus beau, le plus « inspirant » possible pour l'artiste auquel il offre une succession de tableaux.

Deux toiles de Poussin, *Diogène jetant son écuelle* et *Les Bergers d'Arcadie*, lui ont d'ailleurs servi de modèle. Comme le maître, il compose son paysage, remodelant un éboulement de rochers, semant ici une ruine, là une fabrique. Ce mot désignait à l'origine un élément d'architecture du paysage « peint ». Entré vers 1770 dans le vocabulaire des parcs et jardins, alors en plein développement, il se réfère à l'édifice non plus figuratif mais bâti : obélisque, colonne, temple ou tombeau.

Très vite, la réputation de Clisson grandit, le parc reçoit des visiteurs. En sortant, ils donnaient

une pièce de 20 sols et signaient le Livre d'or. George Sand, en 1849, se contente d'un paraphe. Flaubert fut vraiment impressionné, même si ce n'est pas toujours dans le sens qu'aurait souhaité Lemot.

La maison du Jardinier, construite de 1811 à 1815, incarne l'architecture rustique transalpine, en particulier les fermes fortifiées toscanes dont elle reprend les caractéristiques : bâtiments asymétriques, décrochements de volumes, loggia, toits de tuile, motifs décoratifs en brique, combles ouverts pour laisser circuler l'air. Et serlienne. Serlio, un architecte de la Renaissance italienne, a popularisé cette triple ouverture composée d'une fenêtre ou porte en plein cintre flanquée de deux fenêtres plus petites, rectangulaires. Le soleil éclaire la brique douce, les pins parasols jettent sur le sol une ombre légère. Manque le cyprès. Lemot lui a préféré le pin parasol, en souvenir de la Campanie.

INDISPENSABLE CHANTIGNOLLE

L'engouement pour le style toscan et pour son indispensable accessoire, la chantignolle - une brique plate de 2,7 centimètres d'épaisseur sur 22 de long, d'une délicate couleur beige, rose ou orangé qui vieillit bien - fut tel que toute la région adopta l'un et l'autre, pour ses demeures, ses constructions rurales ou ses usines. C'est ainsi que, à partir de 1830, à la faveur du mouvement d'industrialisation qui se dessine, les riches Nantais rachètent d'anciens moulins à grain qu'ils convertissent en papeteries, chaumières et autres filatures semées le long de la Sèvre dont elles utilisent la force motrice. Ces élégants bâtiments, soulignés d'un bandeau de brique rose, festonnés de génoises, percés d'œils-de-bœuf et d'ouvertures en plein cintre, sont aujourd'hui inoccupés ou habités par des particuliers qui les ont restaurés.

À la mort de Lemot, en 1827, tout est achevé sauf la villa. Commencée en 1824, elle sera achevée par son fils, Barthélemy Lemot. Comme il convient à une maison de maître, elle s'entoure de reminiscences palladiennes : colonnade en hémicycle, porche, fronton, belvédère et, du côté opposé, une terrasse en demi-cercle dominant la Sèvre et découvrant un vaste panorama.

Les citations italiennes abondent à Clisson. Le pont Saint-Antoine, en dos d'âne sur la Moine, est un excellent poste d'observation vers le haut - le château en ruine, la campanile et l'abside de l'église, les toits de tuile sous les pins parasols - et le bas - l'ancien séchoir et son enfilade de fenêtres en plein cintre appareillées en brique, la rivière et les bateaux électriques glissant en silence devant les nymphes. Remonter la rue Saint-Antoine, jeter un coup d'œil par-dessus le mur qui cache l'architecture de l'ancien hôpital, passer devant la maison du Portier et s'asseoir dans le parc de Lemot, au bord de la rivière. Les arbres se mirent dans la Sèvre en un caméléon de vert. Le bruit de la chute qui s'écoule, la fraîcheur des grands arbres, l'eau miroitante et, sur l'autre rive, les murs blancs et roses de l'ancienne filature déployée en terrasse. Oui, tout cela procure un grand bien-être et frappe l'imagination, accomplissant ainsi le vœu secret de Lemot.

Danielle Tramard

Carnet de route

● La Garenne-Lemot. Propriété du département de Loire-Atlantique, qui, en 1968, achète le domaine aux descendants de Frédéric Lemot. Classé en 1988, a des échanges privilégiés avec la Villa Médicis, à Rome, et avec la Casa de Velazquez, à Madrid. Salon de thé ouvert tous les jours en juillet-août, le week-end en mai, juin et septembre. Éviter le dimanche, quand la foule se presse dans le parc. Visites commentées le jeudi à 16 h 30, en août, ainsi que les 4, 7 et 14 septembre. Renseignements au 02-40-54-75-85.

● Expositions. A la Maison du jardinier, exposition permanente sur la diffusion de l'influence italienne dans l'architecture résidentielle, rurale et industrielle de la région, mise en valeur par le musée créé pour le lieu par l'agence nantaise Tetrac. Sous le titre « Une aventure de papier peint », la collection Mauny est présentée à la Villa jusqu'au 21 septembre. On y découvre un ensemble rare de tapisseries XVIII^e et XIX^e et la reconstitution de deux salons Empire. Du 25 octobre au 1^{er} décembre, œuvres d'artistes de la Casa de Velazquez.

● Manifestations. « Montmartre à Clisson », un concours de peintures dans les rues de la ville, en juin. Festival de musique de Clisson et de Loire-Atlantique et festival italien en juillet. Le 20 septembre, visite guidée nocturne de la ville à l'occasion de la Nuit du patrimoine.

● Visites. Les anciennes usines en bord de Sèvre ainsi que deux domaines viticoles marqués par l'architecture italienne, le château de la Noë de Bel Air, à Vallet, propriété de Jean de Malestroit, auteur d'un essai, *La Plante des autres* (Albess, 1997), et le château de l'Oiseluère, à Gorges, propriété de M. Aulanier.

● Etapes. Au Pallet, à 6 kilomètres de Clisson, la Cour de la Grange (tél : 02-40-80-46-79), une ancienne ferme fortifiée. Charme des deux chambres (350 F la chambre double) ou suites avec vue sur le parc, le pont enjambant la pièce d'eau et une chapelle des templiers en ruine. Accueil attentif et petit déjeuner délicieux. A Monnières, le château du Plessis-Brezot (02-40-54-63-24), 5 chambres.

● Tables. A Clisson, la Bonne Auberge (02-40-54-01-90), discrète et pourtant étoilée par le Michelin. Dans un cadre très frais, la tarte à l'abricot ou aux figues, selon la saison, est une exquise obligation. Fermée le dimanche soir, le lundi et en août. A Gétigné, La Gétignière (02-40-36-05-37), une table très honorable.

● Muscadet. La Route du vignoble nantais est indiquée par un fléchage. Au Pallet, Musée du vignoble nantais (02-40-80-90-13). Pour visiter les caves, s'adresser à la Maison des vins (02-40-36-90-10), à la Haye-Fouassière.

● Livres. *Par les champs et par les grèves*, où Flaubert se révèle très en verve. Le guide Gallimard *Loire-Atlantique* consacre un chapitre très documenté à Clisson. Dans la même collection, *La France des savoureux*, paru récemment. La boutique du domaine de la Garenne-Lemot diffuse un ensemble de titres, du *Voyage italien à Clisson* et dans ses environs au minuscule et volumineux *Clisson ou le retour d'Italie*, tous deux réalisés par l'Inventaire du patrimoine.

● Renseignements. Office du tourisme de Clisson (02-40-54-02-95). Comité départemental du tourisme de Loire-Atlantique (02-51-72-95-30).

Le « triangle d'or » du muscadet

Les coteaux ondulant entre la Sèvre et la Petite Maine sont la terre de prédilection, on pourrait presque dire le « triangle d'or », du muscadet. D'où son nom de muscadet de Sèvre-et-Maine. Ce cépage « meunier », qui représente 85 % de la production locale de vins blancs et secs, fut importé de Bourgogne au XVII^e siècle par les moines de Saint-Martin, à Vertou, dans la région nantaise. Le gros plant est issu d'un autre cépage dénommé « folle blanche ». Qui dit vin dit culture. De cette culture, M. Bernard Chéreau père est « la référence et la mémoire », dit-on ici. C'en est aussi le chantre autorisé puisque la maison Chéreau-Carré produit, au total, 700 000 bouteilles par an. D'une famille où l'on est vigneron de père en fils depuis 1412, il achète à Saint-Fiacre-sur-Maine, son fief, le domaine de Chasseloir en 1953 et le château du Coing en 1972. Le muscadet, « vin subtil, léger, délicat, ne souffrant aucune médiocrité et doit être parfaitement vinifié », précise-t-il.

On cueille le raisin à bonne maturité, on le laisse macérer, éventuellement, environ douze heures afin qu'il développe ses arômes, puis on le met en cuves où il se vinifie naturellement. Cette vinification requiert un grand savoir-faire. Les cuves

sont en acier inoxydable, en verre ou en grès, souterraines de préférence car la température du sol est stable. Le contrôle de la température des moûts est maintenu par des refroidisseurs, l'idéal étant de 17°-18°, afin d'éviter toute perte d'arôme. Le muscadet, lui, en tire environ 12 quand on le met en bouteilles en le tirant « sur sa lie ». Une mention qui figure sur l'étiquette car, pour les connaisseurs, c'est le meilleur, identifiable à ses arômes fruités et à cet inimitable « perlant sur la langue ».

Quant aux bouteilles, elles sont stockées « nues ». « Nous les habillons au fur et à mesure des ventes », précise M. Chéreau, qui conseille de les garder six mois environ, car le vin peut « travailler », et de les boire dans les deux ans, exception faite pour les « primeurs ». Ce blanc sec accompagne agréablement fruits de mer, huîtres et poissons, notamment le brochet au beurre blanc, grande spécialité nantaise. Autre usage réservé aux curés des paroisses de Sèvre-et-Maine : le vin de messe.

Au château du Coing, l'un des six crus de la maison Chéreau-Carré, on recherche la qualité en sélectionnant les premiers jus de presse et on mène une politique de vinification par parcelle. « Chacune a sa propre typicité », explique Véronique Chéreau, propriétaire de ce ravissant château XIX^e à tourelles, toit d'ardoise et

brique rose, que lui a donné son père. Représentatives de l'architecture propre au vignoble nantais, les belles demeures mais aussi les caves, appelées ici « *mugisins* » ou celliers. Ce sont des bâtiments bas, à toits de tuiles, parfois ornés d'arcs en plein cintre et d'appareillage en briques - influence clissonnaise oblige. La cave du château de Chasseloir est célèbre car elle date du XV^e siècle. Bien que plus récents, ses « *engoulants* », figures représentant les vertus et les vices sculptées et peintes aux extrémités des poutres, sont très populaires. Ce vignoble est exploité par Bernard Chéreau fils.

Préluce convivial à l'alchimie secrète de la vinification, les vendanges. Elles ont lieu quatre-vingt-dix jours après l'apparition de la fleur de vigne, disent certains. En réalité, précise M. Chéreau, tout dépend du temps. Les prochaines, « *sur intempéries majeures* », sont prévues entre le 7 et le 10 septembre. Chez Chéreau-Carré, on cueille les grappes à la main mais, si « la récolte se perd », comprenez si le temps se gâte et que le raisin prend l'humidité, cause de pourriture, on a recours aux machines. « Si le beau temps persiste jusqu'aux vendanges, prédit M. Chéreau, 1997 sera une année exceptionnelle. »

D. T.

Directours
OFFRES SPÉCIALES
avec disponibilités

CRÈTE
à/c 18 Août prix inclut vol A/R
HÔTEL RETHYMO PALACE 4* LUXE
sur plage de sable, 1/2 pension
8 jours : 4 390 F • 15 jours : 6 490 F

HÔTEL MINOS PALACE 4* LUXE
Aglais Nikoïos tout repas,
vins inclus, Site admirable
8 jours : 4 530 F • 15 jours : 6 670 F
Séjour enfant gratuit

MALTE 17/25 Août
HÔTEL CLUB HA FERN**
Vol régulier 1/2 pension, sports,
plage, mini club
8 jours : 3 710 F
Réduction enfants : 1 460 F

CALIFORNIE
7/9n autotours : 3 370 F
à/c 1/00 vol reg. + voluair + motels. Base 4,
base 3 = 2400 F, base 2 = 700 F. Départ Paris et Provins.

Brochures et infos sur demande 01 43 50 63 92
90 avenue des Champs-Élysées, PARIS 8e
Membre 3615 JOUBERT 120 000 F de nos
promotions sur le Web : www.directours.fr
Membre 3615 JOUBERT Garantie financière validée de 1995

3615 TRAVEL TOUR
Tél : 08 30 69 66 99

EGYPTE (Crotchet)
15 Jours : 7 Nuits • Vol • Balcon 4*
3 390 F

EGYPTE (Crotchet)
8 Jours : 7 Nuits • Vol • Balcon 4*
2 875 F

RUSSIE (Crotchet)
St. Pétersbourg, Moscou • 12 Jours, 11 Nuits
Vol • Croisière • Vols
4 935 F

LA CALIFORNIE (Séjour)
7 Jours / 6 Nuits • Hôtel en Pénins. Cancale
1 965 F

PROMOTION SICILE
GRAND TOUR DE SICILE
Circuit francophone en autocar
1 semaine en pension complète au départ de Paris
23 Août 4 580 F
30 Août, 6 et 20 Septembre 4 450 F
27 Septembre, 4, 11, 18 Octobre 4 340 F
Prix par personne
Départ de Lyon - 150 F, de Marseille - 200 F

cit
Minitel 3645 CIT EVASION
Tél. 01 43 51 39 27 ou 39 51

Vacances moins chères !
Toutes nos promotions été 97
séjours, circuits, vols,
croisières, week-end au :
08 36 68 65 68
3615 JOUBERT
01 43 50 63 92

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques, Paris 5e
Chambre avec bains - WC
T.V. couleur - Tél. direct
De 305 à 405 F
Tél. 01 43 54 92 55 - Fax : 01 43 54 24 30

Rubrique EVASION
renseignements au 01 42 17 39 40

مسجد العبد

Nuageux et orageux

LA DÉPRESSION située sur le proche Atlantique ramène toujours de l'air chaud et humide sur le pays. Le temps restera instable jusqu'à la fin de la semaine avec le développement de nombreuses cellules orageuses.

Bretagne, Pays-de-la-Loire, Basse-Normandie. - Sur la Bretagne, les nuages et les éclaircies se partageront le ciel le matin. L'après-midi, des pluies parfois orageuses se déclencheront. Les températures seront comprises entre 21 et 25 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Sur le Centre, les pluies et les orages seront fréquents. Sur les autres régions, le soleil fera des apparitions, mais quelques foyers orageux se développeront l'après-midi. Les températures varieront entre 23 et 28 degrés.

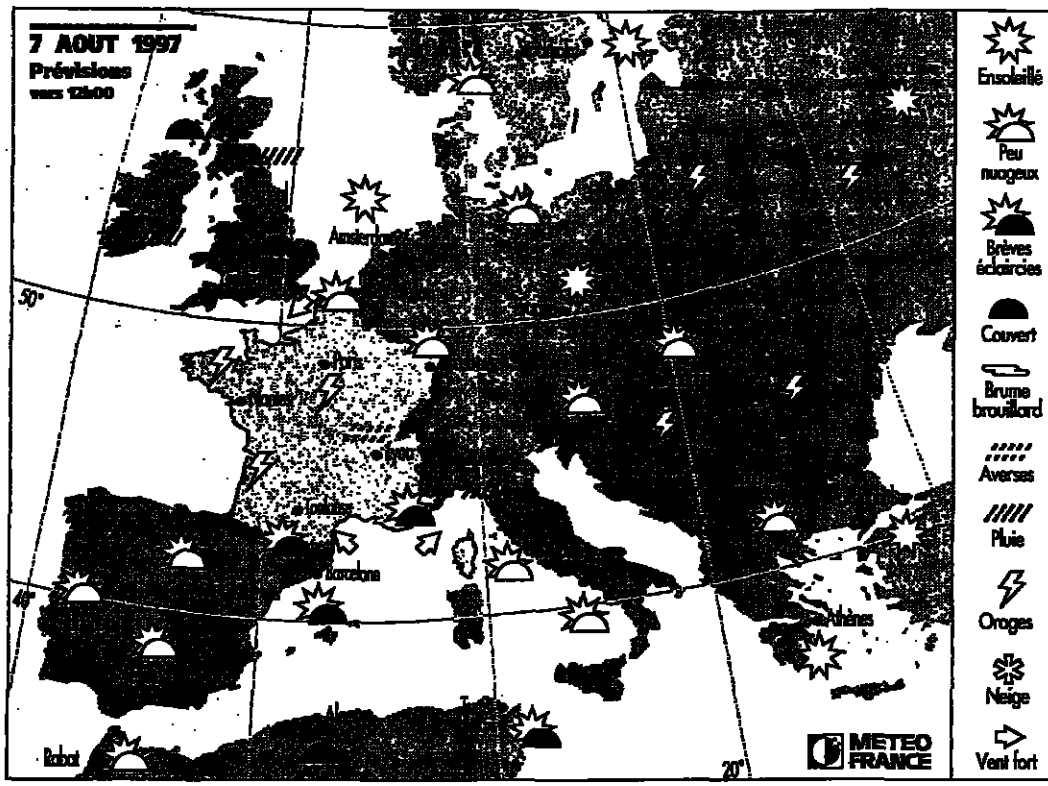
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les nuages seront encore nombreux mais des éclaircies se développeront, en particulier sur la Lorraine et l'Alsace. L'après-midi, des orages isolés

écarteront. Il fera 28 à 29 degrés au maximum.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel sera souvent chargé avec des ondées et des orages se développant par places. Ces foyers orageux seront plus nombreux sur les Pyrénées et les régions limitrophes. Les températures l'après-midi atteindront 24 à 27 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur l'Auvergne et le Limousin, la journée sera médiocre, avec un ciel très nuageux accompagné de pluies et d'orages. Sur Rhône-Alpes, quelques rayons de soleil perceront parfois la couche nuageuse mais quelques orages isolés pourront se développer l'après-midi. Les températures seront comprises entre 24 et 28 degrés.

Langue-d'Oc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur ces régions, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Toutefois, des orages isolés pourront écarter çà et là. Les températures resteront élevées, entre 28 et 32 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 7 AOÛT 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

France métropolitaine	NANCY	17/27 N
ALGER	18/28 N	17/27 N
ANGERS	17/22 P	17/22 P
BORDEAUX	17/26 P	17/26 P
BOURGES	17/27 P	17/27 P
BREST	14/22 N	14/22 N
CANNES	17/28 P	17/28 P
CHERBOURG	14/22 P	14/22 P
CLERMONT-F.	17/27 P	17/27 P
DIJON	16/27 N	16/27 N
GRENOBLE	16/28 N	16/28 N
LILLE	17/25 N	17/25 N
LIMOGES	16/24 P	16/24 P
LYON	18/27 N	18/27 N
MARSEILLE	20/30 N	20/30 N

20/25 C

Europe	20/25 C
BRUXELLES	17/22 P
GENÈVE	16/27 N
LONDRES	18/27 P
MADRID	24/34 S
MILAN	21/27 N
MOSCOU	15/22 C
MUNICH	18/27 P
NAPLES	15/25 N
OSLO	15/23 C
PARIS	17/28 P
PRAGUE	17/28 P
ROME	20/29 N
SEVILLE	15/23 S
SOFIA	15/20 P
ST-PETERSB.	15/27 S
STOCKHOLM	17/22 P
TENEFERIE	15/24 S
VARSOVIE	21/27 S

15/21 P

Europe	15/21 P
BRUXELLES	17/22 P
GENÈVE	16/27 N
LONDRES	18/27 P
MADRID	24/34 S
MILAN	21/27 N
MOSCOU	15/22 C
MUNICH	18/27 P
NAPLES	15/25 N
OSLO	15/23 C
PARIS	17/28 P
PRAGUE	17/28 P
ROME	20/29 N
SEVILLE	15/23 S
SOFIA	15/20 P
ST-PETERSB.	15/27 S
STOCKHOLM	17/22 P
TENEFERIE	15/24 S
VARSOVIE	21/27 S

20/24 P

Europe	20/24 P
BRUXELLES	17/22 P
GENÈVE	16/27 N
LONDRES	18/27 P
MADRID	24/34 S
MILAN	21/27 N
MOSCOU	15/22 C
MUNICH	18/27 P
NAPLES	15/25 N
OSLO	15/23 C
PARIS	17/28 P
PRAGUE	17/28 P
ROME	20/29 N
SEVILLE	15/23 S
SOFIA	15/20 P
ST-PETERSB.	15/27 S
STOCKHOLM	17/22 P
TENEFERIE	15/24 S
VARSOVIE	21/27 S

15/25 N

Europe	15/25 N
BRUXELLES	17/22 P
GENÈVE	16/27 N
LONDRES	18/27 P
MADRID	24/34 S
MILAN	21/27 N
MOSCOU	15/22 C
MUNICH	18/27 P
NAPLES	15/25 N
OSLO	15/23 C
PARIS	17/28 P
PRAGUE	17/28 P
ROME	20/29 N
SEVILLE	15/23 S
SOFIA	15/20 P
ST-PETERSB.	15/27 S
STOCKHOLM	17/22 P
TENEFERIE	15/24 S
VARSOVIE	21/27 S

24/34 S

Europe	24/34 S
BRUXELLES	17/22 P
GENÈVE	16/27 N
LONDRES	18/27 P
MADRID	24/34 S
MILAN	21/27 N
MOSCOU	15/22 C
MUNICH	18/27 P
NAPLES	15/25 N
OSLO	15/23 C
PARIS	17/28 P
PRAGUE	17/28 P
ROME	20/29 N
SEVILLE	15/23 S
SOFIA	15/20 P
ST-PETERSB.	15/27 S
STOCKHOLM	17/22 P
TENEFERIE	15/24 S
VARSOVIE	21/27 S

Situation le 6 août à 0 h TU

Prévisions pour le 8 août à 0 h TU

COMMUNICATION

Eutelsat a acquis le satellite TDF2 pour l'exploiter en Russie

L'UNE DES SAGAS les plus extravagantes de l'audiovisuel français vient de trouver un épilogue inattendu. Le satellite de télévision TDF2, qui devait incarner un modèle de progrès technologique mais qui s'est avéré être l'un des plus coûteux fiascos de l'audiovisuel dans la décennie 80, a finalement changé de propriétaire. Il a été cédé fin juillet par Télédiffusion de France (TDF, filiale de France Télécom) au consortium européen de satellites Eutelsat. Ce dernier le change actuellement de position orbitale (de 19 degrés Ouest à 36 degrés Est), pour lui permettre d'arrosier toute la Russie. C'est en effet la chaîne privée russe NTV qui va utiliser TDF2 pour transmettre son bouquet crypté de programmes analogiques, pendant la fin de la durée de vie de ce satellite (douze à dix-huit mois).

« TDF2 sera rejoint l'an prochain par deux autres satellites, Eutelsat 1P2 et 1P3, pour constituer un pôle Eutelsat à l'Est », affirme Philippe Cayla, directeur du développement d'Eutelsat. Il reste discret sur le prix d'acquisition du satellite, tout en assurant « qu'une telle opération est rentable pour Eutelsat et intéresse

la Russie ». En service depuis la mi-1990, et réservé à la télédiffusion directe, TDF2 ne comptait plus qu'un seul client, Canal Plus, dont le contrat expirait en juin. La chaîne dénombrerait fin juin quelque 3 000 abonnés réductibles encore équipés en matériel de réception pour TDF2. Depuis plusieurs mois, la chaîne cryptée avait prévu des conditions de basculement de ses abonnés TDF2 (estimés à 26 000 fin 1996) vers son bouquet numérique diffusé sur Astra. Des propositions commerciales leur étaient faites pour effectuer une transition en douceur.

Les satellites de télévision directe TDF1 et TDF2 sont nés du fruit d'une vaste coopération franco-allemande engagée en avril 1980, visant à lancer en 1983 un satellite français TDF1 - la construction de TDF2 n'a été décidée qu'en 1987 - et son jumeau allemand TVSAT. Un rapport de la Cour des comptes datant de 1992 a sévèrement épinglé ce programme « auquel ont été affectés 3,3 milliards de francs publics provenant de la redevance de l'audiovisuel, du CNES (Centre national d'études spatiales),

de TDF et de France Télécom ». Le rapport fustigeait « l'insuccès du programme », « la disproportion entre les objectifs et les résultats obtenus ». Conçu pour diffuser six programmes de télévision et de radio, TDF1 visait initialement un objectif de cinq millions de téléspectateurs pour 1990. En 1992, le nombre de foyers équipés en matériel de réception « ne dépassait pas, selon les estimations les plus fiables, 35 000 ». Un résultat à rapprocher du score de 4 millions de foyers équipés, réalisés au cours de la même période par la Société européenne de satellites (SES), l'opérateur luxembourgeois des satellites de plus faible puissance Astra.

La Cour des comptes déplorait « la lenteur du processus de mise en œuvre du programme (TDF1 n'a été lancé qu'en octobre 1988 et TDF2 en juillet 1990) alors que progressait la conception de satellites de télécommunications, légers ou moyens, plus fiables tout en ayant des conditions de réception proches de celles des satellites lourds du programme franco-allemand ». Des retards dans la parution des décrets d'ap-

plication de la loi sur l'audiovisuel de 1986 ont abouti à un fonctionnement à vide du satellite pendant plusieurs mois.

Ce lancement a eu lieu sans qu'un bouquet réellement attractif ait pu être constitué. Pour couronner le tout, d'importants dysfonctionnements techniques des tubes à ondes progressives se sont traduits par la mise hors service de plusieurs canaux, mettant en cause le respect des conditions contractuelles prévues pour la recette de TDF1 (pour la diffusion de Canal Plus, Arte, Antenne 2 et Euro-musique). Sans compter que la norme D2 MAC PAQUET présentée comme la panacée et le passage obligé vers la télévision haute définition n'a pas eu le retentissement escompté.

La filière TDF1-TDF2 a été finalement abandonnée. « Avec la diffusion des chaînes thématiques de NTV sur la Russie, TDF2 n'aura jamais eu autant d'audience », assure Philippe Cayla. Comme quoi l'entente franco-allemande dans les satellites devrait quand même faire des heureux à l'Est.

Nicole Vulser

Les ennuis judiciaires du quotidien sénégalais « Sud » se poursuivent

LE QUOTIDIEN sénégalais Sud a été condamné, en juin, par la cour d'appel de Dakar à payer 500 millions de francs CFA (5 millions de francs) à la Compagnie sucrière du Sénégal et à son dirigeant, Jean-Claude Mimran. Cinq journalistes du quotidien ont été condamnés à un mois de prison avec sursis. La cour d'appel a confirmé la sanction prise en juin 1996, qui avait cependant condamné les journalistes à la prison ferme (Le Monde du 8 août 1996). En octobre 1995, le journal avait publié une enquête dénonçant une fraude de la Compagnie sucrière. Le quotidien dénonce une « tentative de bâillonnement, d'encerclement et, si possible, de mise à sac de Sud Communication ». La Fédération internationale des journalistes a écrit au président sénégalais Abdou Diouf pour lui faire part de son soutien à « la lutte pour empêcher le démantèlement du groupe ».

DÉPÊCHES

■ CABLE : le groupe américain Time Warner a annoncé, lundi 4 août, qu'il allait se séparer de sept réseaux câblés aux Etats-Unis. Selon le Wall Street Journal, cette cession pourrait rapporter 350 millions de dollars (environ 2,1 milliards de francs). Le groupe veut réduire sa dette, qui atteint plus de 100 milliards de francs.

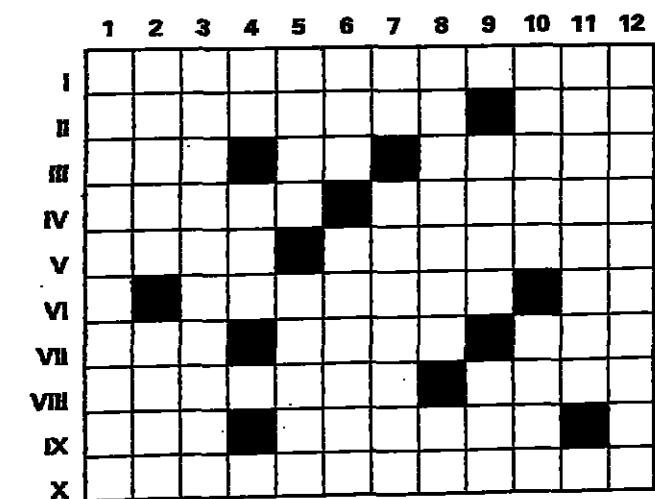
■ PRESSE : A la suite de la publication de l'article intitulé « La puissance perdue du Syndicat du Livre », (Le Monde du 8 août), le bureau des imprimeurs rotatifs (SGL-CGT) tient à préciser que : « C'est à la demande du bureau des imprimeurs rotatifs que Roland Bingler avait démissionné "temporairement" de son mandat de secrétaire général du CLP (Comité inter du Livre parisien), afin de créer les conditions d'un véritable changement de politique syndicale, ainsi que des pratiques. Les derniers événements du mois de juillet renforcent notre position ».

■ PUBLICITÉ : Eric Delaunoy, ancien directeur général de l'agence Bodelais Lemaunier/Leo Burnett (BL/LB), rejoint BDDP Paris comme directeur général. Il succède ainsi à Nathalie Rastoin, partie fin mars (Le Monde du 21 mars) à l'agence Ogilvy & Mather Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97167

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Pour atteindre la chambre. - II. Comme une mer en colère. Donne ses lettres de noblesse au vin. - III. Déforme le pied. Le rubidium. Calme la toux. - IV. Moyen de défense efficace. Rendu méprisable. - V. Assure la liaison. Pour mouler de vrais pains à l'ancienne. - VI. Sont souvent d'un caractère volatil. Dans la gamme. - VII. En pierre et en papier. Entre cuisse et bas ventre. Vient d'avoir. - VIII. Découpe. Suivi de la lettre. - IX. Dans les grandes longueurs du temps. Aller au fond des choses. -

X. Son plan nous permet de tenir en l'air.

VERTICALEMENT

1. Ne doivent plus être à l'honneur pour subir de tels changements. - 2. Il y en a même une au pouvoir. Sans aucun traitement. - 3. Des révoltes qui peuvent entraîner des révolutions. - 4. Club sportif. Diplôme professionnel. - 5. Fondateur de l'Oratoire. Entre 19 et 36 à la roulette. - 6. Pour faire ses ablutions à grande eau. Résidence très secondaire. - 7. Préposition. Tracé un sillon. - 8. Difficile à

porter et à supporter. Appuie l'affirmation. - 9. Labies à fleurs jaunes. Supprimé en désordre. - 10. Devrait rester. Couvre en cas de besoin. - 11. Etude tous les problèmes d'évacuation. - 12. Jeu de paumes.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97166

HORIZONTALEMENT

L'Avant-coureur. - II. Caveaux. Igné. - III. Icarie. Etait. - IV. Caloties. Loi. - V. Ut. Nelson. Nt. - VI. Lac. Lapin. - VII. Allée. Ecart. - VIII. IRA. MTS. Etal. - IX. Rempotât. Ormo. - X. Essuieras. En.

VERTICALEMENT

1. Aciculaire. - 2. Vacataires. - 3. Aval. Clams. - 4. Néron. Pu. - 5. Taire. Emol. - 6. Cueillette. - 7. Or. ESA. Sar. - 8. Esoppe. Ta. - 9. Rit. Nice. - 10. Egal. Nato. - 11. Union. Rame. - 12. Retraction.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article sans l'autorisation écrite de l'administration. ISSN 0000-0000

Imprimerie du Monde
12, rue de la Harpe
75002 Paris cedex 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

BRIDGE

PROBLÈME N° 1748

UN COUP DE TÉLÉPHONE
Parmi les grands joueurs mondiaux, certains sont peu connus en France. L'un d'eux, l'Américain Hugh Ross, a été plusieurs fois champion du monde, et l'on montre, dans cette donne, comment il a été averti d'un danger par les adversaires.

♠ A7
♥ A107654
♦ R5
♣ 106

♠ 642
♥ 2
♦ V97643
♣ 532

♠ RDV1053
♥ V
♦ A82
♣ AV

Ann. : O. don. E.-O. vuln.

Ouest Nord Est Sud
passe 1 ♠ 1 SA1 contre
2 ♠ 4 ♠ passe 4 SA
passe 5 ♠ contre 5 ♠
passe 5 ♠ passe 5 SA
passe 6 ♠ passe 7 ♠

Ouest ayant entamé le 2 de Trèfle, Comment Ross, en Sud, a-t-il gagné le GRAND CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Réponse
Si les adversaires restent silencieux, il y a une solution simple : couper un Carreau avec l'As de Pique après avoir tiré le Roi et l'As de Carreau. Mais, quand on apprend que Ouest détient une couleur longue à Carreau et que Est a vraisemblablement un singleton dans cette couleur, il faut renoncer à cette ligne de jeu et préparer un squeeze, dont la réussite est automatique si Est a la garde à Trèfle comme son contre-permet de le supposer.

Est ayant fourni la Dame de Trèfle sur l'enquête, Ross a pris avec l'As de Trèfle, puis, après cinq coups d'atout, il a tiré le Roi de Carreau, As et Dame de Carreau et enfin le dernier atout :

♥ A R 10 ♠ 10 ♥ D 98 ♠ R
♠ 5 ♥ V ♠ 8 ♠ V

Sur le 5 de Pique et la défausse automatique du 10 de Trèfle, Est a été squeezé à Cœur-Trèfle. Si Ouest avait eu la garde à Cœur, c'est lui qui aurait été squeezé à Cœur-Carreau.

LA GRANDE MANOEUVRE

Dans la revue américaine Bridge World, une manche à Pique a été proposée dans la rubrique « Testez votre

jeu ». Cachez les mains d'Est-Ouest et prenez les précautions utiles pour essayer de gagner 4 Piques.

♠ 753
♥ 764
♦ V109
♣ DV109

♠ V96
♥ 10852
♦ ARD
♣ 743

N
E
S

♠ 4
♥ V9
♦ 87654
♣ AR865

♠ ARD1082
♥ ARD3
♦ 32
♣ 2

Ann. : S. don. E.-O. vuln.

Sud Ouest Nord Est
2 ♠ passe 2 ♠ passe
2 ♠ passe 2 SA passe
3 ♥ passe 3 ♠ passe
4 ♠ passe 3 ♠ passe

Ouest ayant entamé As, Roi et Dame de Carreau (pour le 4, le 5 et le 6 d'Est), comment Sud doit-il jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères
Après deux réponses négatives (« 2 Carreaux » et « 2 SA »), sur le « 2 Trèfles », Albarran, Nord, aurait dû sauter directement à « 4 Piques » pour montrer un vrai fit et non une préférence.

Philippe Brugnion

L'ÉTÉ FESTIVAL

Les anniversaires succèdent aux anniversaires, manière de nous rappeler qu'il y a cinquante ans, l'Europe faisait dans sa reconstruction le pari de son unité. L'an passé, Avignon fêtait sa cinquantième édition. Au printemps, Cannes célébrait l'anniversaire de sa fondation. Vient le tour du Festival de Locarno, premier rendez-vous mondial de la cinéphilie, qui se tient cette année du 6 au 18 août. Pour marquer cette date, les organisateurs ont demandé à trente des plus grands cinéastes américains de choisir parmi la production de leur pays un film qui les a marqués, mais qui n'aurait pas reçu à sa sortie un accueil digne de lui. Nous publions ici les explications de John Carpenter et Steven Spielberg qui défendent respectivement « *Falstaff* », d'Orson Welles, et « *Lawrence d'Arabie* », de David Lean. En Suisse toujours, Genève reçoit les œuvres sensuelles de Balhasar Burkhard et de son incroyable ménagerie.

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Les jeudis du port

À Brest, le jeudi, sur les quais du port de commerce, il se passe toujours quelque chose : la semaine dernière, des milliers de spectateurs ont écouté Candy Kane et l'Orchestre national de Barbès. Le 7 août, place à Edgar de l'Est (musette au goût du jour) et à Coco Robicheaux (blues cajun). Jusqu'au 28 août.



Le cinquantième Festival de Locarno, entre Hollywood et films de recherche

Locarno/Cinéma. La manifestation tessinoise fait appel aux grands cinéastes américains tout en restant fidèle à ses partis pris cinéphiles

LE FESTIVAL de Locarno fête cette année sa cinquantième édition. Comme Cannes ? Oui, mais différemment, ainsi qu'il sied à une manifestation qui a depuis longtemps choisi non de rivaliser avec les grands festivals de prestige (Cannes, Venise et Berlin), comme elle en avait à l'origine la tentation, mais de s'inventer une identité différente, celle de premier rendez-vous mondial de la cinéphilie. C'est donc sous le signe d'une défiance déclarée envers les cérémonials et les commémorations qu'ont été conçues les « opérations spéciales » prévues durant cette cinquantième édition, qui se déroule du 6 au 18 août.

La première, la plus specta-

culaire, s'intitule « 50+1 Years of American Cinema ». Le directeur du festival, Marco Müller, a demandé à trente des plus grands cinéastes américains de choisir parmi la production de leur pays depuis un demi-siècle un film qui les a marqués, mais qui n'aurait pas reçu à sa sortie un accueil digne de lui. Films « cultes », raretés et classiques, nanars magnifiques et authentiques chefs-d'œuvre révélés postérieurement voisinent ainsi au programme, sous ce prestigieux parrainage. Martin Scorsese a choisi *Le Passage du canyon*, de Jacques Tourneur. Clint Eastwood *L'enfer est à lui*, de Raoul Walsh, Jim Jarmusch (qui a obtenu le droit de rejouer) *Les Amants de la nuit*, de Ni-

cholas Ray, et *Pull my Daisy*, de Robert Frank, Francis Coppola *La Vengeance aux deux visages*, de Marlon Brando, Woody Allen *La Colline des hommes perdus*, de Sidney Lumet, Oliver Stone *La Canno-nière du Yang-tsé*, de Robert Wise, Robert Kramer *Killer of Sheep*, de Charles Burnett, Abel Ferrara *Zelig*, de Woody Allen, Robert Altman *Mrs Parker et le cercle vicieux*, d'Alan Rudolph.

La liste invite à des comparaisons et réévaluations fécondes dans certains cas, tout en suggérant quelques aperçus parfois surprenants sur les goûts des « sélectionneurs ». Ceux-ci ont d'ailleurs été invités à rédiger chacun un texte justifiant leur choix (lire ci-dessous).

Toutes ces contributions seront rassemblées dans un livre à paraître aux éditions Actes Sud, dans la collection de l'Institut Lumière dirigée par Bertrand Tavernier et Thierry Frémaux - depuis longtemps, l'activité éditoriale est l'une des particularités de Locarno.

Une autre de ses singularités est de ne pas se contenter de présenter les œuvres novatrices mais de contribuer matériellement à leur naissance, en les coproduisant. Pour l'occasion, le festival est passé du rôle de partenaire à celui de commanditaire, en demandant sept courts métrages à autant de cinéastes, sur le thème « Cinéma : réflexions sur l'avenir ». Chantal Akerman, Marco Bellocchio, Abbas

Kiarostami, Robert Kramer, Idriss Ouedraogo, Raoul Ruiz et Samir ont relevé le défi.

Outre ces deux programmations exceptionnelles, on retrouve les sections habituelles du festival. Le jury (où siègeront notamment Claire Denis, Marco Bellocchio, Zhang Yimou, la photographe Nan Goldin, Freddy Buache, président de la Cinémathèque suisse) aura à juger des vingt films en compétition.

Parmi ces candidats au Léopard d'or, on guettera notamment *Fools*, premier long métrage sud-africain noir de l'après-apartheid, réalisé par Ramadan Suleiman, *Ayher*, deuxième film de l'iranien Jafar Panahi, l'auteur du *Ballon blanc*, les nouvelles réalisations de personnalités aussi originales que Randa Chahal Sabbagh, Jean-François Ossang ou Christine Laurent.

Les projections de gala de la piazza Grande (où les bâtiments, pas les spectateurs, sont en tenue de soirée...) présentent nombre des principales œuvres découvertes à Cannes en 1997 (signées Chabine, Egoyan, Imamura...) et révèlent le nouveau film de Mike Leigh, *Career Girls*, un an après sa Palme d'or. Ce programme, qui fait une large part au spectaculaire, avec notamment *Men in Black* en ouverture et le très attendu *Volte-face*, de John Woo, verra aussi l'attribution du traditionnel Léopard d'honneur, décerné cette année à Bernardo Bertolucci.

Films « cultes », raretés et classiques, nanars magnifiques et authentiques chefs-d'œuvre voisinent au programme

Mais, à Locarno, estival capitale cinéphilie vers laquelle convergent chaque année des *afficionados* venus de toute l'Europe, les « a-côtés » sont souvent aussi passionnants que les projections officielles. Cette manifestation fait bon accueil aux œuvres hors normes, par leur durée, leur support ou leur nature. Ainsi ce festival de cinéma a été un des premiers à faire large place à la vidéo, tandis que réalisations courtes ou floues, *works in*

progress et témoignages filmés sur le cinéma composent un ensemble de réflexions en images souvent fécondes, parfois splendides.

Parmi les temps forts du programme de cette année figurent notamment les soixante heures du journal filmé du père de l'avant-garde new-yorkaise, Jonas Mekas (*Diaries 1949-1997*), comme les œuvres d'un de ses lointains cousins français, le franc-tireur Marcel Hanoun (*Un arbre fou d'oiseaux*; *La Boulangère et le Cosmonaute*; *Bruit d'amour et de guerre*; *Anthologie 1984-1997*). Mais aussi le « pré-tournage » en vidéo du *Goût de la*

Des projections sous les étoiles

Comme le Festival de Cannes, la manifestation tessinoise est née en 1946, le 22 août pour être exact, et comme lui elle n'a pas eu lieu à deux reprises (en 1951 et 1956). Son origine vient de la volonté de concurrencer, en terre italophone mais neutre, la Mostra vénétoise d'obédience fasciste : s'imposant des projections en plein air inaugurées sur la lagune, c'est d'abord dans la cité voisine de Lugano que naît la Rassegna del film italiano en 1941, qui devient internationale en 1944.

Mais Lugano ayant refusé d'assumer plus longtemps les contraintes de la manifestation, Locarno reprend le flambeau, organisant des projections sous les étoiles dans les jardins du splendide et baroque Grand Hôtel. Cette tradition sera perpétuée par les séances qui réunissent désormais chaque soir jusqu'à 6 000 spectateurs dans le décor somptueux de la piazza Grande, devant l'un des plus grands écrans d'Europe.

cerise (Palme d'or à Cannes) où Abbas Kiarostami joue le rôle principal devant la caméra tenue par son fils Bahman.

Rencontres, va-et-vient, croisement de stars et d'inconnus, c'est l'esprit d'un festival dont le cinéma en tous ses états reste la seule raison d'exister, et qui pourrait prendre pour slogan le titre du nouveau film de Jean Rouch, avec lequel il est allé saluer Manoel de Oliveira : *En une poignée de mains amies*.

Jean-Michel Frodon

Deux réalisateurs racontent leurs choix pour la rétrospective « 50 + 1 Years »

FALSTAFF

Choisi par John Carpenter

« Un film en ruine. *Falstaff* est un film qui a beaucoup compté pour moi, et dont personne n'a beaucoup entendu parler. Quand j'ai commencé mes études de cinéma, il était déjà sorti et avait fini sa carrière. J'avais vu tous les films de Welles à la fac, sauf celui-là ; je suis donc allé le voir au cinéma. J'ai été ému par l'amour qu'Orson Welles avait mis dans ce film. Welles adaptait Shakespeare depuis le lycée, et il y a mis quelque chose de son enfance. Retourner à Shakespeare, il retournait à ses racines.

Dans tous ses films, Welles est acteur, qu'il soit devant ou derrière la caméra. C'est l'un de ses secrets, et c'est sa nature profonde. Pour *Falstaff*, il est allé chercher les meilleures répliques chez le meilleur écrivain de tous les temps.

Malgré un budget modeste et des défauts techniques, le film a des moments de brio uniques. Au milieu du film, il y a une scène de bataille qui prend place parmi les plus belles que j'ai vues. Les notations visuelles et émotionnelles sont au-delà de ce que Welles avait fait auparavant, et son interprétation est époustouflante.

Quand j'ai vu *Falstaff*, j'ai eu le sentiment qu'il était enfin parvenu à ce qu'il voulait, quoi qu'il ait pu en dire la critique. Je n'ai jamais cru à la scène de *Citizen Kane* où il casse tout dans la chambre : il avait vraiment du mal à la sentir en tant qu'acteur. Mais dans *Falstaff* j'ai su qu'il avait tou-

ché juste. Je le voyais à son visage. Tout ce qu'il avait enduré dans sa carrière ressortait dans son jeu, c'était une manière très personnelle de jouer le rôle.

Le plus surprenant dans *Falstaff* est la présence constante de l'humour tout au long du film. On considère Welles comme l'artiste comblé qui domine tout le monde du haut de son solennel classique, *Citizen Kane*. Ici, il multiplie les notations drôlatiques, comme les plans de gens en armure hissés sur leurs chevaux, qui sont aussi véritables.

Il suffit de voir *Falstaff* pour en repérer les défauts techniques. Le son est affreux, comme si l'équipe n'avait eu que deux heures pour terminer la post-synchronisation. Il est triste de voir un grand metteur en scène réduit à tolérer ce genre d'imperfections à l'écran pour réaliser sa vision, au risque de compromettre sa crédibilité auprès du public.

Du moins le film m'a permis, à moi étudiant en cinéma, de prendre la mesure du combat de Welles avec la technique, et aussi de dépasser cette approche superficielle des films, pour en découvrir les richesses que ne possèdent pas tant de films à la surface lisse et polie, qui flattent le regard.

Alors que le brio décoratif et formel de *Citizen Kane* est fascinant à regarder, il est émotionnellement sec, et j'en suis toujours resté un peu loin. Et voilà que ce film, ruiné par une technique délabrée et tourné dans des circonstances démentées, me cloue au sol. Les acteurs sont magni-

fiques, ils crévent littéralement l'écran. Welles a véritablement mis sa vision sur l'écran, vision souvent considérée sans indulgence par beaucoup de commentateurs, mais qui m'a transformé.

Un cinéaste comme Hawks a été pour moi un modèle en technique, quelqu'un qui maîtrisait tous les aspects techniques de ses films, même les pires. Dans un film fait du bout des doigts comme *Hatari*, il contrôle chaque séquence. Il n'a jamais négligé cet aspect du cinéma, parce qu'il n'a pas été obligé de travailler dans les conditions que Welles a connues. Welles est passé du sommet de son art aux déceptions de la fin de sa carrière, mais il a pourtant été capable de mettre toute cette émotion dans ce film.

J'ai compris après avoir vu *Falstaff* à quel point il est important de raconter une histoire personnelle. Même si l'on échoue, comme ce film a échoué, ce qui compte, c'est d'avoir essayé. Jouer la sécurité ne vaut rien. Dans ma propre carrière, quand je « passais au travers en dormant debout » comme disait Robert Mitchum, j'étais mécontent des résultats, même si d'autres les appréciaient ; alors que ce sont souvent les films où j'ai mis le plus de moi-même qui n'ont pas vraiment plu aux autres.

J'ai vu beaucoup de films qui ont les apparences de l'art, dans le scénario, l'interprétation, la technique, mais rien d'aussi personnel, rien qui m'ait aussi fortement marqué que *Falstaff*.

LAWRENCE D'ARABIE

Choisi par Steven Spielberg

« Le poète des horizons lointains. Ce sont deux films de David Lean qui m'ont donné envie de faire du cinéma. *Le Pont de la rivière Kwaï* et *Lawrence d'Arabie*. L'envie et l'audace de ces deux films m'ont fait rêver à d'innombrables possibilités. J'ai vu *Lawrence d'Arabie* à sa sortie en 1962 (...), et il m'inspire toujours autant aujourd'hui. Il n'existe rien de gratuit dans ce film ni dans aucun film de Lean. Rien n'est de trop. Chaque plan est un indice qui dévoile l'intrigue, et chaque image est un écho du cœur.

Dans *Lawrence*, Peter O'Toole médite sur son avenir en fixant la flamme d'une allumette. Quand il souffle l'allumette, par un chevauchement sonore de huit photographies, il souffle sur l'écran un somptueux plan général du soleil levant sur le désert d'Arabie. Les films de David Lean sont comme des grands romans, à une différence près : quand on lit, c'est l'imagination qui déclenche les images ; au cinéma, il faut faire confiance à l'imagination du metteur en scène. Si le metteur en scène est bon, il ne trahit pas cette confiance ; mais si le metteur en scène est grand, comme David Lean, il peut aller au-delà, et faire apparaître sur l'écran des images que l'imagination même ne peut prévoir. On a dit de David Lean qu'il était le plus grand poète des horizons lointains du cinéma ; pour moi, Sir David Lean rapproche ces horizons de nous avant de faire voile vers eux et de les traverser. »

Joyful 10150

L'AFFICHE

Les grand
Genève Arts

VERS SON DEU
Sou...
M...
EN VENT



A L'AFFICHE

Jazz in Marciac
Vingtième édition de ce rendez-vous exceptionnel dans un petit village du Gers qui s'affirme comme l'une des plus réjouissantes manifestations de l'été musical. Un chapiteau gigantesque a été dressé sur le stade de rugby, où se produiront les plus grandes pointures de la scène jazz : Diana Krall, Manhattan Transfer (le 8), Roy Hargrove, David Sanchez, Gary Bartz et Jon Faddis (le 9), Arturo Sandoval et Tito Puente (le 10), BB King (le 11), Ray Charles et ses amis (le 12), Joe Lovano, Tom Harrell et McCoy Tyner (le 13), Guy Lafitte et Oscar Peterson (le 14), FONJ (le 15), Jacky Terrasson et Dee Dee Bridgewater (le 16).

Jazz in Marciac, hôtel de ville, 32230 Marciac. Tél. : 05-62-09-31-98.

L'été musical de la vallée du Lot
Le prince consort Henrik de Danemark préside cette manifestation qui se tient du 6 au 15 août dans plusieurs villes et villages du Lot : Saint-Hilaire-de-Montcuq, Cahors, Saint-Pierre-de-Gourdon... On pourra entendre le pianiste Jean-Claude Pennetier, qui vient de triompher à La Roque d'Anthéron (le 10), le violoniste Augustin Hadfield, virtuose de douze ans qui se produira pour la première fois en France (le 12) et de nombreux solistes ainsi que le Hugo Wolf Quartet (le 6).

ET SUR INTERNET
Le journal des festivals, nos photographies et reportages : www.lemonde.fr/festivals

Grands crus et cuits de Bourgogne

Folklore et autres « fruits de l'imaginaire » rivalisent dans l'Yonne

SOUS SES ALLURES de France profonde, la Bourgogne est une région secourue : Festival de carillon, Folkloriades internationales à Dijon et à Beaune (à partir du 25 août) ; Festival musical des grands crus, à Chigny, Meursault, Gevrey-Chambertin, Chablis, Noyers : des concerts suivis de dégustations et entrecroisés de stages ostensiblement bachiques... Chalon s'est cogné son 11^e Festival des artistes de la rue, Macon son 8^e festival. C'est une tendance générale en France de parier sur l'ivresse et la blague, la palme étant détenue par Vire et ses Vire-voltés qui font l'andouille jusqu'au 15 août, suivie par le Festival d'Arc de Tours, puissant jeu de mots qui (en juin) permet une programmation des plus composites.

Mais la Bourgogne et la France profonde manifestent aussi une volonté de sérieux, notamment sous la forme d'expositions. En matière d'arts plastiques, la culture des festivals, qui devrait être la plus décontractée, tend à se placer dans le registre du plus strict quant-à-soi, et éventuellement dans celui des revendications.

Cette attitude est inversement proportionnelle à un état supposé de la reconnaissance publique. Plus de problèmes, donc, pour les artistes, traditionnels ou contemporains, venus d'Afrique au château de Thaly. Avec ou sans le Musée des arts premiers, l'art africain est bien accueilli dans le marché de l'art, intégré par les Musées de France, dirigé par la direction des arts plastiques. Mais c'est fou ce que les arts encore mineurs

semblent impatients de jouer dans la cour des grands, au risque de perdre justement ce qui fait leur âme et leur vertu.

C'est à une sorte de festival spontané que se prête à cet égard l'Yonne, et plus particulièrement la Puisaye, territoire agreste à l'ouest d'Auxerre, fermé à l'est par les fameuses sept écluses du canal de Briare. Spécialité : les arts populaires, forains, naïfs, ou carrément bruts. A Lathuz, le Musée rural des arts populaires, fondé en 1986 par Raymond Humbert, se présente ainsi comme le « fruit de quarante années de passion et de recherche obstinée d'objets témoins de la cré-

« Un millier d'œuvres insolites, de la plus grande inventivité, réalisées par des bricoleurs de rêves »

tivité populaire ». Un hommage est rendu, durant tout l'été, à Alfred Chavvin, fabricant d'animaux en bois pour manèges entre 1885 et 1914.

A Fontenoy, le château du Tremblay, voué à l'art naïf, et érigé en Centre régional d'art contemporain, le caractère revendicatif de l'exposition « Vous avez dit singulier ? » s'exprime clairement : « Dérivé de l'art brut, l'art dit singulier, longtemps écarté des lieux-dits culturels, pourrait bien constituer une tendance majeure de l'expression de notre époque. » A Noyers-sur-Seine, plus à l'est (étape du Festival musical des grands crus I),

un autre musée d'art naïf, pas encore ennobli, accueille « des regards de peintres sur les mondes exotiques. Les artistes contemporains "en marge" y déposent leurs œuvres ».

C'est sur ce même principe du dépôt, tantôt spontané, tantôt systématiquement proposé, que s'est constituée la collection privée de la Fabuloselle, à Dicy, un micro-patelin de la Puisaye, à l'ouest de Joigny. « Art hors norme et art brut ». Le musée présente « un millier d'œuvres insolites, de la plus grande inventivité, réalisées par des "bricoleurs de rêves". Pur fruit de l'imaginaire ». Tarif : 30 francs

pour les adultes que certains d'entre nous sont restés. Visite : une heure trente. On se sent d'abord un peu agacé et puis on découvre, rassemblée par les Bourbons, une remarquable collection d'art brut, sorte de gare de triage pour la collection de D. Buffet, surabondante, inégale, volontiers morbide, mais dominée, dans un parc étonnant, par le célèbre manège de Petit-Pierre. A Vézelay enfin, Moreau expose dans son propre atelier l'expression de son « art visionnaire ». Gustave Moreau ? Non, Claude.

Frédéric Edelmann

HORS CHAMP

■ Le 23^e Festival du cinéma américain de Deauville aura lieu cette année du 5 au 14 septembre. Le jury, présidé par la comédienne Sophie Marceau (notre photographie), réunit le cinéaste



Etienne Chatiliez, le philosophe Alain Finkielkraut, l'acteur John Hurt et les comédiennes Inès Sastre, Michèle Laroque et Elodie Bouchez. La manifestation sera marquée par la première présentation européenne de *The Lost World*, deuxième épisode de *Jurassic Park*, réalisé par Steven Spielberg. Le gros succès de Wolfgang Petersen, *Air Force One*, servi par Harrison Ford, présent à Deauville, partagera le haut de l'affiche. Plusieurs hommages seront rendus au cours de ces dix jours, notamment au comédien Morgan Freeman, révélé par *Miss Daisy* et son chauffeur. Le producteur Arnold Kopelson (*Chute libre*, *Le Fugitif*, *Seven...*) fera l'objet d'un hommage du Festival, ainsi que le réalisateur John Waters, auteur iconoclaste de *Cry*, *Baby* et de *Serial Mother*.

■ La vie des discothèques, les interviews de chanteurs et le classement des clubs sont

quelques-uns des sujets que veut traiter *Night Life*, nouveau magazine consacré à la vie nocturne hexagonale et européenne. Ce bimensuel lancé par Patrick Marot, professionnel de l'événementiel venu de Belgique, a pour vocation de servir de « relais entre les différentes personnes qui font bouger la nuit et de rester très ouvert sur ce qui se passe en France et à l'étranger ». Au menu du numéro de juillet-août - numéro zéro distribué seulement aux professionnels -, une interview du chanteur latino Ricky Martin et de DJ Corti, une visite guidée de La Rocca, grande discothèque belge, ou encore un article sur le « phénomène rétro ». Se défendant de tout « parisianisme », le premier numéro du bimensuel devrait être en vente en kiosque à la fin du mois au prix de 25 francs.

■ Le jeune pianiste de jazz américain Brad Mehldau donnera, le 3 septembre, le coup d'envoi de la saison 1997-98 du New Morning, club du centre de Paris. Mehldau a publié au printemps *The Art of the Trio*, volume 1 (Warner-Jazz). Il enregistrera dans les prochains jours, en public dans un grand club new-yorkais, le deuxième volume de cet ensemble, à paraître début 1998. Ce musicien prodige, qui appartient à la génération montante des pianistes de jazz (aux côtés notamment de Jacky Terrasson, Laurent de Wilde, Rodney Kendrick...), se produira au New Morning avec les deux musiciens qui l'accompagnent sur son dernier album : Larry Grenadier à la contrebasse et Jorge Rossy à la batterie.

Les grands formats sensuels de Balthasar Burkhard

Genève/Arts. Le Musée Rath présente la première rétrospective d'un artiste qui aime jouer des ambiguïtés de la photographie

BALTHASAR BURKHARD, élève de l'ombre. Musée Rath, 1 place Neuve, 1204 Genève. Tél. : 00-41-22-310-52-70. Ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 17 heures. Le mercredi de 12 heures à 21 heures. Jusqu'au 7 septembre. Catalogue, Editions Lars Müller, 240 pages, 60 francs suisses (240 francs français environ).

Pour un grand nu, c'est un grand nu. Huit mètres de long. Et encore, une première version, aujourd'hui détruite, mesurait plus de 13 mètres. La dame est allongée sur tout un mur du Musée Rath, au repos, la fesse, saillante et le bras à demi plié devant le visage. Un nu bizarre, cependant, trop étiré, à la manière d'un Modigliani.

Il a fallu à Balthasar Burkhard pas moins de quatre prises de vue pour faire entrer son modèle démesuré dans l'objectif de son appareil. Quatre expositions de la pellicule, en déplaçant à chaque fois son boîtier, parallèlement au modèle, de quelques dizaines de centimètres. Une pour la jambe, une pour la hanche, une autre pour le torse, et une dernière pour la tête et le bras. Et ces quatre points de vue, ces quatre prises de vue, n'en font plus qu'un, une fois accrochés au mur. Mais ils introduisent une distorsion de cette perspective à laquelle nous ont habitués les appareils photographiques. La perception du nu est troublante, plus proche de celle que peuvent avoir des amants, des gros plans qui, à force de déplacement, reconstituent en entier, mais multipliés, le corps caressé.

Burkhard est sensuel, Burkhard est ambigu : il faut un certain temps au visiteur, même le plus innocent, pour comprendre que ces grandes lèvres humides et brillantes qui s'offrent à lui appartiennent à un inoffensif escargot,

hermaphrodite, toutefois. Burkhard n'est pas toujours si direct : son *Cochon laineux*, reproduit grandeur nature, fascinera plus les Suisses que d'autres. L'animal, typiquement helvète, est en effet en voie de disparition.

DES PIEDS ET DES MAINS
Le dessous du pied délicat d'une *maiko*, une apprentie geisha japonaise, excitera les Nippons plus qu'aucun autre peuple, eux qui savent seuls quels trésors cachés recèlent l'offrande au photographe d'une plante si jolie, et d'orteils si tendres.

Des pieds, le visiteur en verra d'autres, plus rudes, et plus polis. Et des mains aussi. Toujours gran-

Le cochon et le regardeur

L'artiste Niele Toroni a consacré un texte au *Cochon laineux* dans le catalogue de la rétrospective de Balthasar Burkhard, où il note, non sans malice, l'apport de son ami à la théorie de Marcel Duchamp selon laquelle c'est le regardeur qui fait l'œuvre :

« L'autre jour, dans une galerie, il y avait devant la photographie du cochon un regardeur. C'était un éminent critique ou, comme ils aiment se nommer maintenant, un théoricien de l'art du XX^e siècle. L'observant de loin, je vis, à ma grande stupeur, qu'il déglutissait avec délectation ses croûtes de nez. "Ah ! le cochon", n'ai-je pu m'empêcher de penser. Mais tout de suite m'apparut l'importance de cette observation. En effet, dans ce cas, le regardeur ne faisait pas seulement l'œuvre : il faisait le sujet même de l'œuvre. Mieux : il était l'œuvre. Donc on peut maintenant dire : le regardeur est l'œuvre. Et cela grâce à B.B. [Balthasar Burkhard] et pas à M.D. [Marcel Duchamp]. »

leur nature, ou légèrement surdimensionnés. Burkhard fait partie de ces gens qui utilisent la chambre noire, mais refusent catégoriquement d'être pris pour des photographes. A l'ambivalence des agences, il préfère le milieu des arts plastiques, plus vaste à son goût. Plus bestial aussi, comme il le confiait au *Journal de Genève* (7 et 8 juin 1997) : « Les portraits d'artistes et amis, absents de l'accrochage genevois faute de place, conduisent aux

hors du champ de l'appareil, ils sont seuls face à l'objectif. On de profil, photo, comme le zèbre, le chameau ou le rhinocéros qui se pavane, apparemment indifférents. Le lion jette un regard oblique, le puma couve le photographe d'un œil intéressé, voire gourmand. Le même, sans doute, toutes proportions gardées, que jetais Harald Szeemann, qui dirigeait dans les années 60 la Kunsthal de Berne, où Burkhard fit ses premières armes, en photographiant les grands fauves du monde de l'art contemporain. C'est avec un lionceau de son âge, Markus Raetz, lui aussi amateur des glissements de sens et des cabrioles infligées aux images, que Burkhard produisit la série des *Intérieurs*, en 1969-1970. Certaines de ces fragiles et monumentales photographies, tirées sur toile libre de tout châssis, sont exposées à Genève, comme *Le Rideau*, ou *L'Atelier*. Déjà, elles ne ressemblent à rien de connu, images à la fois réelles et fantomatiques.

D'un long séjour aux Etats-Unis,

en pleine apogée du minimalisme et du *land art*, Burkhard retient le goût pour l'installation (dont il se souvient quinze ans plus tard lorsqu'il flaque le pavillon suisse de la Biennale de Séville, en 1992, de six gigantesques bannières faites de ses photographies flottant au vent), et comprend l'efficacité du travail en série. En 1983, il mitraille ainsi un pied nu, masculin, et son mollet poli, sous toutes les coutures, et en expose les différentes versions démesurément agrandies. Puis vient le tour d'un genou. Un bras maigre, noueux, aux veines saillantes, subira le même sort cinq ans plus tard. Et quelques amas de poils, de provenances diverses mais pas toujours identifiables.

REGARD LUDIQUE ET TENDRE

Un séjour au Japon, en 1987, va lui permettre d'approfondir sa pratique, de pousser plus avant son analyse du détail, d'aligner son regard à la fois ludique et tendre porté sur les petits mondes créés par la nature, et profondément modifiés par la culture : le pied de la *maiko* en est le prototype, fruit d'une civilisation millénaire, comme les jardins de gravier des temples zen. Il retire également de son passage au pays du Soleil-Levant le titre de sa rétrospective de Genève, emprunté au roman de Junichiro Tanizaki, *Eloge de l'ombre*. Un paradoxe de plus, et un pied de nez aux photographes amateurs de projections.

Rapporté à l'imaginaire occidental, son œuvre est parfois, paradoxalement, moins convaincante. Ainsi, sa version de *L'Origine du monde* pourrait n'apparaître que comme un nu un peu vulgaire et salace à ceux qui ignorent encore le célèbre tableau de Gustave Courbet. Aux autres, il semblerait voluptueux certes, mais un peu dérisoire : il lui manque l'extrême violence que la peinture seule pouvait conférer à un tel sujet, la moiteur et l'opacité de l'huile, la peau du tableau.

Burkhard pourtant travaille en noir et blanc, pour l'essentiel. Il tire lui-même ses photographies, parfois sur des matériaux inhabituels, comme la toile. On encore utilise des techniques oubliées, comme la toujours somptueuse héliogravure. Petit à petit, il approche ainsi d'une matière qui fait habituellement défaut à son médium d'élection. Mais qui n'a jamais rien gagné à s'agiter la peinture.

Harry Bellet

La carte du Tendre sans boussole

Crestet/Arts. Promenade sentimentale au pied des Dentelles de Montmirail

« A (a)mitiés et autres catastrophes ». La Carte du Tendre. Ghada Amer, Marie Legros, Frédéric Lormeau, Marc Quer, Didier Trénet. Crestet, centre d'art, chemin de la Verrière, 84110 Crestet-Valson-la-Romaine. Tél. : 04-90-36-34-85. Tous les jours, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} septembre. Catalogue *Géographies du Tendre*, Actes-Sud, 96 p., 70 F.

Les promenades sentimentales peuvent être torrides parfois. Qui cheminera dans la garrigue environnant le centre d'art du Crestet en fera l'expérience, s'il n'a pas la bonne idée d'y aller en fin de journée lorsque les ombres s'allongent dans le sous-bois et que la fraîcheur s'installe. Le moment est mûr pour effeuiller la marguerite. C'est d'ailleurs ce que propose au visiteur « A (a)mitiés et autres catastrophes ». Sous-titré *La Carte du Tendre*, c'est un hommage dont M^{me} de Scudéry serait sans doute bien étonnée.

Elle commence par une cueillette. Chaque promeneur, dûment muni de sa marguerite, est invité à dévaler un sentier plutôt raide pour découvrir une clairière semée de petits pots. On y plante sa fleur, et l'ensemble, lorsqu'il est rendu assez touffu par l'affluence, dessine deux visages de profil qui s'embrassent. Hélas, les deux amants restent le plus souvent virtuels : le centre d'art du Crestet, perché au-dessus d'un bien joli vieux village situé au cœur des Dentelles de Montmirail, n'attire pas les foules. C'est dommage, la promenade vaut le détour.

Peut-être est-ce pour évoquer ce visiteur absent que le jalon suivant, le plus violent mais le plus réellement tendre de l'exposition, est gravé d'un gigantesque « TU ME MANQUES ». Il s'agit d'une cabane de chantier rouge, incongrue au milieu des sept hectares d'un parc tout vert. Elle est une ode à ces hommes travaillant loin des leurs. Qui ne rentreront pas de si tôt au foyer s'ils suivent les panneaux de signalisation avoïnants. Drôles de panneaux d'ailleurs : deux poteaux supportent chacun trois plaques indiquant la direction de lieux imaginaires, mais aux noms évocateurs. Vu de près, avec les mottes de fumier qui s'amoncellent en cônes à leur base, ils évoquent deux pattes de poule, des volatiles géants que l'on aurait enterrés la tête en bas.

Ha. B.

Le Monde ÉDITIONS

LE CINÉMA VERS SON DEUXIÈME SIÈCLE
Sous la direction de Jean-Michel Frodon
Marc Nicolas et Serge Toubiana

(Colloque international de l'Odéon de mars 1995)
240 pages, photos NB, 98 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

L'extraterrestre est l'avenir de l'homme

Men in Black. Dans la tradition du film de science-fiction, cette grosse production fera date

Film américain de Barry Sonnenfeld. Avec Tommy Lee Jones, Will Smith, Linda Fiorentino, Vincent D'Onofrio. (1 h 38.)

Men in Black est un film qui maltraite. La chose est suffisamment rare et méritait d'être considérée avec le respect qui s'impose. Le parti pris de Barry Sonnenfeld est simple et imprégné d'un sens de la relativité qui l'honore : les Terriens seraient une population parmi les centaines d'autres qui peuplent notre système solaire, et représenteraient sans aucun doute l'une des espèces des moins évoluées. Notre prétendu progrès technologique – voiture, four à micro-ondes, machine à pop-corn, fer à friser les cheveux, fil à couper le beurre – serait dû aux informations obtenues par des douaniers zélés chargés de les soustraire à des extraterrestres débarqués illégalement sur Terre en échange d'un permis de séjour. A la question de savoir ce que nous connaissons, Barry Sonnenfeld répond simplement que l'intelligence n'est pas de ce monde.

La subtilité non plus. Grâce aux couvertures des tabloïds sur lesquelles figurent les derniers récits d'une femme enlevée dans sa ferme par un extraterrestre à six bras ou ceux d'une famille forcée par des hommes verts aux yeux globuleux à creuser des trous à main nue dans son jardin, les experts d'un étrange MIB (Men in Black) retrouvent la trace de tous les résidents désirables et indésirables venus nicher sur notre planète. L'idée de départ de Barry Sonnenfeld pourrait être un des points du manifeste surréaliste : faire la synthèse du merveilleux et du banal.

Sous sa bonne humeur apparente et son second degré affiché, Barry Sonnenfeld a fait un film profondément pessimiste. Pour intégrer l'unité spéciale des MIB, dont l'existence est tenue cachée



COLUMBIA TRISTAR FILMS

aux yeux du grand public, Tommy Lee Jones et Will Smith doivent renouer à leur identité – leurs noms sont transformés en numéros, leurs empreintes digitales effacées – et à tout contact avec leur famille ou leurs proches. Le quartier général du MIB ressemble à une immense ruche dissimulée dans un building de Manhattan où s'activent une myriade d'ouvriers-fourmis chargés de repérer la totalité des allées et venues entre les différentes constellations.

Cet univers, explicitement emprunté à Franz Kafka, représente un château à l'envers, d'où il n'est

cette fois-ci plus possible de sortir. Ce n'est pas un hasard si la menace à laquelle doivent faire face les deux hommes en noir est incarnée par un immense insecte prêt à détruire la planète et prenant, pour se faufiler plus discrètement, l'apparence humaine d'un dératiseur spécialisé dans l'extermination des cafards. Men in Black se complait à répéter la même scène de métamorphose d'hommes en insectes. Le film dépeint un univers où les humains deviennent machines, où les extraterrestres, se défilant peu à peu de leurs oripeaux empruntés aux humains, redeviennent ani-

maux. Dans la longue histoire de la science-fiction paranoïaque, Men in Black est à marquer d'une pierre blanche. La Chose d'un autre monde, de Howard Hawks, regardait l'extraterrestre comme une simple menace destructrice. Dans L'invasion des profanateurs de sépulture, Don Siegel le décrivait comme une métaphore du communisme ou du maccarthysme rampant.

John Carpenter, dans Invasion Los Angeles, voyait dans leur présence l'irruption de plus en plus menaçante d'un matérialisme censé gangréner la société américaine. Men in Black ne vise pas la métaphore, et Barry Sonnenfeld s'est efforcé de donner un traitement réaliste à une histoire aberrante. Les deux membres de la brigade spéciale recherchent l'extraterrestre maléfisant comme certains de leurs confrères un dealer ou un dangereux criminel.

DIFFÉRENTS NORMAUX

Fidèle à la tradition du film criminel américain des années 70, dont les protagonistes commentaient à descendre dans la rue et à mettre le nez dans les ghettos noirs ou latinos, Men in Black met à nu derrière des comptoirs d'épicerie paisibles des hommes à tête de mangouste ou d'araignée dont la difformité est peu à peu présentée comme une forme somme toute acceptable de la normalité. A cet égard, la scène où Will Smith, l'un des deux hommes en noir, aide une femme extraterrestre à accoucher de son bébé-pleureur est anthologique. Comme tous ces films qui s'efforcent de façonner notre regard, Men in Black fait du monstre effrayant d'Alien, de Ridley Scott, le meilleur ami de l'homme. Son ratelier amovible s'est transformé en sourire de starlette, ses griffes en tape amicale et ses tentacules en signe de bienvenue.

S. Bd

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

PRINCE VALIANT

Film allemand de Douglas Hickox. Avec Stephen Moyer, Thomas Kretschmann, Katherine Heigl, Joanna Lumley. (1 h 27.)
■ Prince Valiant est la seconde adaptation cinématographique de la bande dessinée de Harold Foster, inspirée de la légende du Graal. On ne pouvait pas attendre de la version de Douglas Hickox d'être au niveau de Prince Vaillant de Henry Hathaway, qui constituait un des sommets du classicisme hollywoodien. Mais le résultat aurait pu être bien pire. Grâce à des principes de série B volontairement assumés – décors minimalistes, recours à l'animation pour les plans larges sur des châteaux forts, figurants en nombre réduit –, Douglas Hickox a réalisé un film efficace, avec des partis pris intéressants comme l'emploi d'acteurs dont la plupart ressemblent à des mannequins. Un choix très proche de l'esprit de la bande dessinée.

S. Bd

CARTON JAUNE

Film anglais de David Evans. Avec Colin Firth, Ruth Gemmel, Neil Pearson, Lorraine Ashbourne. (1 h 42.)
■ Adapté de Fever Pitch, le magnifique roman autobiographique de Nick Hornby qui décrivait sa passion obsessionnelle pour le club de football londonien d'Arsenal, Carton Jaune raconte un récit déstructuré, qui s'étalait sur une cinquantaine de matches-clés d'Arsenal pendant une vingtaine d'années et laissait entrevoir qu'il ne se passait rien dans son existence en dehors des journées de championnat. Carton Jaune remplace cette structure en étoile par un scénario plus conventionnel tournant autour d'un professeur de lycée, obsédé par Arsenal et qui doit apprendre à laisser un peu de place à la femme qui vient de partager sa vie. Pour créer un élément de suspense, David Evans a bâti son film autour de la victoire remportée par Arsenal en 1989 lors de la dernière journée de championnat. Cette construction artificielle et cette mise en scène plate sont rattrapées par une description originale du quotidien du supporter de football qui échappe largement aux caricatures. La passion du football n'est plus montrée comme un vice et une forme avancée de bêtise mais est comparée à un art de vivre. Ce parti pris suffit à faire de Carton Jaune le premier film sur le football qui s'adresse à un public à la fois masculin et féminin.

S. Bd

DIEU N'EXISTE PAS

Film hongrois d'Andras Jelecs. Avec Cora Fischer, Eva Lang, Kathleen Gatl, Peter Halasz. (1 h 30.)
■ Une jeune fille juive de treize ans assiste dans une province hongroise à l'invasion de la Hongrie par l'Allemagne, à la ruine de sa famille et à la déportation de celle-ci par les nazis. Dieu n'existe pas se distingue par une mise en scène très sobre qui se contente de suggérer le danger qui frappe la communauté juive de Hongrie au lieu de pécher par trop de démonstration. Malheureusement, Andras Jelecs choisit des effets de mise en scène inutiles (personnages figés dans la rue dès que la voix de la jeune fille a quelque chose d'important à signaler) et tombe dans une grandiloquence de mauvais goût (insertion de musique classique lorsque apparaissent les troupes nazies) qui rend son film inutilement lourd.

S. Bd

Été difficile pour les studios américains

LES STUDIOS AMÉRICAINS continuent, en plein milieu de l'été, traditionnellement la saison la plus profitable de l'année, à aligner des succès impressionnants. Cinq films ont à ce jour dépassé les 100 millions de dollars de revenus : The Lost World, de Steven Spielberg, Batman et Robin, de Joel Schumacher, Face Off, de John Woo, My Best Friend's Wedding, de R.J. Hogan et Men in Black, de Barry Sonnenfeld. Un club que devrait bientôt rejoindre Les Ailes de l'enfer, de Simon Wincer, Contact, de Robert Zemeckis avec Jodie Foster, et Air Force One, de Wolfgang Petersen avec Harrison Ford.

Le box-office américain n'arrive pourtant pas à égaler ses résultats de l'an dernier, où Twister et Independence Day avaient respectivement rapporté 242 et 304 millions de dollars (le dollar valait alors environ 5,50 F). Les studios américains semblent marqués par un double syndrome : la stabilisation inquiétante du nombre d'entrées depuis 1993 et l'augmentation des coûts de production depuis le début des années 90 ; ils dépassent régulièrement les 100 millions de dollars. Pour faire face à cette inflation, essentiellement due aux salaires des stars (dont les cachets dépassent maintenant les 20 millions de dollars), les studios ont exercé une forte pression sur les territoires étrangers qui représentent désormais plus de la moitié de leurs revenus.

La marge de progression des studios sur ce marché a désormais atteint ses limites. Seul le développement de la télévision numérique et du câble pourrait apporter le surcroît de revenus que les di-

geants des majors recherchent tant. Pour faire face à des pertes trop lourdes, les studios ont mis au point un système de partenariat qui est de plus en plus utilisé aujourd'hui. Paramount et la Fox se sont déjà associés sur Titanic, de James Cameron. Sony et Disney en ont fait de même pour Starship Troopers, de Paul Verhoeven, ainsi que Paramount et encore Disney pour Snake Eyes, le prochain film de Brian De Palma avec Nicolas Cage. Le problème de ce type d'association est bien évidemment de diviser les bénéfices par deux à un moment où les revenus des majors ont déjà tendance à s'amenuiser.

ÉCHEC DES « SEQUELS »

L'été sera également venu contredire un dogme pourtant bien établi à Hollywood. Il était tenu pour acquis qu'une séquelle, c'est-à-dire la suite d'un succès, générerait au moins la moitié des revenus de l'original. Les résultats des séquels de cet été sont assez médiocres. Après un démarrage fulgurant (90 millions de dollars la semaine de sa sortie), The Lost World s'est vite essouffé, perdant 60 % de ses spectateurs dès la deuxième semaine. Batman et Robin a péniblement passé la barre des 100 millions, alors que Speed 2, qui a coûté trois fois plus que l'original, en rapportera deux fois moins. « Bigger is not better », expliquait l'hebdomadaire américain Variety, une vérité première qui signifie en gros qu'un budget astronomique n'est aucunement un indicateur de succès.

S. Bd

Barry Sonnenfeld, réalisateur

« La seule minorité sur laquelle on ait encore le droit de faire de l'humour »

« Qu'est-ce qui vous a attiré dans la bande dessinée dont est adapté Men in Black, et pourquoi en avez-vous concentré l'action à New York ?

– Je crois que nous n'avons pas la moindre idée de ce qui se passe, et la bande dessinée soulignait très bien cet aspect. Il y a un côté très arrogant chez les humains. J'ai tenu absolument à ce que le film se déroule à New York, j'ai grandi là-bas, et les gens y sont très bizarres. Il n'y a jamais deux personnes qui se ressemblent. Les New-Yorkais ont de grandes oreilles et des yeux inexpressifs, et ils se parlent tout seuls. Les gens aux États-Unis sont de moins en moins tolérants vis-à-vis des différences, alors que les New-Yorkais le sont nettement plus. J'imagine donc très bien comment des extraterrestres pourraient y vivre, s'y épanouir, sans jamais être remarqués.

– Lorsque j'ai appris que Steven Spielberg allait être le producteur exécutif du film, je lui ai tout de suite dit que j'aimerais de faire une comédie pour essayer de faire une version de French Connection avec des extraterrestres. Je me suis dit que le traitement du film se devait d'être réaliste, Tommy Lee Jones reprendrait le personnage interprété par Gene Hackman, sauf qu'au lieu de s'en prendre à des

dealers il rechercherait des extraterrestres. L'humour du film vient de là : si vous voyez des personnages qui ne s'étonnent même pas de croiser des extraterrestres, vous obtenez un décalage qui ne peut que faire sourire le spectateur. J'ai également beaucoup joué sur l'écart entre Tommy Lee Jones, qui joue un personnage très sérieux, et Will Smith, son partenaire, qui est beaucoup plus blagueux. C'est un principe de comédie très codé qu'on retrouve dans Laurel et Hardy, Abbott et Costello...

– Will Smith et Tommy Lee Jones sont habillés comme des acteurs de film noir des années 60. Le comique ne vient-il pas de ce décalage entre un film futuriste et des personnages qui semblent venir d'un passé éloigné ?

– Tommy Lee Jones dit dans le film que le premier extraterrestre débarqué sur Terre en mars 1962. Il me semblait donc évident que le concept de mode et de style s'évanouisse à partir de ce jour. Être à la mode ou être ringard me semblait complètement obsolète devant l'idée forte que nous n'étions plus seuls dans cet univers. Les quar-

tiers généraux des Men in Black sont inspirés d'un des terminaux TWA à l'aéroport Kennedy, dessiné par un architecte finnois, qui est tout en cercles et en courbes. J'ai du coup essayé de multiplier les décors où les personnages évoluaient dans des cercles. La scène de poursuite du début, par exemple, où Will Smith court après un extraterrestre dans le Guggenheim Museum. Ce musée a vraiment l'air d'une soucoupe volante. Les années 60 étaient obsédées par le futur, ce qui en faisait du coup une période parfaite pour ce mélange de futurisme et de nostalgie.

– Men in Black est-il un film sur les extraterrestres ou sur la détresse de ces hommes en noir qui doivent abandonner toute attache familiale pour se consacrer à leur tâche ?

– Un film sur les hommes en noir, incontestablement. Ils doivent non seulement sauver la planète, mais personne n'en saura jamais rien. Les héros sont au moins célébrés, pas eux. J'aime beaucoup la scène où Tommy Lee Jones regarde sa femme grâce à un satellite alors que celle-ci le croit

disparu pour toujours. Le personnage de Tommy Lee Jones est obsédé par la vérité, et par les différentes manières de la révéler. C'est ce qui en fait un véritable héros à mes yeux.

– Comment expliquez-vous la vogue des films sur les extraterrestres ?

– Je suis frappé par la vague d'intolérance qui frappe les États-Unis en ce moment. Et par la vogue du « politiquement correct ». Vous ne pouvez rien dire ou écrire sur un groupe, une minorité ou un parti sans vous ramasser un droit de réponse ou un procès. Il ne faut pas alors s'étonner de voir se multiplier les films sur les extraterrestres, il s'agit du seul groupe sur lequel on ait encore le droit de faire de l'humour en toute liberté, mais pour combien de temps encore ? Je voudrais préciser à la fin du film qu'aucun animal ou extraterrestre n'avait été maltraité durant le tournage, mais le studio a préféré reculer, de peur de se voir coller un procès par une association de défense des animaux. »

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

Ouverture en décembre du nouveau Centre Getty

Richard Meier a réalisé le grand complexe culturel de Los Angeles

LE NOUVEAU CENTRE artistique et culturel du J. Paul Getty Trust, construit sur une colline en surplomb de Los Angeles et de l'océan Pacifique, ouvrira ses portes le 16 décembre prochain.

Le musée de Malibu, créé en 1953, a fermé le 6 juillet pour des travaux de rénovation qui s'achèveront en 2001. La Fondation Getty est envieux pour ses activités, qui vont du soutien à la recherche dans les domaines des arts et du patrimoine à la constitution de plusieurs collections muséales, en passant par de nombreuses publications et un programme de bourses qui a réparti plus de 60 millions de dollars (300 millions de francs) pour financer 1 500 projets dans une centaine de pays. La réalisation du nouveau Getty Cen-

ter a été confiée à l'architecte américain Richard Meier, âgé de soixante-deux ans, lauréat en 1984 du Pritzker Architecture Prize.

Meier, architecte du siège de Canal Plus à Paris, travaille depuis treize ans à la conception et à la réalisation du centre, désormais l'un des plus grands complexes culturels privés au monde. Le terrain s'étend sur 45 hectares et comporte six pavillons à deux niveaux reliés par des passerelles, des cours, des jardins... Cet immense campus de 87 000 m² consacre 33 000 m² aux espaces muséographiques. Les collections permanentes ont été transférées du musée de Malibu. Mais le Getty ne cesse d'investir dans l'achat d'œuvres, Les Iris, de Van Gogh, ou Nature morte avec

pommes, de Cézanne, acquis pour 25 millions de dollars en 1996.

Le centre accueille par ailleurs l'Institut de recherche sur l'histoire de l'art et les sciences humaines et les Instituts de conservation, de l'information et de l'éducation artistique. Le Getty Trust, qui dispose d'un capital de plus de 4 milliards de dollars et emploie 300 personnes, a consacré environ 1 milliard de dollars pour son nouveau centre, qui attend 1,3 de visiteurs par an. Directeur de la fondation depuis 1981, Harold M. Williams a annoncé sa décision de laisser son poste le 5 janvier 1998 au Dr Barry Munitz, chancelier de l'université de Californie.

Frédéric Edelmann

PALAIS ROYAL
DU 7 AU 10 AOÛT 22H
CUADRA DE SEVILLE
CARMEN
TARIF : 120F / TARIF RÉDUIT : 80F

PARIS. QUARTIER D'ÉTÉ
01 44 83 64 40 / 3615 FNAC

Dossier spécial
notre cinéma américain

Homage
à James Stewart
et Robert Montgomery

Inrockuptibles

Joyco 150



GUIDE CULTUREL - CINÉMA

LE MONDE / JEUDI 7 AOÛT 1997 / 21

LA SÉLECTION DU « MONDE »

LES ANGES DÉCHUS
(Hongkong, 1 h 36)
de Wong Kar-Wai.
LA CIGARTE
(polonais, 1 h 44)
de Krzysztof Kieslowski.
DAARYA
(indien, 1 h 47)
de Anand Patwardy.
GOODBYE SOUTH, GOODBYE
(taïwanais, 1 h 52)
de Hou Hsiao Hsien.
J'AI HORREUR DE L'AMOUR
(français, 2 h 14)
de Laurence Ferreira Barbosa.
JAMES ET LA PÊCHE GÉANTE
(dessin animé américain, 1 h 20)
de Henry Selick.
LEVEL FIVE
(français, 1 h 46)
de Chris Marker.
LA MÔME SINGE
(américain-chinois, 1 h 35)
de Xiao-Yen Wang.

REPRISE
(français, 3 h 12)
de Hervé de Larosière.
SCREAM (*)
(américain, 1 h 50)
de Wes Craven.
LES TEMPS DES MIRACLES
(yougoslave, 1 h 38)
de Goran Paskaljevic.
LA VIE DE JÉSUS
(français, 1 h 36)
de Bruno Dumont.
LE VILLAGE DE MES RÊVES
(japonais, 1 h 52)
de Yoichi Higashi.
LES VERTUEUSES
(britannique, 1 h 47)
de Mark Herman.
VOYAGE AU DÉBUT DU MONDE
(portugais, 1 h 33)
de Manoel de Oliveira.
WHEN WE WERE KINGS
(américain, 1 h 28)
de Leon Gast.

FESTIVALS

L'INTÉGRALE BERGMAN
(v.o.), Saint-André-des-Arts I, 6^e (01-43-26-48-18). *Le Vierge*, mer. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *L'Éternel Mirage*, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Après la répétition*, ven. 14 h 10, 15 h 45, 17 h 20, 19 h, 20 h 35, 22 h 10.

HUMPHREY BOGART
(v.o.), Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30). *Key Largo*, mer. 18 h, 20 h, 22 h; *Le Faucon maltais*, jeu. 18 h, 20 h, 22 h; *Passage à Marseille*, ven. 18 h, 20 h, 22 h.

LES CENT JOURS DU CINÉMA JAPONAIS
(v.o.), Les Trois Lumières, 6^e (01-46-33-97-77). *Fleurs d'équinoxe*, mer. 16 h 30, 19 h, 21 h 30; *La Guerre des monstres*, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Printemps tardif*, ven. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

HOMMAGE A YOUSSEF CHAHINE
(v.o.), Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09). *Alexandrie encore et toujours*, ven. 12 h.

COMÉDIES ITALIENNES
(v.o.), Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60). *Voyage en Italie*, mer. 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10; *Polserella rossa*, jeu. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10; *Les Nouveaux Messieurs*, ven. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

DE HONGKONG A LA CHINE, TSUI HARK
(v.o.), UGC Ciné-cité des Halles, 1^{er} 2^e (01-43-26-48-18). *Zu, les guerriers de la montagne magique*, mer. 16 h, 18 h 05, 20 h 15, 22 h 20; *Artiste Maudit*, jeu. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10; *Les Nouveaux Messieurs*, ven. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10; *Shanghai Grand*, ven. 9 h 35, 11 h 40, 13 h 50, 15 h 55, 17 h 05, 19 h 15, 21 h 20; *The Blade*, mer. 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40; *The Big Heat*, jeu. 13 h 40, 15 h 40, 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40; *Le Temple du lotus rouge*, ven. 13 h 40, 15 h 40, 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40.

DEMY TOUT ENTIER
(v.o.), 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-43-26-48-18). *Une chambre en ville*, ven. 11 h 40, Denfert, 14^e (01-43-21-41-01); *Les Parapluies de Cherbourg*, ven. 11 h 30; *Lola*, jeu. 11 h 50.

LES DESSOUS DE LA VILLE
(v.o.), La Villette, Prairie du triangle, 19^e (01-40-03-76-92). *La Rue de la honte*, mer. 22 h; *Sammy et Rosie s'en vont*, ven. 12 h; *Les Parapluies de Cherbourg*, ven. 11 h 30; *Lola*, jeu. 11 h 50.

DEUX GRANDS COMIQUES : CHAPLIN, KEATON
(v.o.), Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-48-18). *Le Mécano de la General*, mer. 16 h; *La Croisière du Navajo*, mer. 16 h; *Le Figurant*, jeu. 14 h; *Les Nouveaux Messieurs*, ven. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10; *Le Figurant*, jeu. 14 h; *Les Nouveaux Messieurs*, ven. 14 h 10, 16 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

DOCUMENTAIRES-FICTIONS DE MARIA KOLEVA
Cinéma Vidéo, 5^e (01-47-00-61-31). *Antoine Vitez s'amuse avec Claudel et Brecht*, ven. 12 h; *Paroles tues ou aimées à Paris en étrangers*, ven. 14 h; *Annie Viazoli, psychographe*, ven. 16 h; *Isabelle et les 27 voleurs, une leçon*, ven. 19 h; *John, le dernier ouvrier sur terre*, ven. 21 h.

LA TRILOGIE BILL DOUGLAS
(v.o.), Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09). *My Ain Folk*, jeu. 20 h; *My Way Home*, jeu. 22 h.

CARL THEODOR DREYER
(v.o.), Reflet Médias, 1^{er} (01-43-54-52-34). *Vampyr*, jeu. 12 h 10.

RAINER WERNER FASSBINDER
(v.o.), L'Entreprise, 14^e (01-43-41-61-63). *Prenez garde à la salade putain*, mer. 18 h, 22 h; *Le Marchand des quatre saisons*, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Le Secret de Veronique Voss*, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Le Droit du plus fort*, ven. 16 h 30; *L'Amour est plus froid que la mort*, ven. 18 h 40.

FILMS NOIRS FRANÇAIS : 2^e ÉPOQUE

Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20). *Ascenseur pour l'échafaud*, mer. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Les Yeux sans visage*, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Plein soleil*, ven. 13 h 30, 16 h, 19 h 30, 22 h.

VOIR ET REVOIR GODARD
Reflet Médias, 1^{er} (01-43-54-52-34). *Vivre ou vivre*, mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Les Carabinières*, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Alphaville*, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

KATHARINE HEPBURN
(v.o.), Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60). *Holiday*, mer. 18 h; *L'impossible, Mr. Bébé*, jeu. 18 h; *Devine qui vient dîner ?*, ven. 18 h.

JAMES IVORY
(v.o.), Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47). *Shakespeare Wallah*, mer. 15 h 50, 18 h, 20 h 10; *Le Gourou*, jeu. 13 h 40, 15 h 50, 18 h, 20 h 10; *Les Européens*, ven. 13 h 40, 15 h 50, 18 h, 20 h 10.

CYCLE ARBAS KAROSTAMI
(v.o.), Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47). *Au travers des oliviers*, mer. 18 h, 20 h; *Les Premiers*, jeu. 16 h, 18 h, 20 h; *Le Passage*, ven. 16 h, 18 h, 20 h.

HOMMAGE A ROBERT MITCHUM
(v.o.), Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30). *Un si doux visage*, mer. 18 h 10, 20 h 10; *Pendez-moi haut et court*, jeu. 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10; *La Vallée de la peur*, ven. 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.

HOMMAGE A GORAN PASKALJEVIC
(v.o.), Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49). *Mes amours de 68*, mer. 18 h 55; *Un gardien de plage en hiver*, mer. 22 h 40, ven. 18 h 55; *Traitement spécial*, jeu. 22 h 40; *L'Amérique des adultes*, ven. 22 h 40; *Ange gardien*, jeu. 18 h 55.

PELLEGRINS FOLIES
(v.o.), Sept Parassiens, 14^e (01-43-20-32-20). *Les Gladiatrices*, mer. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Rome contre Rome*, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Les Nuits chaudes de Cléopâtre*, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

ERIC ROHMER, COMÉDIES ET PROVERBES
14-Juillet Hautefeuille, 6^e (01-43-26-48-18). *L'Ami de mon amie*, mer. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *La Femme de Frédéric*, jeu. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Le Rayon vert*, ven. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

STARS, LES INCONTOURNABLES
(v.o.), Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40). *La Dame du vendredi*, mer. 18 h, 20 h, 22 h; *Sylvia Scarlett*, jeu. 18 h, 20 h, 22 h; *La Splendeur des Amberson*, ven. 18 h, 20 h, 22 h.

JAMES STEWART, L'ACTEUR COMPLET
(v.o.), L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80). *Indiscretions*, mer. 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; *Vous ne l'emporterez pas avec vous*, jeu. 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50; *Appelée Nord 777*, ven. 13 h 50, 15 h 50, 17 h 50, 19 h 50, 21 h 50.

INTÉGRALE LARS VON TRIER
(v.o.), Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5^e (01-43-54-15-04). *Épidémie*, mer. 15 h 40, 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40; *Europa*, jeu. 13 h 40, 15 h 40, 17 h 40, 19 h 40, 21 h 40; *Breaking the Waves*, ven. 14 h; *The Kingdom*, ven. 17 h, 20 h.

UNE HISTOIRE DU CINÉMA EUROPÉEN
(v.o.), Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09). *Trois dans un sous-sol*, ven. 16 h; *Le Bonheur*, mer. 17 h 45; *L'Homme à la caméra*, mer. 20 h 45; *Au bord de la mer bleue*, mer. 18 h 15; *Tempête sur l'Isle*, mer. 22 h 05; *Le Voleur de bicyclette*, mer. 16 h, jeu. 18 h 15; *Riz amerc*, ven. 18 h; *Rome ville ouverte*, ven. 20 h; *Bellissima*, jeu. 16 h.

WIM WENDERS
(v.o.), Accatone, 5^e (01-46-33-86-86). *Les Ailes du désir*, jeu. 22 h; *Alice dans les villes*, jeu. 15 h 40.

NOUVEAUX FILMS

CARTON JAUNE
Film britannique de David Evans, avec Colin Firth, Hugh Grant, Neil Pearson, Lorraine Ashbourne (1 h 42).
VO : UGC Ciné-cité des Halles, dolby, 1^{er}; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G.-de-Beauregard, dolby, 6^e (01-42-22-87-23); Le Balzac, dolby, 5^e (01-45-61-10-60); Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-00-02-48); Biervende Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00); Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24); Pathé Wepler, dolby, 18^e (+).

DIEU N'EXISTE PAS
Film franco-hongrois d'Andras Jele, avec Cora Fischer, Eva Lang, Peter Hasez, Karlheinz Gerd, Elemer Sos, Lorinc Gulyas (1 h 30).

MLB. MEN IN BLACK
Film américain de Barry Sonnenfeld, avec Tommy Lee Jones, Will Smith, Linda Fiorentino, Vincent D'Onofrio, Rip Torn, Tony Shalhoub (1 h 38).
VO : UGC Ciné-cité des Halles, dolby, 1^{er}; Gaumont Opéra, dolby, 2^e (01-43-12-01-40); 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (+); Bretagne, dolby, 6^e (01-39-17-10-00); UGC Danton, dolby, 6^e; Gaumont Marnage, dolby, 6^e (+); UGC Normandie, dolby, 6^e; Max Under Panorama, THX, dolby, 9^e (01-48-24-88-88); La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran Halle, dolby, 13^e (01-45-90-77-00); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+); Gaumont Knaparoma, dolby, 15^e (+); Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24); UGC Maillot, 17^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 18^e (+).

VF: Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (01-39-17-10-00); UGC Montparnasse, dolby, 6^e; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (01-47-87-35-43); Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-56-31); Les Nations, dolby, 12^e (01-43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; UGC Gobelins, dolby, 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50); UGC Convention, dolby, 15^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+); La Gambetta, THX, dolby, 20^e (01-46-36-10-96).

PRINCE VALIANT
Film américain d'Anthony Hickox, avec Stephen Moyer, Katherine Heigl, Thomas Kretschmann, Edward Fox, Udo Kier, Warwick Davis (1 h 27).
VO : Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+).

VF: Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40); 14-Juillet Opéra Français, dolby, 2^e (01-47-30-33-88); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (01-47-07-55-88); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50); Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50); La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96).

QUATRE GARÇONS PLEINS D'AVENIR
Film français de Jean-Paul Lilienfeld, avec Olivier Brocheur, Eric Berger, Olivier Struik, Stéphane Guérin-Tillie, Thierry Lhermitte (1 h 30).
UGC Ciné-cité des Halles, dolby, 1^{er}; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00); Bretagne, 6^e (01-39-17-10-00); UGC Odéon, dolby, 6^e; Gaumont Ambassade, dolby, 6^e (01-43-27-84-50); UGC Danton, dolby, 6^e; UGC Opéra, dolby, 9^e; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+); Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-43-27-84-50); UGC Maillot, 17^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (+).

EXCLUSIVITÉS
ABEL
d'Abel Van Warmerdam, avec Henri Garcin, Alex Van Warmerdam, Olga Zulueta, Annet Malherbe. Hollandais (1 h 35).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+); Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).
ALBINO ALLIGATOR (*)
de Kevin Spacey, avec Matt Dillon, Faye Dunaway, Gary Sinise, William Fichtner, Viggo Mortensen, John Spencer. Américain (1 h 40).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40); Les Trois Lumières, dolby, 6^e (01-46-33-97-77); La Pagode, dolby, 7^e (+); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08); Gaumont Grand Ecran Halle, dolby, 13^e (01-45-90-77-00); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+); Pathé Wepler, dolby, 18^e (+).

LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-Wai, avec Leon Lai Ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Yung, Michele Reis, Karen Mok. Hongkongais (1 h 36).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+); Lucernaire, 6^e.

L'AUTRE CÔTÉ DE LA MER
de Dominique Calabrese, avec Claude Brasseur, Roschdy Zem, Martha Villalonga, Agnès, Catherine Hegel, Marilynne Canto. Français (1 h 30).
Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85).

BOX OF MOONLIGHT
de Tom DiCillo, avec John Turturro, Sam Rockwell, Catherine Keener, Lisa Blount, Annie Corley, Alexander Goodwin. Américain (1 h 47).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+); Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

LA CIGARTE
de Krzysztof Kieslowski, avec Franciszek Pieczka, Jerzy Stuhr, Mariusz Dmochowski, Jan Skotnicki, Stanislaw Igar, Michal Tarkowski. Polonais (1 h 44).

VO : 14-Juillet Parnasse, 6^e (+).
LE CIEL EST À NOUS (*)
de Graham Guit, avec Romane Bohringer, Mehdi Poudou, Jean-Philippe Ecoffey, Elodie Bouchez. Franco-canadien (1 h 30).
Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85).

LE CONQUÊTEUR ÉLÉMENT
de Luc Besson, avec Bruce Willis, Gary Oldman, Ian Holm, Chris Tucker, Milla Jovovich. Français (2 h 06).

VO : UGC Ciné-cité des Halles, dolby, 1^{er}; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+).

VF: Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-30-33-88); Gaumont Gobelins Favette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27); Pathé Wepler, dolby, 18^e (+).

CLUBBED TO DEATH (***)
de Yolande Zauberman, avec Elodie Bouchez, Béatrice Dalle, Roschdy Zem, Richard Courcet, Gérard Thomassin, Luc Lavandier. Français (1 h 30).
14-Juillet Beaubourg, 3^e (+).

CONTRE-ATTAQUE
de Stanley Tong, avec Jackie Chan, Jackson Lou, Chen Chun-wu, Bill Tung, Youri Petrov, Greshajeva Nonna. Américain (1 h 25).

VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40); UGC George-V, dolby, 8^e.

DAARYA
d'Amol Palekar, avec Nimal Pandey, Sonali Kulkarni, Nina Kulkarni, Hyder Ali, Faiyaz, Nandhu Madhav. Indien (1 h 47).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+); 14-Juillet Odéon, 6^e (+).

DEUX JOURS A LOS ANGELES
de John Herzfeld, avec Dany Ajelou, Jeff Daniels, Glenn Headly, Paul Mazursky, James Spader, Teri Hatcher. Américain (1 h 45).

VO : Elysées Lincoln, dolby, 8^e (01-43-59-36-14); Sept Parassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20); Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20).

DOUBLE TEAM
de Tsui Hark, avec Jean-Claude Van Damme, Dennis Rodman, Mickey Rourke, Natasha Lindinger, Paul Freeman, Valeria Caili. Américain (1 h 35).

VF: Pathé Wepler, dolby, 18^e (+).
DU JOUR AU LENDemain
de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, avec Christine Whittlesey, Richard Salter, Claudia Barainsky, Ryszard Karczykowski. Franco-allemand, noir et blanc (1 h 02). Denfert, 14^e (01-43-21-41-01).

LE FAN
de Tony Scott, avec Robert De Niro, Wesley Snipes, Ellen Barkin, John Leguizamo, Benicio Del Toro, Patti d'Arbanville-Quinn. Américain (1 h 50).

VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{er}.
LES GARÇONS WITMAN
de János Szász, avec Alpar Fogarasi, Szabolcs Gergely, Máté Károly, Peter Andorai, Lajos Kovacs. Franco-hongrois (1 h 33).

VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).
GOODBYE SOUTH, GOODBYE
de Hou Hsiao Hsien, avec Jack Kao, Hsu Kuei-Ying, Lin Giong, Anne Shizuka Inoh, Hsi Hsiang, Lien P-Tung. Taïwanais (1 h 52).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+).
HAUTE TRAHISON
de George C. Scott, avec Donald Sutherland, Linda Hamilton, Stephen Lang, Ben Gazzara, Sam Waterston. Américain (1 h 45).

J'AI HORREUR DE L'AMOUR
de Laurence Ferreira Barbosa, avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Châtelain, Laurence Lucas, Bruno Lochet, Alexandra Londo, Eric Savin. Français (2 h 14).

14-Juillet Beaubourg, 3^e (+); 14-Juillet Parnasse, 6^e (+); Les Trois Lumières, 6^e (01-46-33-97-77); La République, 11^e (01-48-05-51-33); 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

JAMES ET LA PÊCHE GÉANTE
de Henry Selick, dessin animé américain (1 h 20).
VF: Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82); Le République, 11^e (01-48-05-51-33); Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01); Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68); 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

LEVEL FIVE
de Chris Marker, avec Catherine Belkhouja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Shinya Ishiyama. Français (1 h 48).
Accatone, 5^e (01-46-33-86-86).

LOOKING FOR RICHARD
d'Al Pacino, avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alec Baldwin, Kevin Spacey, Winona Ryder. Américain (1 h 53).

VO : Lucernaire, 6^e; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01); Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).
LOST HIGHWAY (*)
de David Lynch, avec Bill Pullman, Patricia Arquette, Balthazar Getty, Robert Blake, Robert Loggia, Gary Busby. Américain (2 h 15).

VO : Studio Galande, 5^e (01-43-26-94-08); Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82); Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85).

MA 6-T VA CRACK-ER (***)
de Jean-François Richet, avec Aurélien Recoq, Jean-Marie Robert, Malik Zeggar, Moustapha Ziad, Karim Regaz, Hamouda Bouras. Français (1 h 45).

Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88); Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82).

MA VIE EN ROSE
d'Alain Berliner, avec Michèle Laroque, Jean-Philippe Ecoffey, Hélène Vincent, Georges du Fresnoy, Daniel Hanssens, Laurence Bibot. Français (1 h 28).

UGC Forum Orient Express, 1^{er}; 14-Juillet Parnasse, 6^e (+); Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-0

Radio

20.50 Du Jazz

Les cinq sens [1975]
21.10 XII^e Rencontres
de Pétrarque.
22.40 Nocturne.
0.05 Du jour au lendemain. 0.50
Coda. 1.00 Les Nuits de France-
Culture (rediff.).

France-Musique

RadioClassique
 2.00 Les Mots et les Notes (redif.).
 2.00 Les Mots de France-Musique.

20.40 Les Soirées.
Hommage à Joan Sutherland.
23.05 Les Soirées... (suite). 0.00 Les
Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en
soirée: 20.00 et 23.00 World Busi-
ness Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World
News. 21.30 World Report. 22.00
World News Europe. 22.30 Insight.
23.30 World Sport. 0.00 World View.
1.30 Moneyline.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures,
avec, au soirée: 19.15, 19.45, 20.15,
20.45, 21.45, 22.45 Economica, 19.20,
20.20, 21.20, 22.20 Analysis, 19.39,
20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09,
22.39, 23.09 Europa, 19.50, 20.50,
21.50, 22.50 Sport, 23.15, 0.15, 1.15 No
Copyright © 1994 Euronews. Est. 05/15/94

LCI
journaux toutes les demi-heures
avec, en soirée: 19.16 et 23.16 Ruff
Eclair, 20.13 et 20.45 Le 18-21, 20.36
et 22.30 Le Grand Journal, 21.10 et
22.12 Le Journal du Monde, 21.17 et
22.19, 22.44 Journal de l'Economie,
21.26 Cinéma, 21.42 Talk culturel

+ **Radio**
France-

Radio

France-Culture
20.50 Du jazz
pour tout bagage.
(Les cinq sens. [45].)
21.10 XII Rencontres
de Pétrarque. [45].
22.40 Nocturne. [45].
6.05 Du jour au lendemain. 6.50
Coda. 1.00 Les Nuits de France-
Culture (rediff.).

20.45 Concert. 3^e Festival de musique de chambre à Salon-de-Provence. Donné en direct du château de l'Empire. Trio pour piano et cordes n° 2, de Schubert ; Le Masque de la mort rouge pour harpe et contrebasse à cordes, de Caplet ; Cinq études, de Debussy. Quintette pour piano et cordes op. 81, de Dvorak ; Trio pour flûte, alto et harpe, de Demisse ; Introduction et allegro, de Ravel. Emmanuelle Pehud, flûte, Paul Meyer, contrebasse, Marie-Pierre

0.00 Les Mots et les Notes (redif.).
2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées.

L'héritage de César Franck. Le Chasseur maudit, de Franck, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. Plasson; Trio avec piano, de Ravel, par l'Ensemble Nash de Londres; La Nuit, de Saint-Saëns, par le Chœur régional Victoria d'Ile de France et l'Orchestre symphonique de la région.

22.40 Les Soirées... (soirée). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Film de Roger Donaldson (1990)
Avec Robin Williams. *Comédie.*

Film de Philippe de Broca (1977)
Avec Jean-Claude Guillemaud et
Jeanne Girardot. *Comédie policière.*

Le Joueur de la fusillade. Film de Fernand
Bouvier. Avec Fernandel. *Comédie.*

Film de Charles Victor (1954, 126 min)
Ayant joué : *Drame.*

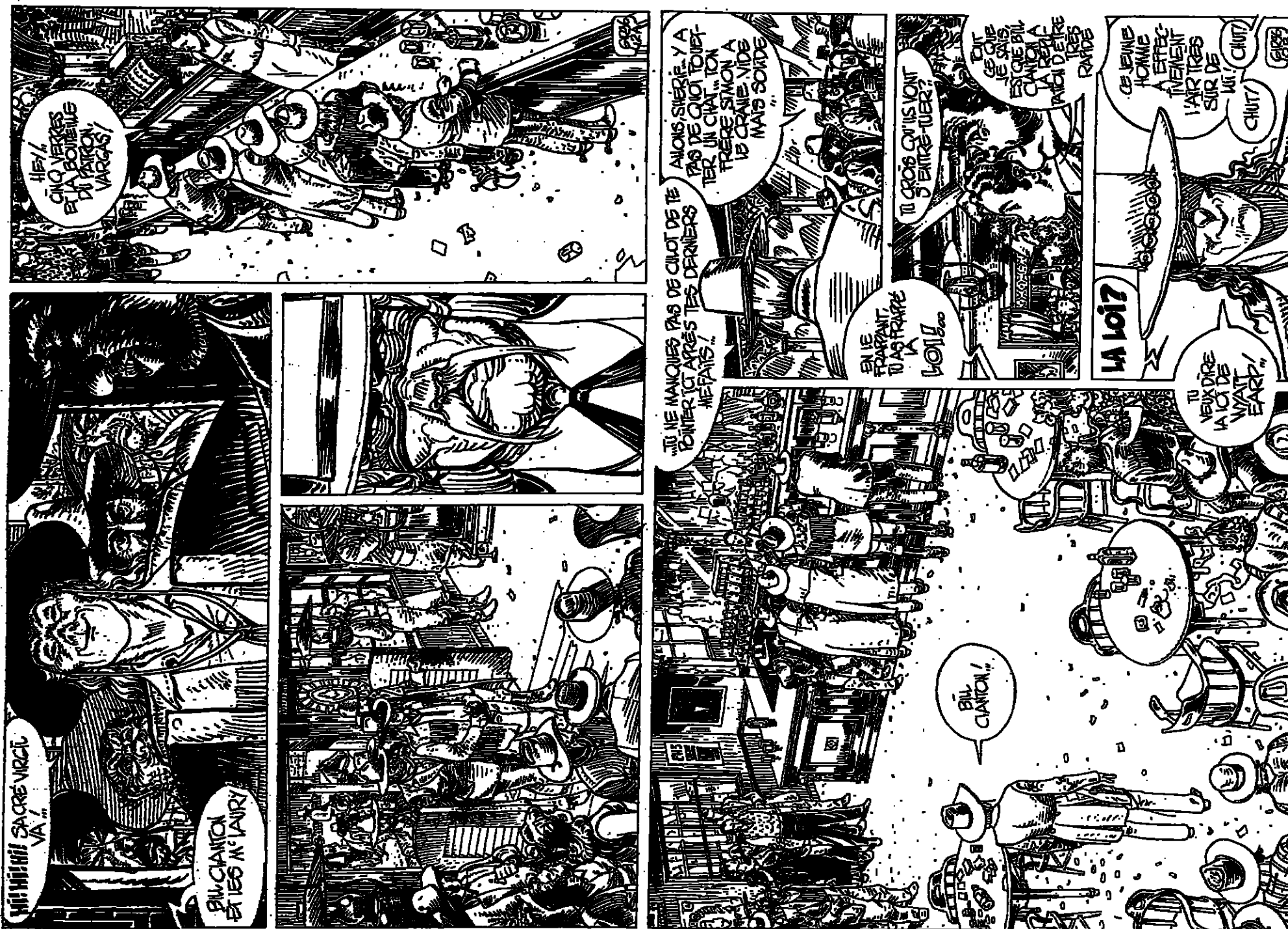
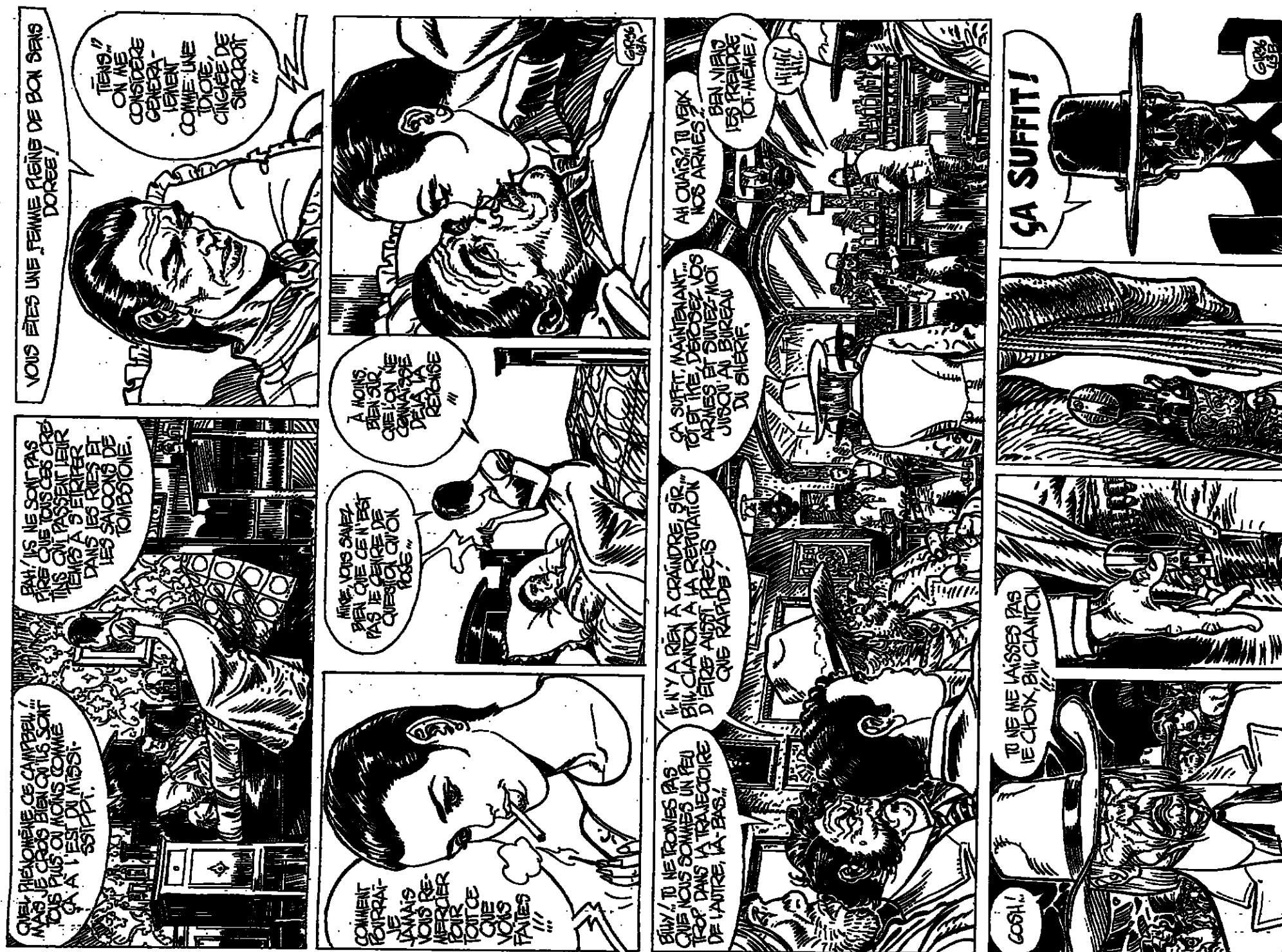
des complets de radio,
et une sélection
satellite sont publiés
dans notre supplément
e-fund.
Les symboles :
« Le Monde
Multimédia ».
et voir.

manquer.
œuvre ou classique.
e spécial pour les sourds
endants.

Blueberry « Ombres sur Tombstone »

par Giraud

● **Résumé.** - Suite du récit de Blueberry : le lieutenant tente de sauver le révérend Younger en se jetant sur le chef de la tribu. A ce moment du récit, le rédacteur en chef du *Tombstone Epitaph* vient avertir le romancier Campbell que l'action se passe désormais au saloon. Virgil Earp jure de venger l'escorte massacrée, croit-il, par les Apaches.



Un 747 sud-coréen s'écrase sur l'île de Guam faisant plus de deux cents victimes

La suspension temporaire d'un dispositif d'approche des pistes pourrait être à l'origine de la catastrophe

NEW YORK,

de notre correspondante

Une épave fumante gisant dans des collines inaccessibles, des flammes qu'il n'est même plus besoin d'éteindre, un ballet d'hélicoptères, les silhouettes des sauveteurs qui ratisser les débris... Ces images presque familières ont de nouveau monopolisé les écrans de télévision américains mardi 5 août, peu après l'annonce de l'accident d'un Boeing-747 de Korean Air qui assurait la liaison Séoul-Guam avec deux cent cinquante-quatre personnes à bord. Entre vingt-neuf et trente-cinq personnes, selon les sources, ont été retirées vivantes de la carcasse de l'avion.

Pour des raisons encore inexplicables, l'appareil, un jumbo-jet vieux de treize ans, s'est écrasé en pleine jungle à moins de 5 kilomètres de la piste de l'aéroport où il était attendu à l'heure prévue, au milieu de la nuit. Avec une visibilité réduite à 1,5 km, en raison de fortes pluies, le pilote a amorcé l'approche de l'aéroport puis, semble-t-il, a disparu de l'écran des contrôleurs. Selon les premiers éléments dont disposent les enquêteurs, les passagers du vol 801 n'ont eu aucune connaissance de problèmes particuliers avant le choc et le pilote n'a pas eu le temps d'envoyer de signal de détresse; la boîte noire et l'enregistreur de vol ont pu être récupérés rapidement dans l'épave de l'avion dont l'avant et la

queue ne se sont pas désintégrés. La grande majorité des passagers étaient des touristes de nationalité sud-coréenne, dont certains venaient passer leur lune de miel à Guam. Selon la Commission nationale pour la sécurité des transports

n'avaient qu'une seule lampe-torche. Il fallait se guider au son. Il était impossible d'être là, d'entendre les cris et de ne pas y aller.

Le gouverneur a accompagné jusqu'à l'hôpital une fille japonaise de onze ans qui refusait de lâcher sa

place. Plusieurs informations font état de la suspension temporaire, à l'aéroport de Guam-Agana, d'un dispositif d'approche, le *glide slope*, qui guide les avions vers la piste. Pour cause d'entretien, ce dispositif n'était pas opérationnel jusqu'au 12 septembre et les pilotes devaient se reposer sur un instrument propre à leur avion qui leur fournit la distance de la piste d'atterrissage.

La catastrophe de Guam frappe une compagnie aérienne déjà durement touchée ces dernières années: outre le célèbre vol KAL 007, abattu par les Soviétiques, en plein vol, en 1983, au-dessus de l'île de Sakhaline, avec deux cent soixante-neuf personnes à bord, un autre avion de Korean Air, un Boeing-707, a été détruit à l'explosion par un agent nord-coréen en 1987 avec cent quinze passagers. Plus récemment, en 1989, c'est un DC-10 de la même compagnie qui s'était écrasé près de Tripoli. L'accident avait fait soixante-deux morts et soixante-dix blessés.

Sylvie Kauffmann

■ Un Airbus A300 de Korean Air avec 273 personnes à bord est revenu se poser d'urgence, mercredi matin 6 août, sur l'aéroport d'Osaka (Japon) après un ennui de moteur. L'avion, qui assurait le vol entre Osaka et Séoul, a connu des problèmes après vingt minutes de vol et a fait demi-tour.

Une immense base militaire américaine dans le Pacifique

Peuplée de quelque cent quarante mille habitants et située à 6 500 kilomètres à l'ouest d'Honolulu et à 3 500 kilomètres au sud-est de Séoul, l'île de Guam a une superficie de 541 kilomètres carrés. Passée sous autorité américaine en 1898, après la guerre américano-espagnole, elle a été occupée par les Japonais, en 1941, avant d'être reconquise par les forces américaines en 1944.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, Guam a été transformée en une immense base militaire américaine dont les installations recouvrent près d'un tiers de la superficie de l'île. Elle constituait une position stratégique importante durant les guerres du Pacifique, de Corée et du Vietnam. Guam est placée sous la juridiction du département de la marine des États-Unis et est dirigée par un gouverneur.

(NTSB) à Washington, vingt Américains se trouvaient aussi à bord de l'avion.

En dépit du terrain accidenté inaccessible par la route, les secours se sont organisés rapidement grâce, notamment, à la présence dans les environs d'une base militaire américaine. Le gouverneur de Guam, Carl Gutierrez, a été l'un des premiers sur place, aidant à sortir quatre ou cinq rescapés du fuselage: « C'était étrange, a-t-il raconté ensuite aux médias américains. Comme nous

main. Alors que le jour se levait, une équipe de l'US Navy a entrepris d'ouvrir le fuselage pour tenter de délivrer d'autres éventuels survivants.

L'appareil accidenté est du même type que celui du vol 800 de la TWA qui a explosé en vol, il y a à peine plus d'un an, au large de Long Island, mais rien ne permet a priori de rapprocher les deux catastrophes. Une équipe de dix experts du NTSB a quitté Washington dès mardi soir pour Guam afin d'enquêter sur

D'anciens mercenaires auraient été engagés pour la visite du pape

n'est pas à la merci d'une société douteuse.

De leur côté, les trois agences Extension, Offshore et le Public System confirment qu'elles se sont bien adressées à des sociétés de surveillance pour la protection de leurs chantiers et installations techniques à Longchamp et au Champ de Mars. Mais elles soulignent qu'elles n'ont pas eu la charge de leur recrutement.

7 000 VOLONTAIRES

La sécurité des participants aux Journées mondiales de la jeunesse (JM) sera l'affaire de la préfecture de police et des jeunes volontaires des Journées mondiales. Environ 1 500 policiers seront chargés d'assurer la sécurité des manifestations, notamment celles qui sont prévues autour du pape. Lundi 11 août, le préfet de police rendra public le dispositif de sécurité envisagé. Quant aux Volontaires, ils seront environ 7 000 (contre 10 000 prévus), chargés en particulier de contrôler les accès et la sécurité dans les flots.

La préfecture de police a démenti jeudi matin l'information publiée par le journal *La Croix* selon laquelle c'est l'ancien préfet du Var, Jean-Charles Marchiani, nouveau secrétaire général de la zone de défense de Paris, qui aurait la gestion des effectifs policiers pour ce rassemblement de la jeunesse catholique.

H. T.

Les dépanneurs de Mir en orbite

LE VAISSEAU SPATIAL russe Soyouz TM-26 a décollé comme prévu mardi 5 août à 17 h 35 (heure de Paris) du cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, en emportant à son bord Anatoli Soloviev, commandant de la mission, et Pavel Vinogradov, un ingénieur (*Le Monde* du 6 août). Neuf minutes après le décollage, la capsule spatiale a été mise en orbite, sur « une trajectoire parfaite », a précisé le centre de contrôle. « La moitié du travail est fait », a commenté avec soulagement le ministre russe de la défense, Igor Sergueev, qui assistait au décollage.

La capsule va ensuite tourner autour de la Terre pendant deux jours, le temps de se retrouver sur la même orbite que Mir, à 400 km de la Terre, afin d'opérer une jonction avec la station jeudi 7 août à 19 h 23 (heure de Paris). Ce qui permettra au nouvel équipage de retrouver les trois occupants actuels de la station, leurs compatriotes Vassili Tsibliev et Alexandre Lazoutkine, et l'Américain Michael Foale, quelque peu éprouvés par les nombreux problèmes techniques qu'a connus Mir ces derniers mois.

Le dernier incident en date a été, voilà quelques jours, la panne des deux générateurs d'oxygène Elektron de la station, ce qui a obligé

les occupants de Mir à faire appel à des cartouches de secours. Les responsables ne sont pas émus par cet événement et estiment que « c'est un incident ordinaire, qui n'influencera en aucune manière le programme de travail de la station ».

PANNEAUX SOLAIRES

Le 14 août, Tsibliev et Lazoutkine retourneront sur Terre, à bord de leur capsule Soyouz, après un séjour de cent quatre-vingt-cinq jours dans l'espace. Une fois à bord, Anatoli Soloviev, un vétéran de l'espace, et Pavel Vinogradov, dont c'est la première mission, devront s'attaquer à la remise en marche des quatre panneaux solaires du module Spektr, débranchés depuis la collision entre la station et un vaisseau-cargo Progress, au cours d'un exercice d'amarrage manuel. Ce qui a privé la station de 40 % de sa capacité électrique.

Les deux cosmonautes doivent effectuer le 20 août une première « sortie » interne de cinq heures dans le module Spektr pour rebrancher les quatre panneaux solaires. Pour plus de sûreté, Michael Foale attendra, de son côté, aux commandes de la capsule Soyouz, afin que l'équipage puisse partir de la station en cas de nécessité.

C. Ga.

Le dollar poursuit son envolée

Le billet vert a atteint 6,37 francs

LA HAUSSE du dollar a repris de plus belle mardi 5 août, poussant en fin de journée le billet vert à ses cours les plus élevés depuis octobre 1989, à plus de 1,88 mark et 6,35 francs. Mercredi 6 août dans la matinée, la devise américaine poursuivait son envolée à 1,8865 mark, 6,37 francs et 119,50 yens.

Pour les analystes, les marchés sont en train de tester la volonté et la capacité des banques centrales, notamment de la Bundesbank, à enrayer l'appréciation du dollar. Le maintien, mardi, par l'Institut d'émission allemand de son taux de prises en pension à 3 %, après des menaces de relèvement, a donné un nouveau coup de pouce au billet vert. Tout comme la publication, également mardi, d'une enquête de l'Institut allemand ifo soulignant l'incapacité de Bonn à remplir strictement les critères de Maastricht pour le déficit budgétaire (3 % du produit intérieur brut (PIB) et l'endettement public (60 % du PIB). Selon les prévisions d'ifo, le déficit public allemand devrait atteindre cette année 3,3 % du PIB. La perspective du lancement, le 1^{er} janvier 1999, d'un euro faible explique pour une bonne part la

dépréciation de 22 % du mark face à la monnaie américaine depuis le début de l'année.

L'économiste en chef de la Bundesbank, Oskar Ising, a indiqué mardi, une fois encore, que la banque centrale était « préoccupée par la rapide dépréciation du deutschemark ». Mais il n'a pas assorti ses propos d'une nouvelle menace, soulignant qu'il n'y a « pas de lien automatique entre le cours du dollar et les décisions de politique monétaire ».

A défaut d'utiliser l'arme des taux, qui soulèverait un tollé en Europe alors que la reprise économique s'amorce à peine et que le chômage atteint des sommets, les banques centrales pourraient être tentées d'intervenir directement sur le marché des changes. Mais, pour lancer une intervention concertée, les Instituts d'émission européens ne pourront probablement pas compter sur la Banque du Japon. Mardi, le vice-ministre des finances japonais, Eisuke Sakakibara, surnommé « M. Yen », a formellement démenti toute initiative pour empêcher le dollar de dépasser les 120 yens.

Eric Leser

Nouvelle progression du chômage en Allemagne

LE NOMBRE DE CHÔMEURS, en Allemagne a progressé de 17 000 en juillet par rapport à juin en données corrigées des variations saisonnières (CVS), le taux de chômage en données brutes passant de 11,0 % en juin à 11,4 % en juillet, a annoncé, mercredi 6 août, l'Office fédéral du travail. En données brutes, 4,354 millions de personnes étaient à la recherche d'un emploi en juillet en Allemagne. A l'Ouest, le chômage a atteint un nouveau record de l'après-guerre, 9,7 % de la population active étant sans emploi. Dans les Länder de l'ex-RDA, moins peuplés, le taux de chômage est de 18,1 %. - (AFP)

DÉPÊCHE

■ CONJONCTURE: la demande en produits manufacturés s'est accrue au deuxième trimestre dans toutes les branches, mais demeure faible dans l'automobile, selon l'enquête trimestrielle de l'Insee publiée mercredi 6 août.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 L'ÉCONOMIE

Cours relevés le mercredi 6 août, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE

DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 19740,07 +0,96 +1,7%

Hong Kong Hang Seng 16550,00 +1,10 +23,04

Tokyo Nikkei sur 3 mois

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

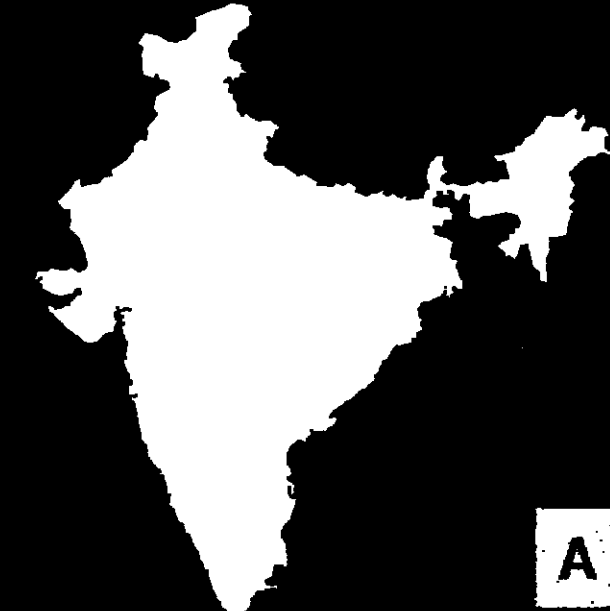
19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

19740,07 +0,96 +1,7%

LA FIN DE L'EMPIRE DES INDES

Une série écrite par Bruno Philip



Cinquante ans après la sanglante partition des Indes qui sonna le glas du raj britannique aux Indes, des acteurs privilégiés, dont l'actuel premier ministre et le frère de l'assassin de Gandhi, se souviennent. A travers eux, ce sont les derniers moments de l'Empire et les premières années de l'indépendance qui nous sont retracés dans toute leur diversité.

A lire chaque jour à partir du lundi 11 jusqu'au 16 août dans *Le Monde*

Services